

Pour retrouver les articles parus et les titres de compte-rendus récents dans la revue *Historiens et Géographes*, consulter les titres thématiques du site national : www.aphg.fr à la page « Historiens géographes ».

Les nécessités de la pagination nous obligeant parfois à reporter pour le prochain numéro les dernières pages de la rubrique, nous adoptons une répartition aléatoire des recensions, afin que ce ne soient pas toujours les mêmes parties de la rubrique Livres qui en patissent.

Livres

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Eric H. CLINE, *1 177 avant J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée*, Editions La Découverte, mars 2015, 261 pages.

Professeur d'histoire et d'anthropologie, directeur du Capitol Archeological Institute de l'université George Washington, spécialiste de l'archéologie biblique, Eric H. Cline a participé à de nombreuses fouilles en Grèce, en Crète, à Chypre, en Egypte, en Israël et au Liban.

Son dernier ouvrage, paru l'an dernier aux éditions La Découverte, a reçu un bon accueil et des critiques très positives. Il faut dire que *1 177 avant J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée*, entre en résonance avec des préoccupations très contemporaines et ce n'est sans doute pas un hasard si Eric H. Cline, au risque de l'anachronisme, évoque la « globalisation » de l'âge du bronze récent (XV^e – XII^e siècles avant J.-C.). Il décrit un monde proche-oriental interconnecté, qui aurait inventé le commerce international, et dont la disparition serait liée à une période de réchauffement climatique, de guerres et de migrations internationales.

Dans cet ouvrage qui se lit comme une tragédie découpée en quatre actes et une conclusion, Eric H. Cline utilise les codes du roman policier, cite Sherlock

Holmes et multiplie les comparaisons avec le monde d'aujourd'hui : « *Il semble que la politique, le commerce et la diplomatie, tels qu'ils étaient pratiqués il y a trois mille cinq cents ans, en particulier au XIV^e siècle avant J.-C., n'aient pas été si différents de ceux qui ont cours dans notre économie mondialisée aujourd'hui, avec ses embargos économiques, ses relations diplomatiques, les jeux de pouvoir et les cadeaux échangés au plus haut niveau.* » (page 90).

De l'Égypte de Thoutmosis III (1479-1450 avant J.-C.) aux palais de la Grèce mycénienne en passant par le royaume du Mittani, Chypre, le royaume d'Ougarit et le royaume hittite, l'auteur nous décrit tout un univers de relations internationales, d'échanges commerciaux, de mariages royaux mis à jour lors des fouilles archéologiques, à l'exemple de la découverte du navire d'Ulu Burun, qui a coulé au large de la côte sud de l'Anatolie avec sa cargaison d'amphores remplies d'orge, de résine, d'épices, de vin et d'étain.

Certaines des hypothèses d'Eric H. Cline paraissent séduisantes. Ainsi, la découverte d'une épée mycénienne datant du XV^e siècle avant J.-C. portant des inscriptions en akkadien trouvée à Hattusa, capitale du royaume hittite, plaide en faveur d'une intervention de guerriers grecs sur la côte de l'actuelle Turquie en soutien à la rébellion assuwa écrasée par les Hittites. Cet épisode pourrait être à l'origine du récit

homérique sur la guerre de Troie.

Le XII^e siècle avant J.-C. marque la fin d'une époque. Dans tout l'espace proche-oriental, on assiste à l'effondrement des grandes puissances qui dominaient la région : les fouilles archéologiques témoignent des destructions des palais mycéniens, des cités-Etats cananéennes, de l'empire hittite et de ses royaumes vassaux comme le royaume d'Ougarit, à propos duquel Eric H. Cline cite une lettre poignante du dernier roi d'Ougarit, Ammourapi, au roi d'Alashiya (l'île de Chypre) : « *Mon père, à présent les navires ennemis sont venus. Ils ont incendié mes villes et fait beaucoup de mal dans le pays. Mon père ne sait-il pas que toutes [mes ?] troupes [...] sont en Hatti et que tous mes bateaux sont en Lycie ? Ils ne m'ont pas encore rallié et le pays est ainsi abandonné à lui-même. Mon père doit le savoir. À présent, ce sont sept bateaux ennemis qui sont arrivés contre moi et ils nous ont fait du mal. Maintenant, s'il y a d'autres bateaux ennemis, informem'en [de quelque] manière, que je le sache.* » (page 129)

Trouvée dans les ruines d'Ougarit, la lettre d'Ammourapi au roi de Chypre n'aurait jamais été envoyée... à moins qu'il s'agisse d'une copie d'une lettre envoyée trente ans plus tôt et se rapportant à une autre invasion. Dans bien des cas reconnaît Eric H. Cline, les datations sont sujettes à caution et les interprétations des archéologues divergent.

Dans le numéro 435, page 225, de la revue, le titre de la recension de l'ouvrage de Noémie Lefevre a souffert d'une graphie inadéquate. Marcel Landowski n'est pas co-auteur, mais l'objet de l'ouvrage. Lire : « *Marcel Landowski, une politique fondatrice de l'enseignement musical. 1966-1974* »

A la page 210, P.E. VICTOR est également, l'objet de l'ouvrage. Lire : «

Il reste, pour Eric H. Cline, que le XII^e siècle avant J.C. marque la fin d'une époque. Se risquant à une comparaison avec la chute de l'empire romain d'Occident en 476, l'auteur propose de retenir la date de 1 177 avant J.-C. et la victoire de Ramsès III face à une coalition de « Peuples de la mer » dans la huitième année de son règne comme date de l'effondrement du monde proche-oriental interconnecté qu'il décrit dans son ouvrage.

Comme pour la chute de l'empire romain d'Occident, les facteurs de l'effondrement seraient multiples. Eric H. Cline évoque une « parfaite tempête de catastrophes » (chapitre 4) : un réchauffement climatique aurait entraîné des périodes de sécheresse et de famine en Grèce, en Asie mineure et en Anatolie provoquant la rupture des relations commerciales basées sur l'échange de denrées agricoles, entraînant des troubles politiques et des révoltes mais aussi l'effondrement des cités-Etats de la Grèce mycénienne et du royaume hittite et des mouvements de populations fuyant la sécheresse et pillant au passage les riches cité-Etats qu'elles rencontraient. Les « Peuples de la mer » ne seraient donc pas des populations venues de Sardaigne, de Sicile ou des Balkans déferlant sur le Proche-Orient à la suite d'une éruption volcanique ou d'un tremblement de terre, mais des populations venant du monde grec et égéen cherchant à s'établir dans des régions plus fertiles.

La thèse d'Eric H. Cline a le mérite de la cohérence et permet d'expliquer les différentes destructions ayant affecté les cités du Proche-Orient ancien à la fin de l'âge du bronze.

Séduisant et agréable à lire, avec de belles reproductions de documents et son index des noms cités, l'ouvrage d'Eric H. Cline laissera cependant le lecteur sceptique face à l'emploi d'un vocabulaire volontairement anachronique dans le but d'établir une comparaison osée entre notre monde et celui du douzième siècle avant J.-C. ; il paraît difficile de soutenir comme le

fait l'auteur que l'âge du bronze ait pu être « une période qui a bénéficié d'une économie globalisée florissante » (page 202). De la même manière, le titre « le jour où la civilisation s'est effondrée » entre en contradiction avec la démonstration qui est faite à l'intérieur de l'ouvrage d'un processus complexe qui s'est étalé sur plusieurs décennies. L'auteur souligne d'ailleurs dans sa conclusion que « de nouveaux peuples et/ou de nouvelles cités-Etats comme les Israélites, les Araméens et les Phéniciens en Méditerranée orientale et, plus tard, les Athéniens et les Spartiates en Grèce ont réussi à s'établir. Nous leur devons de nouveaux développements et de nouvelles idées comme l'alphabet, le monothéisme et, finalement, la démocratie. » (page 203)

Passionnant, l'ouvrage d'Eric H. Cline nous fait redécouvrir tout un monde oublié et mal connu. Dommage qu'il soit inutilement dramatique et verse trop souvent dans l'anachronisme.

David NOËL

ALLEMAGNE



FRANCOIS-PONCET André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, 1931-1938*, Préface de Jean-Paul Bled, Perrin, Paris, 2016, 509 pages.

En 1946, André François-Poncet avait été le premier ambassadeur français d'avant-guerre à publier ses souvenirs. Ce livre, devenu un grand classique, est heureusement réédité avec une précieuse préface de Jean-Paul Bled. François-Poncet, normalien et agrégé d'allemand, expert économique, entreprend une carrière politique en 1924 avant d'être nommé en 1931 représentant de la France à Berlin où il restera sept ans.

Intelligent et bien informé, ayant des contacts directs avec Hitler et son entourage, François-Poncet assiste à

la fin de la République de Weimar et à l'installation du fuhrer au pouvoir. Conscient du danger nazi, il inonde la quai d'Orsay de rapports jugés par ses supérieurs trop longs et alarmistes : « On s'habituaît à mes prédictions pessimistes. On s'en lassait ». Il analyse l'idéologie hitlérienne qui voit dans le juif « l'ennemi-né » ; l'antisémitisme est la « clé de voûte » du système. Il montre le rejet de l'internationalisme, de l'individualisme, de l'intellectualisme. Le maître de l'Allemagne relie ses idées disparates « par une apparence de logique (...) sous une forme simpliste et vivante accessible aux intelligences élémentaires ». François-Poncet brosse d'excellents portraits d'Hitler et de ses séides. Il retrace précisément les événements auxquels il assiste jusqu'à sa nomination comme ambassadeur à Rome en 1938.

Quand François-Poncet publie son livre en 1946, il observe qu'il apporte une simple contribution à une histoire restant à écrire. En fait son étude va au-delà. « La plus vive répulsion » que lui inspire le nazisme semble aiguïser son jugement. Hitler qui marque une certaine considération pour ce diplomate parfait germanophone, élégant et stylé est furieux quand, pendant la guerre, ayant pris connaissance des archives françaises, il découvre les rapports perspicaces et vitriolés que rédigeait François-Poncet. Aussi le fait-il arrêter et déporter au Tyrol. Bel hommage au diplomate. Son livre qui, entre autres, peut nourrir le débat entre intentionnalistes et fonctionnalistes, constitue un très précieux document.

Ralph SCHOR

GÉOGRAPHIE



David GÉURY, Philippe SIERRA, *Introduction à l'analyse des territoires. Concepts, outils, applications*. Cursus, Armand Colin, 2016, 224p. PNI.

Les territoires, la territorialisation apparaissent maintenant essentiels pour la compréhension de la vie des groupes humains dans la complexité de leurs relations avec leur cadre de vie, leurs dynamiques, leur patrimoine culturel et matériel, et malgré les processus mondiaux qui tendent à les remettre en cause. Les auteurs se proposent de déconstruire ces deux notions polysémiques et discutées, de montrer leur pertinence et leurs implications dans la gestion de la Terre des hommes, à toutes les échelles.

Dans une première partie, les auteurs isolent les phénomènes qui structurent les territoires humains : les rapports avec l'environnement, co-produit en même temps que les territoires ; les rapports avec les processus de production et d'échange de biens et de services par l'intermédiaire de flux et pôles ; le poids des confrontations de pouvoirs ; les constructions et confrontations d'identités culturelles à toutes les échelles.

La deuxième partie considère les nouvelles logiques des territoires, mis en cause par la mondialisation, par l'intégration régionale (entendre entre des Etats proches), par la métropolisation à l'échelle des cités-mondes.

Une dernière partie interroge le rôle de l'Etat dans l'aménagement des territoires et présente les principes et méthodes du diagnostic territorial.

Chaque chapitre commence par pointer quelques objectifs conceptuels ou cognitifs, s'articule ensuite en courtes sections appuyées sur des définitions, des tableaux, des schémas et croquis, des extraits d'œuvres de géographes actuels (« Focus ») et se termine par une synthèse claire, des listes de lectures conseillées, des notions à maîtriser, l'indication d'un « bonus » à rechercher sur le site internet de l'éditeur et une étude de cas commentée. *In fine*, une bibliographie et un index des notions.

L'ensemble est bien mené, vif, clair, souvent original avec beaucoup de références récentes et de réflexions

nouvelles et critiques sur les territoires, les identités, les migrations, les problèmes des minorités, le rôle de l'Etat, etc. On y apprend beaucoup. Avec une réserve cependant : de nombreux développements, toniques certes, fonctionnent sur le mode de l'allusion à telle doctrine, tel auteur. Comment apprécier la pertinence d'une proposition tout juste effleurée ou tout juste reliée aux travaux d'un chercheur peu connu par les non-spécialistes en France ? Il aurait fallu sans doute plus de place, et ce n'est qu'une introduction... En tout cas stimulante pour les enseignants et les étudiants ou élèves de classes préparatoires.

Gérard HUGONIE

Saskia SASSEN, *Expulsions, Brutalité et complexité dans l'économie globale*, NRF essais (Harvard University Press 2014 / Gallimard 2016), 296 p. + appendices (remerciements ; bibliographie ; notes ; index : noms, lieux, notions ; table des matières ; répertoire des ouvrages parus dans la collection), 381 p. hors tout ; 25 euros.

Traduit de l'américain, ce livre se penche sur les phénomènes contemporains de marginalisation que l'Auteure qualifie d'entrée de jeu de « tri sauvage ». Les dernières décennies ont en effet connu une nette augmentation du nombre de personnes, d'entreprises et de localités « chassées du centre de l'ordre économique et social de notre époque ». Cela va de l'expulsion des classes moyennes dans les pays riches, de l'éviction pour raisons diverses de millions de petits fermiers dans les pays pauvres, aux innombrables personnes déplacées, hommes et femmes confinés dans des camps ou entassés dans ghettos ou bidonvilles... Et ce qui n'était encore dans les années 1980 que « pertes ou délocalisations mineures » devait prendre par la suite la dimension d'une réelle « dévastation » pour ce qui touche à l'environnement. Dépassant ces « vieilles superstructures conceptuelles » que sont nos divisions

géopolitiques usuelles, l'objet de ce livre est donc de dégager ces « tendances souterraines transversales » à l'œuvre dans les espaces géopolitiques les plus divers en relation avec le déplacement « des zones de croissance du monde » vers des régions à plus faibles coûts de production et moindre réglementations. Avec le développement aussi de ces « villes globales », créations *ex nihilo* ou « rénovations brutales » de villes anciennes, témoignant de la « géographie d'une nouvelle centralité qui traverse les divisions Est-Ouest et Nord-Sud d'autrefois ». En raison également de l'ascendant pris par la finance dans le réseau de ces nouveaux centres majeurs de décision. En bref, ce que l'Auteure veut s'attacher à produire, c'est à partir de faits glanés sur le terrain, sans l'intermédiaire des institutions habituelles, une « théorisation » dépassant les discriminations traditionnelles de la géopolitique, de l'économie et de la culture.

Dans une première partie, la plus développée - « Economies déclinantes, expulsions croissantes » - est d'abord évoquée l'évolution récente du capitalisme d'où résulte une concentration extrême des moyens au profit d'entreprises globales et d'une élite mondiale de la fortune, facteurs de destructions de la biosphère sur l'ensemble de la planète, multipliant les risques d'expulsions pour les moins favorisés. En résultent notamment la multiplication au cours des deux dernières décennies du nombre des personnes déplacées dans le « Sud global » pour l'essentiel (et) « l'accroissement rapide de la population incarcérée dans un nombre de plus en plus élevé de pays du Nord global » !

Suit une évocation particulière des effets de l'acquisition de terres réalisées, partout dans le monde, depuis plusieurs siècles déjà, par des gouvernements ou des entreprises étrangères mais avec une ampleur de plus en plus nette depuis 2006, à l'avantage d'un nombre d'acquéreurs de plus

en plus large, partout dans le monde. Elle illustre la demande croissante de denrées industrielles - de l'huile de palme en particulier - et les effets de la hausse du prix de certaines denrées alimentaires multipliant les investissements à finalité spéculative d'où résulte une foule de micro-expulsions « aux conséquences dévastatrices sur les populations rurales et la terre agricole », par l'effet notamment des programmes de restructuration mis en place dans le « Sud global » par le FMI et la Banque mondiale et des progrès du libre-échange encouragés par l'OMC.

L'Auteure est ainsi amenée à souligner la part de responsabilité qui est celle de la finance internationale dont les capacités d'innovation ont prouvé tout particulièrement leur nocivité avec les excès récents de l'endettement et les effets de la crise actuelle. Certes nous avons besoin des institutions financières. Toutefois le capital financier a été surtout utilisé, dans les dernières décennies, à des investissements surtout spéculatifs qui ont servi à enrichir des gens déjà fortunés, à détruire souvent des entreprises en bonne santé même si ce n'était pas l'objectif recherché, au lieu d'appuyer des projets d'intérêt général. Car malgré certaines réalisations positives, en Chine par exemple où le capital financier a contribué à sortir récemment bien des gens de la pauvreté, la richesse qui s'est accrue dans les vingt dernières années, n'a pas empêché que la pauvreté se soit dans le même temps partout accrue. Il serait donc plus que jamais urgent que nous puissions « changer la logique qui nous sert à définir la prospérité générale ».

La biosphère a certes des capacités de renouvellement sans doute remarquables. Toutefois dans certaines zones spécifiques, ses efforts de reconstitution ont échoué. En résultent « de vastes étendues de terres et d'eaux mortes - la terre épuisée par l'usage incessant de produits chimiques - et l'eau morte en raison d'un défaut

d'oxygène provoqué par toutes sortes de pollutions ». La dernière partie du livre prend ainsi l'allure d'un bilan de catastrophe, l'Auteure privilégiant volontairement des situations limites comme elle l'a fait dans les chapitres précédents en vertu du principe « que des conditions extrêmes rendent visibles des tendances qui seraient plus difficiles à percevoir dans des conditions plus modérées ». Un parti-pris de journaliste engagé qui explique que ce dernier chapitre puisse dans ces conditions se clore sur des visions dramatiques liées à « la fonte du permafrost, l'évolution des températures (le changement climatique) et les inondations massives » !

Voilà un livre au total plutôt déroutant, déroutant par son style (qui a dit que le moi était haïssable ?), sa propension (légitime) au catastrophisme, sa tentation journalistique, son apparence foisonnante et pourtant un livre non dépourvu d'intérêt pour ce souci sous-jacent d'épouser la cause des perdants d'une évolution qui les dépasse et les broie.

Jean-Claude MAILLARD

Patrick GAUTHIER DALCHÉ, *La Terre, connaissance, représentations, mesure au Moyen Âge*, L'Atelier du Médiéviste 13, Brepols 710 pages 2013

Cet ouvrage est une mine : il combine les savoirs et les interrogations. Il éclaire un Moyen-âge rien moins qu'obscur, en cherchant toujours à faire comprendre comment les gens de cette longue époque pouvaient penser l'espace, mesurer les distances, compléter à l'aide des témoignages des clercs, des chroniqueurs, des marchands surtout, une cartographie progressivement construite, mêlant des faits d'observation, des illustrations tantôt religieuses et tantôt profanes pour construire une cartographie dont les buts pratiques s'affirmèrent progressivement. Ce volume 13 du très savant atelier du médiéviste est une passion de chercheurs et le plus

souvent un grand plaisir de lecture et, avouons le, une mine d'informations pour des historiens et des géographes dont les démarches sont dans cet ouvrage bien complémentaires. La composition peut surprendre tant sont de dimensions très inégales les deux parties mais quand la seconde fourmille d'éléments qui éclairent la première, la gêne n'est que passagère. Le but est clair : indiquer une méthode pour examiner et comprendre la façon dont les auteurs médiévaux élaboraient la représentation terrestre, sans a priori idéologiques et sans les anachronismes que plusieurs siècles d'interprétation font encore peser sur les temps présents. Les auteurs rappellent d'ailleurs de manière cinglante combien l'image d'hommes du moyen-âge qui pensaient que la terre était plate est d'une rare stupidité (un mythe de la modernité, la Terre plate au Moyen Âge, p. 166-170) !

La première partie (15-158) s'attache à donner « une image du monde » qui soit une « géographie dans l'Occident médiéval entre le V^e et le XV^e siècle ». Quatre chapitres construisent une évolution plus qu'une révolution dans les savoirs, passant de l'antiquité tardive au temps des humanistes. La carte est hésitante, il en existe à la fois beaucoup et peu d'exemplaires et aucune ne prétend sans doute à une connaissance scientifique, même à l'aube des temps modernes (l'ouvrage s'arrête à la veille de la traversée de l'Atlantique, fort justement). La géographie naît des récits, des témoignages, des grandes routes terrestres, de la curiosité des hommes mais également des ambitions que l'on pourrait dire très « géopolitiques ». Cette géographie n'est donc jamais séparée de l'histoire : « nommer, décrire, expliquer, telles étaient les fonctions assignées à la géographie ». En quelques siècles, les savoirs se renouvellent, les questionnements renvoient aux grandes références, Aristote ou Ptolémée, les contacts avec le monde de l'Islam et ses savants, avec la Chine des Mongols également élargissent la perception d'un monde qui bien

entendu n'est pas considéré comme fini, même à ses confins, l'Equateur « bouillonnant » ou encore les angoisses de Thulé...

La seconde partie complète le tableau à travers « thèmes et documents ». Le principe est simple, 6 chapitres (la Terre dans le cosmos, l'espace habité, la représentation cartographique de l'espace maritime, le voyage, cartes et plans à grande échelle, techniques et pratiques de la mesure du sol) qui viennent à l'appui des principes développés en première partie et à l'intérieur de chaque chapitre, des textes, d'abord en latin (parfois dans la langue « romane » qui émerge progressivement puis traduits et enfin commentés. Chaque auteur replacé en son temps et dans son milieu d'origine (une courte biographie), chaque texte circonstancié pour éviter qu'une sorte d'interprétation ne viennent tirer des conclusions trop larges pour le souci des auteurs du livre. C'est donc bien une méthode et une véritable épistémologie qu'expose l'équipe des chercheurs de cet « atelier ». Au fond, la forge de la recherche historique fait pendant à la description des îles Lipari où l'enfer n'est jamais loin des explosions volcaniques (une description de Vulcano selon le pèlerin Willibard – 723-729 - pages 524-526). Cette partie est si riche qu'elle ne saurait être résumée, même si on a goûté plus qu'aucun autre chapitre celui consacré à l'espace maritime, avec ses portulans qui ne sont pas des cartes mais des textes d'appui et des cartes marines qui sont avant tout « l'expression d'un milieu culturel ». C'est ainsi constamment, chapitre après chapitre, revenir à l'essentiel, la Terre, connaissance certes mais tout autant sinon plus « représentations ». A l'aune de ce qu'est une certaine manière de faire de la géographie, quoi de si neuf aujourd'hui ? Cet ouvrage d'une grande richesse devrait être conseillé à tous les géographes « universitaires », aux historiens aussi mais cela va tellement de soi.

Alain MIOSSEC

Henri DESBOIS ; « *Les mesures du territoire : aspects techniques, politiques et culturels des mutations de la carte topographique* » ; 240 pages ; 2015 ; Presses de l'université de Lyon, Villeurbanne ; 34 euros.

L'auteur expose les changements connus par la carte topographique à travers leurs relations avec les contextes scientifique, politique, culturel. L'introduction évoque « la géographie numérique : du cyberspace à la carte topographique ». Suivent trois parties qui exposent l'histoire des techniques cartographiques, puis les aspects politiques de la carte topographique, enfin la place de celle-ci dans la culture à travers les cartographies imaginaires et sentimentales. La conclusion aborde « l'approche critique de la cartographie scientifique et les imaginaires ». Les huit illustrations, toutes en noir/blanc, ne sont pas toujours lisibles (ainsi le tableau du « système figuré des connaissances humaines de d'Alembert). Une copieuse bibliographie (environ 300 titres) recense de nombreux textes spécialisés sur des thèmes pointus, dans des éditions connues des seuls spécialistes (plus des deux-tiers sont en langue anglaise). S'ajoutent d'utiles index : noms propres, œuvres, thèmes.

La 1^{ère} partie présente rapidement « l'invention de la précision » au cours de l'histoire de la cartographie topographique : 4 pages pour la cartographie médiévale, 4 pour les mutations de l'époque moderne, 3 pour la naissance de la cartographie scientifique avec les Cassini, 6 pour aller de Delambre et Méchin à la Seconde guerre mondiale. La 2^{ème} partie traite de la carte topographique comme objet politique en analysant ses types d'usages : cartes d'apparat, de gouvernement, d'administration des territoires, cartes militaires, cartes coloniales, cartes secrètes... ; elle s'interroge sur des sujets d'actualité : rôle de la télédétection, images à haute définition, cartographie en ligne...

La dernière partie aborde la carte en tant qu'objet culturel et analyse les rapports entre cartes et littérature, cartes et cinéma, cartes et paranoïa, cartes et lieux secrets... ; elle retrace « l'évolution des imaginaires cartographiques » des origines à la carte topographique numérique actuelle et s'interroge sur le rôle de ces imaginaires cartographiques comme mode de lecture des cartes.

L'auteur indique que le présent livre est une version allégée du fruit de ses travaux universitaires qui lui ont valu le titre d'habilitation à diriger des recherches. Pourtant cet intéressant volume reste encore un ouvrage savant, de spécialiste. Une vulgarisation plus poussée, apte à toucher un large public dont celui de nos collègues, serait la bienvenue.

Emmanuel-Paul DÉSIRÉ

Guy BURGEL, Alexandre GRONDEAU - « *Géographie urbaine* », Hachette, 288 pages, 2015.

Dans un monde où la population des villes est devenue de plus en plus majoritaire, où le rapport à la ville concerne chacun pour son habitat, son travail, ses loisirs, ses déplacements, ses démarches administratives, le besoin d'une étude approfondie du phénomène urbain était largement ressenti. Et il est particulièrement heureux que cette synthèse ait pu voir le jour sous la plume de Guy Burgel et Alexandre Grondeau. Après avoir présenté les villes en parallèle, c'est pour Burgel le pas ultime pour atteindre l'acmé d'une carrière scientifique de la manière la plus brillante qui soit.

Inutile d'en présenter le plan, en 5 parties de 3 chapitres chacune. Il est conçu de la manière la plus classique et rationnelle. Mais la présentation marque un souci permanent de clarté démonstrative. Chaque paragraphe apporte un plus à l'argumentaire, et des titres parlants guident le lecteur. On retrouve là l'expression la plus

vraie du souci pédagogique du normailien et de l'agrégé. Mais greffé sur une culture encyclopédique transversale à toutes les époques historiques et à toutes les civilisations.

Avec une maîtrise constante du vocabulaire, chaque terme étant explicité quand il apparaît, puis redéfini dans le lexique final. C'est pour le lecteur lambda, et tout autant pour les étudiants l'occasion de mesurer le fossé qui existe dans la com. actuelle entre les auteurs médiatiques et la vraie signification des termes : approximations, faux-sens voire contre-sens nous inondent quotidiennement. Et comme à cela s'ajoutent souvent des erreurs de jugement, on comprend mieux l'imbroglie administratif urbanistique ambiant. Mais c'est toujours avec une grande finesse et une absolue permanence que sont démontrées les aberrations des aménageurs de tous pays et les pseudo-modèles. Ainsi, contrairement à ce qui a guidé bien des réflexions de « spécialistes », ce ne sont pas les déplacements domicile/travail qui suscitent le plus grand nombre de déplacements, ni l'usage de la voiture individuelle qui génère le maximum de pollution. Qu'on relise (page 177) ce qui est dit de « l'effet barbecue ». D'où les échecs multiples dans la non-maîtrise des transports urbains, et le désastre de certaines mesures prises au nom d'une écologie, bien qu'ayant au départ fière allure, mais plus militante que judicieuse, et qui a sacrifié le logement par effondrement du nombre de constructions.

Les documents choisis et commentés apportent un plus, bien que pour certains la lisibilité reste médiocre, notamment par manque de contrastes ou par surcharges.

Ce bref compte-rendu ne saurait rendre la richesse de l'ouvrage, qui s'adresse, entre autres, aux « élus et cadres de l'administration territoriale ». C'est un vœu pieux, quand on constate l'ignorance de certains responsables actuels au plus haut

niveau, et dans certains pays où sévit la gangrène financière (Amérique Latine) ou politique (Chine), bien difficile à éradiquer.

Roland FROMENT

Alain MIOSSEC et coll. ; 2014 ; « *Géographie des mers et des océans* » ; 494 pages ; Presses Universitaires de Rennes ; 20 euros.

Ce livre est une œuvre pluridisciplinaire à dominante géographique, dirigée par notre collègue A. Miossec, spécialiste reconnu des questions littorales et maritimes, auteur de plusieurs chapitres. Sa présentation est plaisante quoique un peu austère. Trop rares sont les documents en couleurs, tous regroupés en un cahier central de 6 pages (non référencées en table des matières). Les pages de texte sont très remplies avec des marges étroites. Heureusement la typographie est claire et la mise en page agréable. Les documents, nombreux, d'une belle réalisation graphique et cartographique, peuvent fournir à nos collègues matière à travail en classe ; il est toutefois dommage que leur dimension soit souvent si réduite. Le contenu des exposés d'une bonne qualité universitaire, leur rédaction efficace avec des titres et sous-titres bien choisis et des conclusions fixant l'essentiel rendent ce livre accessible à un large public. Les thèmes abordés, bien sélectionnés, exposent au mieux les traits de ces espaces océaniques devenus vitaux pour notre humanité du début du 21^{ème} siècle. La parcellisation des contributions entre seize d'auteurs ne nuit pas à l'intérêt du volume que l'on peut lire avec profit, tout aussi bien d'une seule traite qu'en choisissant seulement tel ou tel chapitre.

La première partie, brève mais riche, aborde « *l'imaginaire marin* », puis brosse une belle étude de « *géographie physique des océans* » avant de traiter des « *oiseaux de mer et leurs espaces maritimes* ». La deuxième partie expose « *les ressources* » des

océans (ressources vivantes, énergies fossiles et renouvelables, routes maritimes). La troisième partie aborde les « *enjeux planétaires* » (économiques, stratégiques, environnementaux). La dernière partie présente plusieurs monographies consacrées aux espaces maritimes *atlantique, indien, pacifique, arctique, méditerranéen, caraïbe*. Dans cet ensemble final on est surpris de voir que le plus vaste océan du monde, à la différence des autres océans, n'a pas droit à un titre de chapitre qui lui soit nommément dédié puisqu'il est abordé derrière le titre, anonyme, de « *civilisation océanique* » ; même si le contenu de l'exposé qui lui est consacré recèle d'intéressantes analyses, il ne semble pas à la hauteur de l'importance planétaire de cet océan géant. On note aussi qu'aucun chapitre n'a été consacré aux eaux océaniques froides antarctiques qui tiennent une place essentielle dans la circulation mondiale des eaux marines et jouent un rôle climatique notable dans l'équilibre thermique de notre planète.

Par delà ces quelques critiques, on conclura sur l'utilité et la qualité de ce livre paru à point nommé, en ce moment où la « *maritimisation* » de notre monde va croissant, en liaison avec la « *mondialisation* ». Il apporte beaucoup d'informations et d'analyses pertinentes sur un sujet essentiel contribuant ainsi à la réflexion et à la formation permanente de nos collègues.

Emmanuel-Paul DÉSIRÉ

D. CHARTIER, E ; RODARY, (dir.), *Manifeste pour une géographie environnementale*, Sciences Po Les presses, 2015, 440 p., 25 euros.

La géographie française dans son ensemble a longtemps été en marge des réflexions écologiques et environnementales lorsque celles-ci mettent en jeu des acteurs individuels ou collectifs, des relations de pouvoirs, des décisions politiques au sens large. La

géographie physique s'est souvent cantonnée à l'étude des mécanismes biologiques et physiques et de leur répartition spatiale sans référence directe aux jeux des acteurs sociaux, la géographie classique évitait le politique. La Nouvelle Géographie structuraliste des années 1970-90 s'intéressait plus aux structures de domination sur l'espace qu'à l'environnement écologique et même culturel local. Même encore aujourd'hui, beaucoup de géographes restent plutôt écologistes (cf le dossier « enseigner le développement durable » in *Historiens-Géographes*, 2010-2011 et l'ouvrage récent dirigé par S. Brunel et J.R. Pitte : *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête*, J.C. Lattès, 2010).

L'ouvrage dirigé par D. Chartier et E. Rodary se veut donc un manifeste pour une véritable géographie environnementale qui mette au cœur des réflexions l'aspect politique de toutes les décisions et actions qui concerne l'environnement des hommes inscrit dans l'espace terrestre, selon une problématique marxisante inspirée des géographes « radicaux » anglo-saxons : « Portant sur le capitalisme comme système économique le plus productif dans sa capacité à transformer la Terre – au détriment des écosystèmes et des conditions de vie de l'humanité -, le débat environnemental est bien à la fois géographique, écologique et politique. » (C. Grenier, dans cet ouvrage).

Ce champ de réflexions et ses concepts-clés sont présentés dans une copieuse introduction bourrée de références récentes. Puis des contributions d'une vingtaine d'auteurs éclairent les rapports entre une telle géographie environnementale incluant le politique avec les travaux anciens de Malthus, Darwin, Elisée Reclus, Jean Brunhes, Carl Sauer, autrefois marginalisés par l'École française de géographie ; et aussi les travaux plus récents de William Bunge ou de la *political ecology* anglo-saxonne. D'autres contributions plus classiques

montrent ce qu'apporte la prise en compte du politique dans l'appréciation des situations écologiques en Afrique sahélienne et tropicale, en Argentine, en France pour les problèmes de l'eau. Un article fort intéressant mais inquiétant d'Olivier Soubeyran illustre le concept de « démodernisation forcée », la destruction des équipements les plus modernes d'un pays ou d'une ville, qui les empêche de fonctionner et les rend vulnérables.

Cet ouvrage très savant, bourré de références originales, apporte beaucoup à la compréhension des modalités de gestion de l'environnement des hommes. Mais il néglige ou minore de fait des centaines de travaux géographiques récents ou plus anciens sur ces mêmes thèmes, à la suite de Jean Tricart, Yves Lacoste, Jean-Paul Bravart, Richard Laganier, etc. Méconnaissance ou méfiance envers ce qui ne se range pas sous la stricte problématique retenue ? De longues discussions seraient nécessaires sur les exemples et modèles proposés : malgré W. Bunge, le système collectiviste soviétique a-t-il mieux géré l'environnement en Russie ? etc, etc. Bref, un manifeste à lire avec esprit critique.

Gérard HUGONIE

Philippe PELLETIER, *« Climat & capitalisme vert »*, Nada éditions, 2015.

Un brûlot d'actualité utile à nos collègues, nos élèves et nos étudiants. Le sous-titre complet : « *De l'usage économique et politique du catastrophisme* » ne peut qu'attirer l'attention dans un contexte politique favorable avec la tenue récente du sommet sur le climat (COP21).

Question : existerait-il un « capitalisme vert », distinct, ou bien un intérêt particulier que le capitalisme attacherait à l'exploitation de l'environnement pour détourner l'attention des habitants sur les véritables sources de profits pour en créer de nouvelles fort juteuses... ou, au contraire, aux difficultés sociales et

politiques à affronter pour imposer sa dictature par une culpabilisation systématique des « consommateurs négligents » ?

Certes, l'auteur, qui se proclame membre des géographes anarchistes, n'est pas marxiste. Mais l'accusation frontale qu'il lance au mode de production capitaliste rejoint la critique marxiste sans ambiguïtés !

138 pages, écrites au vitriol, vite lues, en trois parties équilibrées : 1) *Le climat à l'épreuve des faits*. 2) *La nouvelle géopolitique du climat*. 3) *Place à une autre réflexion*. Pour conclure par un épilogue en forme de rituel « *Climat et anarchisme* » ne peut passer inaperçues dans le déluge anesthésiant actuel de la philosophie « du durable » tous azimuts... Capitalisme et environnement sont deux catégories antinomiques, tant la recherche fébrile du profit ne peut que dévorer l'espace « naturel » rendant « l'homme » responsable de destruction de l'air, de l'eau et de la terre !

L'auteur donne un exemple d'enfumage de l'opinion en étant obligé de protester (p.29) « *Non, ce n'est pas l'eau de fonte des glaciers [de l'Himalaya] qui permet la culture irriguée des plaines très densément peuplées de l'Inde/mais la mousson* ».

Notons qu'en passant, dans un dialogue permanent avec eux comme véritables interlocuteurs du débat, l'anarchiste lance un coup de chapeau à Marx et à Engels. A propos d'un « *nécessaire encadrement de la croissance par la logique organisatrice du capitalisme* », il écrit : « *Karl Marx et Frédéric Engels, eux-mêmes, décrivent l'acharnement des capitalistes à économiser les moyens de production « pour que rien ne se perde ni ne soit gaspillé », quitte à recourir à l'utilisation des résidus de la production* » (p.54). Pourquoi ne précise-t-il pas que ces deux attitudes, apparemment convergentes, recouvrent des objectifs et des intérêts de classe radicalement opposés avec un capitalisme à la fois triomphant et moribond

qui laisse derrière lui des montagnes de poubelles et de ruines qui empoisonnent l'air, l'eau et la terre ? Dommage

L'auteur attire l'attention du lecteur sur l'intérêt d'étudier « *La fondation du Club de Rome* » et celle du « *groupe Bilderberg* ». « *Ce club informel comprend une centaine de personnalités de la diplomatie, des affaires, de la politique et des médias.* » Ils sont à l'origine de l'écologie contemporaine. Citons l'un de ces éminents pedigree, celui du « *Prince Bernhard des Pays Bas (1911-2014)* [qui] joue un rôle déterminant dans la création [de ce groupe Bilderberg], en 1954. Ancien membre du parti nazi (1933-1937) et même de la SS/est également le président fondateur, de 1962 à 1967, de *World Wildlife Fund (WWF)*. Il s'y illustre par des positions radicales, mais controversées, sur la politique démographique puisqu'il souhaite une réduction drastique de la population mondiale de sept à deux milliards d'individus. » (p.65)

Bien entendu le brûlot que nous lance Philippe Pelletier appelle en renforts les Grands Maîtres de la conception libertaire de la géographie : Elisée Reclus, Piotr Kropotkine et Léon Metchnikoff dont il avait développé la pensée dans un précédent livre.

Mais peut-on refermer ce concentré d'indignation sans évoquer l'enfumage spécifique lancé dans ce débat par « *Le discours religieux* » ? « *En fait, la Nature a remplacé Dieu dans les sociétés anciennement industrialisées, et son principal bras armé est le climat.* » (p.106)

Une lecture roborative sans concessions d'un monde de l'univers du capitalisme mondialisé confronté à la lutte des classes qui le tétanise parce que celle-ci n'a pas dit son dernier mot en dépit des critiques bien connues, quoiqu'infondées, de Kropotkine contre Marx (p.426)

On ne peut que partager la **conclusion** de cette déclaration de guerre au « *capitalisme vert* » en « *remett[ant] la*

question sociale au coeur de la problématique climatique[qui] est un bon moyen de nous sortir de l'enfumage médiatique et idéologique ambiant. »

Michel BARBE

RELIGIONS



Jacques DE SAINT-VICTOR, *Le blasphème. Brève histoire d'un « crime imaginaire »*. 2016, 126 pages, Gallimard, Illustrations, Index, Prix éventuel : 14 euros.

Des événements tragiques récents sont fait réapparaître dans la presse ou l'opinion publique la notion de blasphème dont la définition selon les juristes est une atteinte commise à l'égard « des croyances religieuses, des divinités ou des symboles religieux », s'exprimant « par des paroles, des actes ou toute forme d'expression ». C'est son histoire complexe que l'auteur, juriste lui-même, entend retracer, n'ayant cessé de se métamorphoser au gré des époques. On la retrouve déjà dans l'Ancien Testament concernant ceux qui ont parlé « légèrement de Dieu » ou bafoué des interdits aux dimensions sacrées avec un interdit puissant. Le christianisme par la suite s'en comparaitra comme une arme contre les païens, même si au Moyen Age, sa définition reste floue, n'ayant pas le même degré que l'hérésie ou l'apostasie. Quant aux souverains chrétiens, ils estimeront de leur mission de réprimer « les vilains serments ». A l'époque de la Réforme, les protestants l'utiliseraient pour défier les catholiques, alors que les rois en France mettront en place une politique très répressive malgré les conseils de modération de la papauté. Par la suite sous l'Ancien Régime l'Eglise abandonnera à la monarchie le soin de le poursuivre. Au XVIII^e siècle dans une société qui allait progressivement se séculariser, une évolution à son propos allait se

faire avec les philosophes comme Voltaire qui jugeaient que le combat contre son infraction était d'un autre âge. En 1791, la Révolution au nom de la liberté d'expression abolissait purement et simplement le délit. Sous la Monarchie constitutionnelle en 1819 sous l'influence du « parti prêtres », on tentait de le restaurer avec la définition « d'un outrage à la morale publique et religieuse ». Celle-ci devait réapparaître sous le Second Empire qui rétablissait le délit de blasphème, aboli à nouveau sous la III^e République avec la loi de 1881. Au tournant du XX^e siècle, une certaine presse anticléricale en faisait sa spécialité. Il faudra attendre la V^e République avec la loi Pleven de 1972 pour voir définir une autre formulation avec « la provocation à la discrimination, à la haine et à la violence ». Les communautés intégristes allaient s'en emparer pour s'opposer à des productions cinématographiques ou autres. La question était posée de savoir comment tracer la frontière entre liberté d'expression et liberté de croyance. A partir des années 2000 avec la montée des mouvements islamistes et la publication des caricatures du prophète, le débat prenait un tour dramatique. L'invocation récente du délit de blasphème, au nom du respect des « convictions intimes » concernant toutes les religions mais particulièrement l'Islam met selon l'auteur à l'épreuve un principe fondamental en France, celui de la liberté d'expression, droit fondamental remis en question, que la République laïque garantit. Le débat, en tous les cas, ne semble pas prêt à s'apaiser. Les restaurateurs du délit ont-ils, sous couvert de discours antiracistes, gagné la partie ?

Marcel LAUNAY

André VAUCHEZ : *Catherine de Sienne. Vie et passions*. Paris, 2015, edit. du Cerf, 254 p. Px :24 euros.

L'auteur est bien connu de tous, notamment des médiévistes : une car-

rière universitaire exceptionnelle, de la rue d'Ulm à l'École de Rome, dont il fut d'abord pensionnaire (1965/1968), puis Directeur (1995/2003) et aujourd'hui l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Et puis des livres, que nous avons tous bien sûr, là sous nos yeux, depuis une thèse magistrale qui a fait date (1978, déjà la sainteté !), et ensuite quelques livres fort réussis qui sont là eux aussi : « La spiritualité médiévale » (1975), « Saints, prophètes et visionnaires » (1999), sans oublier surtout la direction des volumes IV, V et VI de l'Histoire du Christianisme, sans oublier trois dictionnaires, des contributions à de multiples colloques, et quelques publications à la BEFAR. Bref, le grand spécialiste des mentalités religieuses médiévales, tant des clercs que des laïcs (1987) et parfois même des hérétiques (2014) Bref le grand spécialiste français, désormais universellement reconnu, de la spiritualité médiévale. C'est assez dire que son nom s'imposait pour signer ce livre. Pourtant... Une biographie, même d'une sainte ! le genre n"avait guère attiré l'auteur jusqu'ici, et on le comprend. Et puis cette jeune Siennoise, il la trouvait même a priori « peu attirante, autoritaire, impérieuse même, voire carrément déroutante, une vraie « marginale » (surtout en son temps), « caractère indomptable ». Mais alors pourquoi ?

La réponse, évidemment c'est ce livre qui est bien plus qu'une simple biographie, comme on en publie trop hélas, tout autre chose. Allons-y voir de plus près.

Un censeur impitoyable (pas nous !) serait tenté au premier abord de trouver le plan déséquilibré (ce qui, convenez-en serait tout de même surprenant de la part de l'ancien cacique de l'agrèg 1958 !); en effet, deux parties, en effet inégales (l'apparence, évidemment) : quelques 150 pages pour la première, et trois chapitres : d'abord l'inévitable « esquisse d'une bibliographie » (la prudence est une des qualités de la a.), puis comment Catarina

est devenue une sainte, autrement dit la diffusion du culte, de l'œuvre jusqu'à la canonisation (1461), et puis le rôle joué par les images, les biographes médiévaux, les écrits même de la sainte. Fort bien. Mais suit alors cette seconde partie « Catherine, une personnalité transgressive », et l'on devine déjà que là est sans doute l'apport majeur de l'ouvrage (un beau mot en passant, parfois justifié, comme ici...). Non que tout ce qui a précédé soit négligeable – nul doute que le lecteur n'y apprendra beaucoup sur cette Catarina Benincasa, née en 1347, le 25 mars, jour de l'Annonciation, (la date est certes traditionnelle, mais pas sûre, qu'importe !), 23^{ème} d'une famille de 25 enfants !!! (et combien vécurent, à commencer par sa jumelle d'un frère mort de la peste); famille de bourgeois aisés (le père teinturier est proche de l'« arte della lana »), famille pieuse, aussi, proche des dominicains du couvent voisin de Camporregio, dont l'influence va être capitale pour la future mystique...

La suite, lisez-là (mais non, ça se lit bien, « c'est écrit », mais oui, il y a encore des historiens qui savent écrire, c'est réconfortant !). Vaquez vous raconte donc l'enfance (à six ans la première apparition ?..), l'attrance tout aussi précoce pour la solitude, la prière, les pratiques ascétiques, les jeûnes excessifs qui la conduiront à « l'anorexie sainte », dont elle mourra (à 33 ans !), naturellement les conflits familiaux (avec le père surtout, la mère finira, elle, dans sa « famiglia » (entendez, ce groupe informel les disciples subjugués – c'est peu dire – par Catarina) Et puis il y a le refus d'un couvent traditionnel, la simple adhésion à une Confrérie charitable locale, à une sorte de Tiers Ordre dominicain (pas encore inventé), les « Mantellate » (à cause de leur signe vestimentaire évidemment), puis le « mariage mystique » de 1368, et son destin bascule. Cette curieuse « mystique » (mais, entre autres finesses, ajouté « biblique » !) devient ce qu'il faut bien appeler une « sainte engagée », une militante ; plus rien

à voir avec Hildegarde de Bingen ou Christine de Suède, plus encore avec les deux Sainte Thérèse ultérieures. Trois axes dans ce combat (à coup de lettres, y compris aux plus grands, les Papes Grégoire XI et Urbain VI, à des prélats, à des souverains (Charles V, la reine Jeanne), de voyages (Avignon, Rome...), trois objectifs, on serait même tenté de dire trois obsessions : l'Église, la Papauté, donc le retour du Pape à Rome (même si on a probablement exagéré son rôle dans cette mission), la Croisade (échec, mais elle n'est pas la seule fautive...), la réforme de l'Église enfin. (échec encore !). Force est bien de reconnaître que Catherine maîtrisait mal son temps, celui des luttes impitoyables entre cités italiennes, et au sein de celles-ci des partis et factions divers, tout comme des rivalités entre les états naissants, et entre ceux-ci et l'Église de Rome... et d'Avignon. Et là aussi on ne manqua point de lui reprocher d'avoir été à l'origine du Grand Schisme en ramenant le Pape à Rome.

Justement, dès son temps méfiances et critiques ne manquèrent point, on s'en doute : pensez donc ! une inculte qui se permettait à faire la leçon aux plus grands, qui se permettait d'écrire ! elle, une femme ! de voyager (avec quels risques !) et puis toutes ces visions, ces dialogues (tiens donc ! c'est le titre qu'elle donna à son principal ouvrage, en plus de ses trois cents et quelques lettres, qui lui valent d'être aujourd'hui considérée comme un auteur-phare de la littérature italienne naissante, aux côtés de Pétrarque et de Boccace). Et puis il y a bien sûr toutes ces visions, apparitions, dialogues avec le Christ, et pour couronner le tout les stigmates (aucune preuve anatomique, et naturellement fort contestées par toute la famille franciscaine, et de nos jours... Reste l'essentiel : on dirait aujourd'hui le message, entendez la spiritualité : une mystique du Dieu-Amour, donc du Christ, d'ou l'imitation du Dieu-Homme (un écho à l'autre bout des

Flandres...), la dévotion au « Sang de l'agneau » (donc à l'Eucharistie, sa seule nourriture, jusqu'à la mort), au « Christ-Pont », entre les hommes et Dieu et entre les hommes.

Alors bien sûr on dira que cela est un peu court, quoique l'essentiel soit tout de même dit. mais il ne faut pas chercher chez Catherine abondance de références ni aux Evangiles, ni aux Pères de l'Eglise ; d'une certaine façon, c'était bien une inculte, qui se défiait d'ailleurs des savants de Bologne ou de Paris, une instinctive, une visionnaire, éprise de contacts vrais aussi bien avec son Dieu et son Christ (surtout) comme avec les hommes, quels qu'ils soient.

Les limites de la sainte et du message spirituel ? Sûrement celles héritées de son milieu social d'origine, elle méconnaîtra finalement le peuple et ses luttes, sans parler de la géopolitique de son temps, (mais est-ce la seule ?...), elle échouera dans bien des domaines pour lesquels elle milita pourtant ardemment. Prophétesse ? sûrement pas (l'eschatologie, si courante à son époque lui a toujours été étrangère), mais annonciatrice de la place nouvelle que les femmes pouvaient désormais avoir dans l'Eglise, plus probablement, sans en faire pour autant une « féministe » avant l'âge.

Terminons, il est temps : Un bon livre (mais on ne pouvait être surpris...). Mais d'abord d'une infinie honnêteté (pas de surprise non plus...) Ne parlons pas de la qualité scientifique, pas de surprise encore : des notes, une bibliographie (dans laquelle il a la pudeur—encore une de ses vertus bien connues—de ne pas citer ses propres travaux, ce n'est pas si courant...- Hélas ! ni index, ni surtout aucune image ; certes elles auraient augmenté le coût du volume, beaucoup sont postérieures et prirent des libertés avec la vérité historique (les stigmates, le retour du Pape à Rome, etc...), mais tout de même...

Très bon livre qui va rejoindre sans plus tarder dans les rayons du recenseur de service ses frères et sœurs ;

« una bona famiglia », aurait dit Catherine, et, je l'espère maintenant, notre éminent collègue.

Jean G. THIELLAY

Pierre VERMEREN, *La France en terre d'islam. Empire colonial et religions XIX^e-XX^e siècles*, Belin, 2016, 431 p., 23 euros.

Professeur d'histoire du monde arabe à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'auteur a principalement fait des recherches sur le Maroc depuis l'Indépendance, mais aussi publié des essais « *Idées reçues* » sur le monde arabe, le Maghreb, le Maroc. Une écriture alerte lui permet d'être lu sans peine et à partir de l'introduction et de la conclusion du présent volume — le lecteur perçoit l'objectif poursuivi, « La France est sortie de la civilisation catholique » avec la « déchristianisation de la majorité »... ou, d'emblée, une méconnaissance du terme, car, pour avoir été *déchristianisé* il faut avoir été christianisé, ce qui était vrai au temps de Voltaire. Il faut donc considérer comme « non christianisée » la majorité des générations âgées de moins de 50-60 ans : « Monsieur, je n'ai rien appris au catéchisme » (des étudiants ds années 1990). Retour des pratiques « païennes » ou de la religiosité (à préférer à *superstitions* qui porte un jugement de valeur). Le religieux de retour déstabilise « la génération des baby-boomers ». Que faire face à un islam normalisé par « les grandes puissances salafistes et wahhabites » qui ont bouleversé l'univers oriental des musulmans (p. 415) ? Le plan est chronologique depuis les capitulations de l'Empire Ottoman et l'expédition d'Égypte, 24 chapitres dont une dizaine consacrés à l'Algérie. Le 22^e « 1930 en Afrique du Nord : le point de bascule ». L'information est en partie tributaire de sources inégales en qualité : très bonnes concernant le judaïsme (le rôle de l'Alliance israélite universelle dans la francisation des élèves de ses écoles...) ; plus contestables avec les travaux

de Karima Dirèche ou de Ouassila Saaidia à propos du prétendu « Mythe Kabyle » : au fait, comment expliquer alors la décision du gouvernement algérien, en 2008, de fermer 13 lieux de culte protestant, *tous* en Kabylie ? Autre lacune : limiter à Lavigerie et à ses Père blancs une évangélisation dans laquelle les protestants ont été actifs : dans les années 1920-30 l'une des destinations des camps des Éclairés *unionistes* c'est ... la Mission Rolland (du pasteur du même nom) en Kabylie.

Des maladresses révélatrices : p. 57 l'évêque de Marseille Charles-Fortuné ... oui Mazonod ; un *laïc* n'est pas nécessairement un « laïque » ; p. 261 dans la même ligne Smyrne et Izmir : rédaction hâtive car l'auteur n'ignore pas ce qu'il en est. Un auteur qui n'aime guère Lyautey ce « vieux conservateur monarchiste » (p. 278, p. 290) dont tous les côtés *négatifs* sont relevés au point d'en oublier la présence en 2016 de la statue équestre et 2) d'un lycée Lyautey à Casablanca. Au moment de l'indépendance, qui est premier ministre ?... Si Bekkai, dont le grade est colonel. Il y a même alors un général (Kettani) : des équivalents ailleurs dans le domaine colonial français ou belge ? Bon historien de ces questions Daniel Rivet fait de Lyautey au-delà « de l'image d'Épinal ... un praticien incomparable du protectorat » (*Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, 2002, p. 221. Ce *vieux conservateur*, n'est pas, en effet, un positiviste comme le Ferry de 1885, de là le secret de la statue à rechercher sur le socle « Nous oublions souvent que les indigènes ont une histoire et une civilisation ».

Absence d'index et de cartographie. Dommage car l'ensemble constitue une bonne base de départ pour donner envie d'en savoir plus, du Levant au Maghreb extrême.

Gérard CHOLVY

Patrick CABANEL, *De la paix aux Résistances. Les protestants en France*

1930-1945, Fayard, 2015, 427 p., 23 euros.

Un titre heureux, ou du pacifisme aux engagements, allant jusqu'aux maquis. Un auteur bien connu pour l'éventail de ses recherches portant sur le protestantisme. Une richesse d'informations rassemblées. Cependant, quelques réserves : qui dit « protestants » dit trop, ici, « calvinistes », il sera peu question des luthériens, ceux d'Alsace ou autres. Un regret : celui de voir les notes, si précieuses, reléguées en fin de volume et non en bas de pages. Il faut donc lire la plume à la main au risque de décourager le lecteur pressé d'aujourd'hui. Par contre, il y a un index.

Il était très important de présenter (chap. 1) l'Allemagne nazie au début des années Trente (Éd. Vermeil, Denis de Rougemont) et la « révolution théologique du barthisme ». Pour Vermeil c'est le luthéranisme qui a empêché l'Allemagne de se démocratiser, en ce qu'il soumet l'Église à l'État national (p. 16). « De Munich à la défaite » : le chapitre 2 aborde les débuts de la Cimade, les prédications des pasteurs, juin-juillet 1940. Excellentes pages sur les quelques 35 000 protestants prisonniers de guerre. Le chapitre 3 traite des « connivences ». Le point de contact c'est la « repentance protestante » et « le moralisme pétainiste » ou « simplement maréchaliste ». Vichy recherche la collaboration des protestants, lesquels ont globalement une attitude positive à son égard (rapport de Vissert Hooft janvier 1941). Le pasteur Marc Boegner est nommé au Conseil national et retrouve à Vichy de nombreux protestants, militaires (Brécard, les amiraux Platon... et Gensoul) hauts-fonctionnaires (Olivier de Sardan chef de cabinet de Laval Baumgartner). L'écrivain René Gilouin devient la plume du Maréchal. Couve de Murville avant que Laval obtienne son renvoi... en mai 1942. Fin octobre 1941 Boegner en est déjà à son 12^e séjour à Vichy. Il fait de nombreuses conférences sur « Les

protestants français et la *rénovation nationale* » : à Nîmes dans le Grand Temple comble en présence du Préfet. Ce sont les lois juives qui rendent compte d'un détachement protestant. Rien sur les ralliements au Général de Gaulle ?

Face aux juifs et à l'antisémitisme (chap. 4) rappel des affinités électives avec les *huguenots* : Calvin diffèrent de Luther. Mais les Églises réformées suisses sont restées « longtemps imperméables aux souffrances des juifs » (p. 163). Face au *statut Boegner* « trop confidentiel » : il semble refuser une Église confessante « à la française » (p. 177). Darlan lui dit qu'il s'agit de sauver les juifs français. Le pasteur est absent de Pomeyrol en septembre 1941. Il ne souffle mot des thèses dans ses Carnets. *L'Étoile jaune* et les réactions. En zone sud elle n'est pas imposée, il eut été bon de le dire et d'expliquer pourquoi ? 23 août 42, la lettre de Mgr Saliège, l'archevêque de Toulouse : « d'un côté un prophète, de l'autre un préfet », Boegner avec son « discours bavard » (p. 202). Pomeyrol-2 suscite le message à lire dans toutes les paroisses et, le 15 novembre 1942, Boegner « finit par parler ». Chapitre 5 sur les camps et le rôle central joué par la Cimade, de Gurs aux Milles... Héroïsme d'une poignée de femmes, Jeanne Merle d'Aubigné, Madeleine Barot... Le chapitre 6 : Passages, refuges et résistances, invite l'auteur à écrire résistances au pluriel. Il est naturellement question des passages en Suisse (pas de référence aux travaux de Marc-André Charguéraud ?) et de la position prise, le 4 août 1942 par le Conseil fédéral « ...les Juifs ne doivent pas être considérés comme réfugiés politiques ». Jusqu'à l'orthographe des noms qui constitue un prétexte pour refuser (p. 294). De fait, la plupart des juifs furent « sauvés sur place » : exemple du Chambon-sur-Lignon, (christianisme social plus darbysme), « modèle cévenol » avec la dissémination dans le tissu rural. Palmarès des « Justes ». Un

seul couple de paysans contre 32 de pasteurs ; 433 protestants sur 3 853 Justes français. Face aux maquis il y eut des réticences (problème du recours à la force ?) mais n'oubliez ni le Major Flandre, un salutiste, ni le pasteur Laurent Olivès et le maquis d'Ardaillès. Présence de nombreux pasteurs, tel Cadier, dont les Comités de Libération.

Gérard CHOLVY

Gérard CHOLVY, *L'abbé Pialat (1755-1820) Itinéraire d'un prêtre réfractaire en Cévennes*, La Fenestrelle, Brignon, 2016, 133 pages, index, Illustrations, 15 euros.

Remplaçant cette étude dans le débat plus général touchant à l'historiographie contre-révolutionnaire qu'on ne peut rejeter en bloc, l'auteur revisite les mémoires d'un prêtre de la montagne ardéchoise, l'abbé Pialat, concernant ses tribulations durant la Révolution. Il s'agit en fait plutôt de notes mises sur le papier sans doute à partir de 1795 suivies par un véritable journal rédigé à partir de 1798 et qui sera édité pour la première fois en 1899. L'ecclésiastique, fils de cultivateurs aisés, né en 1755 à la Chapelle-Grailhouse, est ordonné prêtre en 1782 pour le diocèse de Viviers puis occupe un poste de vicaire à la cathédrale d'Alais. Avec la Constitution civile du clergé de 1790 suivie l'année suivante par l'obligation du serment débute pour le réfractaire une longue errance décrite abondamment dans les confins du Gard et de l'Hérault jusqu'en 1798 avec un ministère clandestin très actif. En 1801 après le Concordat il se retrouve à Corconne dans le Gard dont il deviendra officiellement le curé en 1804. Il disparaît en 1820. L'intérêt de ces mémoires resitués dans le contexte politico-religieux de cette région du midi où cohabitent difficilement catholiques et protestants avec le souvenir des Camisards dépasse largement le seul cas de l'abbé Pialat et illustre la résistance populaire à la politique

de déchristianisation à partir de l'an II avec une complicité évidente avec les réfractaires opposée à une minorité patriote. Ainsi se dessinent les contours de deux France qui s'affirmeront au siècle suivant. Prolongeant d'ailleurs sa réflexion pour le XIX^e siècle, l'auteur insiste sur le rôle que le clergé a joué dans le maintien d'une mémoire collective de ces années tragiques que l'on retrouve également dans d'autres régions comme la Vendée. Ce petit livre, par la pertinence de sa méthodologie, dépasse largement le cadre de l'histoire locale.

Marcel LAUNAY

SOCIÉTÉ



Emmanuel LE ROY LADURIE, *Les paysans français d'Ancien Régime, du XIV^e au XVIII^e siècle*, Paris, Ed. du Seuil, L'Univers historique, 2015. Postface de Jean-Marc Moriceau.

Emmanuel Le Roy Ladurie participa au cours des années 1960, aussitôt après sa soutenance de thèse sur les *Paysans du Languedoc*, à deux programmes éditoriaux fondamentaux : *l'Histoire économique et sociale de la France*, dirigée par Fernand Braudel qui lui confia la période 1340-1661, et *l'Histoire de la France rurale*, dirigée par Georges Duby et Alexandre Wallon où il traita la période 1661-1789. En 2002, il put réunir ces deux contributions en un gros livre de 790 pages : *Histoire des paysans français de la Peste noire* à la Révolution, un livre qui s'adressait surtout aux chercheurs. Aussi a-t-il voulu en faire une synthèse plus brève. Le livre présenté ici est donc la réécriture de la version de 2002 qui tient compte de la bibliographie récente et de ses acquis. La préface de l'auteur explique cette genèse que reprend la postface de Jean Marc Moriceau, la replaçant dans le contexte historiographique.

Etant donné les origines de ce livre,

nul ne s'étonnera de l'importance de l'histoire économique statistique, que Braudel et Labrousse prenaient pour socle de toutes leurs études : prix agricoles, salaires ouvriers, loyers du sol, rente foncière et dîmes. Les analyses expliquent les fluctuations de la production, en particulier par les fluctuations climatiques. Au-delà de l'autre socle essentiel qu'est la démographie, il diversifie les perspectives, il s'intéresse aux familles et à leurs méthodes de transmission des biens, il s'attache aussi aux individus, à leur taille (celle des conscrits), à leur éducation. Ce tableau est émaillé de quelques portraits de personnages qui ont laissé des écrits, souvent des notables. Et il n'omet pas d'évoquer quelques œuvres d'art représentant le monde paysan.

Il brosse ainsi l'évolution d'un 'monde plein' au milieu du XIV^e siècle : vingt millions de Français dont 90% de ruraux, juste avant la Peste noire, les guerres et famines qui détruisent quasiment la moitié de la population (ch 1). Puis les belles années 1450-1560 permettent une récupération à la Renaissance (ch2). La population se maintient globalement, avec de constantes fluctuations, malgré les guerres de religion, l'augmentation de la fiscalité et quelques famines (1661, 1693, 1709). Le XVIII^e siècle est celui de l'essor agricole ; Le Roy Ladurie démontrant les progrès et le décollage agricole dès ce moment. Il consacre deux chapitres aux révoltes paysannes (ch.V et VII) donnant ainsi toute sa place à une histoire sociale (on aurait dit naguère une histoire des mentalités) et ethnologique.

Le Roy Ladurie a su présenter un livre aux multiples perspectives, qu'il avait ouvertes et que ses successeurs ont creusées. De lecture aisée, d'une grande richesse, il offre un ouvrage très utile au grand public et aux lycéens.

Nadine VIVIER

Bruno BERTHERAT (dir.) : *Les Sources du funéraire en France à l'époque contemporaine*. 2015 – Editions Universitaires d'Avignon – Collection En-jeux. 398 pages – 23 euros.

Une équipe de chercheurs en sciences humaines et sociales, réunie à Avignon, les 10 et 11 septembre 2013, propose de faire « un premier état des lieux » des sources du funéraire, anciennes et nouvelles. Bruno Bertherat, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, a pris la direction du colloque où une trentaine de chercheurs était invitée, à proposer leurs réflexions, la majorité d'entre eux étant historienne de formation. Cet enseignant a publié en 2008 un ouvrage consacré à l'Histoire des pompes funèbres (XIX – XX^e) ; les journées d'étude ont donc pour but de compléter les approches des sources du funéraire.

Le temps du funéraire est un temps distendu, voire pluriel et qui implique des acteurs multiples, des collectivités aux individus »... « Avec le changement des mentalités, l'uniformisation des formes, celle des matériaux (importation massive des granits de Chine et de l'Inde, plus compétitifs, depuis les années 1990), l'exposition constante aux intempéries, le patrimoine funéraire est fragile à plus d'un titre. Si les chapelles, tombeaux, vitraux, croix ou compositions florales en perles ou en céramique sont menacées, le sont aussi les établissements qui les ont produits, comme les marbreries. »

Ces quelques lignes de l'introduction générale du livre permettent de cerner le funéraire : ensemble de discours, de représentations et de pratiques sociales autour de la mort, des funéraires, du deuil et de la mémoire des disparus. Parmi, toutes les communications de ces journées d'étude, celle de Sylvie Robin, a retenu l'attention du recenseur. Il s'agit d'une enquête sur l'ossuaire municipal des Catacombes de Paris -l'un des quatorze musées municipaux de Paris et l'un des plus

fréquentés, accueillant quelques 40 000 personnes par an – L'Auteur s'interroge sur cette « source imprécise et fragile », ouverte au public le 1^{er} Juillet 1809, « première des créations muséographiques parisiennes ».

En conclusion, Christian Chevandier-co-auteur du livre signalé ci-avant sur les pompes funèbres -revient sur les grandes thématiques du funéraire développées au colloque, en insistant aussi sur le funéraire non étudié ici, en particulier celui des nécropoles de soldats, comme celle du Havre où on a une mosaïque de cimetières, français et belge, mais aussi ceux du Commonwealth et un autre plus petit, allemand. « C'est bien la question de la cohabitation des belligérants après leur mort, des termes dans lesquels elle a été pensée et des modalités de sa mise en œuvre que les archives de ces cimetières mais aussi d'autres sources, permettraient de répondre ». Une douzaine de pages de bibliographie vient compléter ce livre écrit pour ouvrir des clés d'accès pour mieux appréhender les enjeux et l'importance du patrimoine funéraire pour les sociétés présentes et à venir.

Bernard GEOFFROY

BOUCHET (Thomas), GACON (Stéphane), JARRIGE (François), NÉRARD (François-Xavier), VIGNA (Xavier), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^{ème} siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, 367 p.

Trois ans de séminaire et un colloque en 2014, organisés dans le Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne (Dijon), se terminent par un ouvrage regroupant 21 communications par 28 chercheurs dont cinq directeurs de la publication. Il s'agissait de répondre à une des questions souvent passées sous silence du rapport entre les besoins naturels de la reconstitution de la force des producteurs (ici par l'alimentation) et de l'organisation du travail. L'approche

commence par les projets théoriques ou les réflexions des penseurs sociaux. Prolonge les pratiques et le contenu de la pause-repas l'organisation d'initiatives politiques ou syndicales qui ne se limitent pas à de simples exemples du collectif ouvrier. Principalement centré sur la situation française, le projet s'intéresse aussi à d'autres expériences en Europe. Un index nominatif aurait permis une meilleure utilisation.

Faisant fortement appel aux travaux des sociologues et des ethnologues, ces développements répondent à la question centrale de l'alimentation au travail en diversifiant les métiers, les situations chronologiques, les enjeux.

Dans le premier axe « Manger entre les champs et les villes au temps de l'industrialisation », tout au long du XIX^{ème} siècle, dans une France rurale, des situations hétérogènes se traduisent par la dispersion des sources et des démarches. Dans le monde rural, manger à la table du maître correspond à une partie de la rémunération. La boisson alcoolisée reste une pratique commune fort répandue. Les habitudes alimentaires conservées dépendent toujours des situations familiales dans la pluriactivité alors que la séparation avec le milieu d'origine impose des cheminements divers qui demandent une prise en charge personnelle de son alimentation pour le travailleur. Les distributions de pain persistent à l'Arsenal maritime de Toulon sous la Révolution, comme dans les autres arsenaux de l'Etat. En 1793, conséquence de l'augmentation des prix, le projet d'une cantine ne voit pas le jour. Les dégradations fréquentes des conditions de vie ou de l'offre en produits déséquilibrent les circuits. Le remède devient alors la création de commerces contrôlés par les consommateurs qui permettent l'amélioration revendiquée pour la reconstitution de la force de travail, ainsi l'épicerie sociale des canuts lyonnais ou la multiplication des « bouillons » parisiens entre 1848 et 1850. Pour

permettre l'égalité des conditions, Robert Owen pense à une organisation collective pour promouvoir le bien-manger et généraliser le réfectoire. La nourriture prise en commun assure l'équilibre biologique du travailleur selon Cabet ou Fourier.

Dans le deuxième axe, « Le repas à l'âge industriel, entre normes et contraintes », la dissociation entre lieux de travail et habitations rend obligatoire la prise de repas à proximité de l'emploi. La gamelle se généralise. Alors que la production se rationalise, des tendances identiques affectent la restauration. Des modèles alimentaires inspirés par les pratiques hygiénistes se répandent. La résistance des salariés se manifeste. La revendication de cantines se généralise, autre moyen pour le patronat de contrôler la nourriture des salariés et aussi institution fort utile en période de pénurie ou de nouvelle intensification du rythme des productions. En URSS, les cantines, les magasins d'usine et les coopératives visent à assurer aux travailleurs un minimum de denrées pour limiter les difficultés de consommation, conséquence de la pénurie. Les femmes, libérées de la confection des repas, participent à l'effort de production. On ne peut travailler plus et mieux que si la faim n'est pas d'actualité. L'acte de manger ensemble soude un collectif. Alors peut se manifester la résistance ouvrière et se combiner avec les revendications syndicales. La solidarité ouvrière, notamment au moment des grèves, justifie alors l'organisation de soupes ou autres manifestations collectives concernant la nourriture. La solidarité organisée peut aller jusqu'à la recherche de denrées alimentaires organisée par les syndicats. Avec l'occupation des usines sous le Front populaire, commence une nouvelle forme d'organisation émanant uniquement des grévistes où la joie de se retrouver triomphe. Ces pratiques laissent la place à d'autres formes de collectes sous la V^{ème} République.

Dans le dernier axe « Circulation, diffusion et contestation des modèles dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle », marqué par les conséquences de la Seconde Guerre mondiale, la recherche de la qualité, de l'hygiène domine. Dans les compagnies de chemins de fer, qui avaient créé des économats au milieu du XIX^{ème} siècle avec retenue sur les salaires, pour les cheminots, des réfectoires se généralisent ; mais demeure le panier en raison des horaires de travail. Ces particularités peuvent refléter l'effort d'éducation. Les conventions collectives définissent les temps de travail et de pause pour le casse-croûte dans les secteurs industriel et minier (le briquet). La pratique de la pause-café se généralise au fur et à mesure que la tertiairisation progresse. En revanche la féminisation de la main-d'œuvre provoque la répartition différente des tâches ménagères et contribue à l'expansion des industries agro-alimentaires. Cette évolution ne signifie pas amélioration qualitative de la consommation mais homogénéise la façon de manger au travail. En cas de grève ou d'occupation des locaux, la mobilisation familiale se produit comme en 1936. Parfois, la solidarité s'élargit à la région mais souvent le mouvement des travailleurs échoue, comme les exemples bretons. La mondialisation s'accompagne d'une diversification de l'offre et parfois de la dégradation des moyens de financer sa nourriture. Ces réflexions sur les pratiques alimentaires du monde rural, aux mineurs en passant par la police ou le tournage d'un film, non limitées à la France, permettent de mieux examiner les rapports sociaux des travailleurs entre eux et avec le reste de la société.

Jacques GIRAULT

Yannick RIPA (dir.), *L'étonnante histoire des belles-mères*, Paris, éd. Belin, novembre 2015, 238 pages, 43 illustrations noires et couleurs, et Bibliographie p. 227-232, avec

les contributions de M-J Bonnet, G. Bühler-Thierry, A.Simon-Carrère, D. Chedaleux, D.Z. Davidson, M-A Handman, F. Joannès, Ch. Klapisch-Zuber, K. Lambert, E. Lozerand, A.Verjus. Ouvrage cartonné et relié. Prix 27 €.

L'équipe des auteur.e.s présente un éventail sélectif de l'histoire des belles-mères dans ses dimensions historique (de la haute antiquité au XX^{ème} siècle inclus) et géographique (Occident, Proche-Orient, empire Ottoman et Japon). Ceci dans le but de déconstruire les idées reçues sur les belles mères, souvent objets de risées et/ou d'agressivité.

La « guerre » faite aux belles mères, au cours du XIX^{ème} siècle occidental remporte la palme : avec l'appui des chansonniers de la Belle Epoque. Cependant, vers 1970, l'image de la belle-mère finit par s'inverser.

Le Japon n'est guère tendre avec le personnage ! Un ouvrage de Mori Ogaï, datant de 1909, dénonce le malaise des brus dans une société patriarcale où la cohabitation intergénérationnelle reste la règle.

Le parti pris historique de l'ouvrage est l'occasion de quelques découvertes surprenantes. Un traité babylonien du second millénaire avant J.-C. livre de précieux conseils, destinés aux jeunes épousées, dans le but d'éviter les conflits avec leurs belles mères. On revient ensuite en Occident, à l'époque du Haut Moyen Age, avec des belles-mères semblables à de saintes femmes, telle la pieuse Adélaïde épouse de l'empereur Othon I^{er}. Puis nous découvrons les intrigues de la sultane belle-mère dans les harems ottomans (XVI^e au XX^e s).

Les textes de la Florence du Quattrocento sont peu explicites sur le rôle des belles-mères ; mais évoquent l'omniprésence des brus.

Revenons en France, en 1847, où une belle-mère fut assassinée par son gendre. Histoire tragique du milieu rural du 19^{ème} siècle qui met en relief les dangereuses connexions entre liens matrimoniaux et possession de la terre.

Mais il arrive que les relations ébauchent des complicités. Une belle-mère issue d'une famille de riches négociants lyonnais (1801) a trouvé dans la personne de son gendre le conseiller qui l'aide à gérer les biens familiaux. Un détour par la Bible nous rappelle que Ruth, jeune veuve du pays de Moab, préféra partager la vie de Noémie, la mère de son époux disparu, plutôt que de retourner vivre chez ses parents. Puis, l'étude de la famille Morand de Jouffrey à l'époque du Code civil napoléonien montre que dans les conflits autour de l'héritage, l'alliance conjugale peut agir contre l'alliance filiale.

L'ouvrage s'achève sur une analyse de la situation des belles-mères et des brus dans la Grèce du XX^e siècle. Jusqu'à l'aube des années 1980 la Grèce se caractérise par la diversité des coutumes (entre la Grèce des montagnes et celle des plaines) en ce qui concerne la dot et le lieu d'habitation du jeune couple. Autant d'histoires singulières qui s'insèrent dans une chronologie générale de l'histoire du genre et de l'évolution des mœurs entre émancipation des belles-filles et retour au conservatisme. Une enquête amorcée certes mais à approfondir...

Catherine CHADEFAUD

VOLDMAN (Danièle), *Locataires et propriétaires. Une histoire française XVII^e-XX^e siècle*, Paris, Payot, Bibliothèque historique Payot, 2016, 366 p. (22 euros).

L'ouvrage, attendu depuis plusieurs années, constitue une synthèse quasiment définitive sur l'histoire sociale du rapport au logement depuis la Révolution qui proclama le droit à la propriété. Danièle Voldman, ancienne directrice de recherches au CNRS, organise, en trois parties chronologiques, une vaste réflexion sur la place du logement dans les mentalités et les politiques générales. Vingt-deux photographies agrémentent la démonstration. Les notes peu abondantes sont reléguées

en fin d'ouvrage, défaut fréquent chez certains éditeurs. L'index localise les individus et les villes.

La problématique de l'ouvrage s'établit à partir des difficultés qu'eut une Rennaise de 83 ans à récupérer son logement occupé par des squatters. Droit au logement et droit de propriété divergent depuis 1789. L'auteur analyse le développement de cette opposition jusqu'au triomphe de la France des propriétaires. Au terme de l'histoire de cette tension, plutôt que de conclure doctement, elle préfère, à partir de situations actuelles (Saint-Denis ou ces vieux « chibanis » du faubourg Saint-Antoine, expulsés de leurs chambrettes, dans un hôtel meublé insalubre), constater la réalité de son objet d'études, les rapports entre locataires et propriétaires.

Le droit de propriété proclamé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen concerne peu le logement et beaucoup la propriété terrienne. Les rapports entre propriété et citoyenneté déterminent l'intervention politique, symbolisée par le système censitaire après l'affirmation des pouvoirs du propriétaire de logement définis en 1804 par le Code civil. Les conflits entre propriétaires et locataires sont le plus souvent tranchés par les juges de paix en faveur des premiers. La question des conditions de vie et du logement commence à émerger au milieu du XIX^{ème} siècle alors que le suffrage universel s'établit. Sous le Second Empire, incités par l'Etat, des grands travaux urbains commencent dans la plupart des villes.

La question du logement ne se pose vraiment qu'avec les débuts des révolutions industrielle et urbaine quand il s'agit de loger le peuple prolétarisé. « Le Second Empire a vu la conjonction des efforts du grand patronat, des philanthropes, des chrétiens sociaux catholiques et protestants, des réformateurs et de l'empereur pour essayer d'améliorer des conditions de logement des classes populaires ». Après le moratoire des loyers décidé

par la Commune de Paris, l'Assemblée Nationale rétablit l'ordre en assurant pour les propriétaires le paiement régulier des loyers. Les réformateurs, dont l'objectif reste la condition ouvrière, réussissent « à faire du logement une question politique » où se structure l'opposition des droits des propriétaires et de leurs locataires. Conséquences du mal-logement, favoriser le développement du logement social constitue la réponse adaptée. Mais « les classes populaires continuaient d'être massivement locataires et mal logées. »

L'intervention de l'Etat, timide au début, s'élargit pour pallier les destructions des guerres. L'émergence de l'Etat providence se traduit par la construction d'un habitat social qui bénéficie progressivement aux populations démunies, souvent immigrées, longtemps indésirables. Particulièrement neuve est la part accordée par Danièle Voldman à la période 1940-1944. « L'ambition du régime de résorber l'habitat insalubre au nom de la Révolution nationale [...] ne fut pas réalisée. » Mais à partir de 1945, la prospérité générale permet la mise en place d'une politique publique « plus appuyée que par le passé », ce qui n'empêcha pas le maintien d'une précarité permanente, reflet des inégalités sociales, déterminant des luttes actives pour le logement et des plans d'ensemble apportant des solutions visibles. De même, l'aide à la pierre accompagne l'aide à la personne.

Mais à partir des années 1980, la croissance cesse et la revendication du droit au logement émerge, reflet de la pauvreté aux nombreuses causes. Le « sans domicile fixe » n'est plus accidentel. La notion de « droit au logement » établie juridiquement constitue une menace pour les possédants et faussement naïve, l'auteur constate que la « dureté de la condition de propriétaire » reste toujours évoquée par les bailleurs !

L'ouvrage sans lourdeur rassemble les données empruntées aux diverses

sciences humaines sans lasser. Cette histoire du logement dépasse le niveau juridique et politique pour s'insérer dans l'évolution sociale de la France caractérisée par les intérêts contradictoires nés de la propriété du logement.

Jacques GIRAULT

Jean-Pierre WARISSE, *Histoire de la sorcellerie en Lorraine aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles*. Édité par l'auteur (jean-pierre.warisse@orange.fr), Tréguinc (Finistère), 2014. 324 p. ; 25 € + 4 € de frais d'envoi.

La littérature relative à la sorcellerie est déjà abondante et l'auteur s'appuie sur une bibliographie principalement constituée d'ouvrages anciens pour donner une présentation générale de la sorcellerie et de la répression subie par les supposés sorciers et sorcières.

Il explique la chasse aux sorcières par les malheurs du temps et la nécessité ressentie de leur trouver une explication et des solutions : on accuse la sorcière d'avoir conclu un pacte avec le Démon et d'utiliser les pouvoirs qui lui ont été conférés pour faire le mal. La sorcière est décrite sur la base des aveux extorqués par la torture. L'ouvrage détaille le processus qui mène de la dénonciation au bûcher en passant par toute la procédure judiciaire et les méthodes pour faire avouer.

L'auteur croit à la réalité des sabbats, qui auraient été des cérémonies héritées du paganisme antique. La similitude des descriptions rend suspecte la thèse selon laquelle les sorcières se seraient conformées à un stéréotype dans leurs aveux pour satisfaire l'inquisiteur et le bourreau : Une invention pure et simple de faits identiques partout en France est inconcevable. C'est pourtant le contraire que soutenait Ludovic Viallet dans *Sorcières ! La grande chasse* en 2013. Cet auteur s'appuie sur la construction d'un stéréotype par les démonologues, utilisé par l'Inquisition pour conduire les interrogatoires et faire avouer ce qu'elle

voulait entendre. Sans le citer, J.P. Warisse lui oppose Amadou, Mariel et Murray mais aussi une anecdote concrète rapportée par Dom Calmet : le récit selon lequel le duc Charles II de Lorraine a surpris un groupe de personnes prêtes à partir pour un sabbat.

On regrettera que l'auteur ne se soit pas référé à des travaux plus récents; son livre pourra être utile au lecteur qui commence à s'intéresser au phénomène, mais son intérêt est ailleurs : J.P. Warisse a aussi et surtout travaillé dans les documents conservés par les services d'archives lorrains et donne ainsi des informations sur l'importance de la répression en Lorraine ; elle avait commencé dès le Moyen-Âge et s'est amplifiée entre 1550 et 1660, causant la mise à mort de 4 000 victimes. Il présente Nicolas Rémy, un juge responsable de la mort de 900 victimes avant de devenir procureur général, et cite des affaires : celles de Claudon Hardier, brûlé à cause de sa mauvaise réputation parce qu'il fallait un bouc émissaire ; André des Bordes et Melchior de la Vallée victimes de règlements de comptes à la cour ducale, Erric, évêque de Verdun, exorcisé, sévèrement sanctionné mais pas brûlé, Élisabeth de Ranfaing, mystique hystérique qui a provoqué l'exécution de docteur Poirot puis a fondé un monastère devenu un espace de commercialisation de d'objets pieux avant une interdiction du Pape. Les pages 249 à 315 énumèrent toutes les affaires survenues en Lorraine (jusque 55 personnes mises en cause à Toul de 1585 à 1623 dont 45 femmes). S'ajoutent diverses notices : superstitions, traditions, légendes, proverbes et remèdes populaires en Lorraine : comment repérer une sorcière, quels comportements adopter, les moments dont il faut se méfier, les maléfices à éviter et les moyens de s'en prémunir ; maladies et remèdes ; les animaux (bénéfiques comme l'anguille et le criquet, maléfiques comme l'araignée et la corneille) ; les plantes utilisées

par la sorcellerie, avec leurs usages par la médecine. Et deux légendes lorraines : « la Mesnie Hellequin », et « la belle et le diable ».

Dans l'ensemble donc un livre qui repose sur une bibliographie vieillie, dont on peut discuter la thèse sur la réalité des sabbats, mais utile pour un premier abord de la sorcellerie et sa répression, et surtout les aspects lorrains du phénomène.

Bernard BLANDRE

MOYEN ÂGE



ALAIN DEMURGER, *La persécution des Templiers. Journal (1307-1314)*, Paris, Bibliothèque historique Payot, 2015, 397 p. index, 25 euros.

Il y a beau temps que le médiéviste Alain Demurger, qui enseigna à Paris I, est le meilleur spécialiste français des templiers. De livre en livre, il a reconstitué avec toute la rigueur historique qui sied à un sujet propice aux fantasmes et aux élucubrations, le fonctionnement de l'ordre créé par Hugues de Payns dans les années 20 du XII^e siècle pour assurer la défense de la Terre Sainte. Aux yeux de l'auteur, ni mystère ni énigme à sa chute mais, sa religion est faite, comme le montre le titre de son dernier ouvrage, une authentique persécution menée par un souverain capétien avide de pureté et sans doute de deniers, soucieux surtout de démontrer son leadership, comme on dit vilainement de nos jours, dans la chrétienté en s'en prenant, pour la purifier, à un pape théocratique (Boniface VIII, ante et post mortem) et à une « milice » réputée très puissante mais implacablement liquidée, victime compensatoire de l'échec du souverain à obtenir la *damnatio memoriae* du pontife molesté à Anagni.

Le présent ouvrage d'A. Demurger entend retracer au jour le jour ou peu s'en faut les étapes du piège effrayant

qui s'est refermé sur les templiers, de la volonté de fer du roi de France servi par de redoutables monteurs de complot qui cherchèrent à faire avouer des charges pré-fabriquées et exercèrent une brutalité capable de faire arrêter tous les templiers du royaume en une nuit d'octobre 1307 et de les broyer à la façon des tyrannies infernales du XX^e siècle. L'usage systématique de la torture (admise contre les hérétiques depuis 1252), la recherche de l'aveu (du reniement ritualisé du Christ), le piège du retour au déni de culpabilité pour faire des accusés revenus sur leurs fautes des relaps retombés dans l'erreur et donc dignes du bûcher, tout cela est proprement fascinant.

L'historien présente la documentation à disposition (principalement judiciaire avec les dépositions de centaines d'accusés, mais aussi comptable et un peu narrative), ainsi que les thèses qui s'opposent sur le degré de culpabilité de l'ordre, lui-même optant de façon convaincante et après avoir changé de position, pour son innocence collective qui n'empêche pas des faiblesses individuelles. Il déroule ensuite avec précision et clarté le scénario fatal aux templiers : des rumeurs infamantes du côté d'Agen vers 1305, la justice royale qui s'en saisit pour remplir la mission sacrée du Très-Christien, la papauté (française, avec Clément V, ex- archevêque de Bordeaux) qui essaie de reprendre en décembre 1307 le contrôle d'une opération bafouant les prérogatives canoniques, les inquisiteurs et une partie du haut clergé du royaume qui prêtent leur concours au roi (l'archevêque de Sens, frère d'Enguerrand de Marigny, réunit en 1310 un concile provincial à Paris qui envoie 54 frères au feu), la papauté qui, sur la base du travail d'une commission ad hoc réunie fin 1309, dissout « administrativement » l'ordre au concile de Vienne trois ans plus tard pour éviter de le condamner et de condamner Boniface VIII, enfin, resté dans toutes les têtes des téléspectateurs du début des années 1970, le supplice du Grand

Maître Jacques de Molay brûlé en mars 1314, à Paris pour être revenu sur ses aveux de 1307.

A. Demurger explique non seulement les enjeux idéologiques et politiques mais aussi les ressorts juridiques de l'affaire, par exemple la raison d'être des commissions diocésaines réunies en 1309-1310 et devant lesquelles de nombreux religieux déposent en langue vernaculaire. Il s'attache à reconstituer minutieusement tous les aspects matériels d'un gigantesque dispositif : comment les accusés étaient transportés, où ils étaient logés, le coût d'une journée de détention, les conditions de captivité, le financement étant pris sur les revenus des biens templiers « gardés » par le roi. La dimension psychologique n'est pas négligée car les templiers réagissent diversement, avec des dénégations véhémentes pour certains (on a retrouvé, dans une de leurs geôles, des graffitis de haine contre le pape et le roi), la fuite salvatrice pour d'autres, un attentisme incrédule pour d'autres et un grand manque de lucidité chez les dirigeants de l'ordre. Malgré tout, l'esprit de résistance y a primé sur la couardise et cela explique le temps qu'il fallut pour les anéantir. L'auteur montre certes la détermination glaçante du monarque français qui ose violer l'immunité d'un hôpital Langrois pour aller y cueillir un templier et envoi au feu Jacques de Molay sans se soucier du fait qu'il n'est pas son justiciable. Mais il souligne en même temps la volonté qu'eut le pape, troublé par l'absence d'aveu des templiers interrogés hors du royaume de France, de faire respecter au moins les formes du droit et de ne pas laisser au monarque français le bénéfice matériel de l'opération. De riches appendices parachèvent un ouvrage de premier ordre, pour ne pas dire définitif.

Frank COLLARD

Frédéric CHAUVAUD et Pierre PRÉTOU (dir.) *L'arrestation. Interpellations, prises de corps et captures*

depuis le Moyen Âge, Presses universitaires de Rennes, « Histoire. Série Justice et déviance », 2015, 365 p., 20 euros.

Arrêter un suspect nous semble aujourd'hui normal. C'est oublier que face aux sergents et autres policiers, face aux juges même, les réactions du clan, du village, de la famille ont pu provoquer révoltes et violences, même depuis la constitution par l'État d'une police agissant de manière rationnelle. Seize historiens et historiens du droit étudient l'imaginaire de l'arrestation, ses modèles et ses pratiques. Bien sûr l'image de base est l'arrestation du Christ, donc de l'innocent. C'est pourquoi le droit d'asile dans les lieux consacrés a longtemps prévalu. L'arrestation pourtant devient peu à peu celle d'un présumé coupable plutôt que d'un présumé innocent sous l'Ancien Régime : dès 1539 François I^{er} a supprimé le droit d'asile, et le célèbre La Reynie estime sous Louis XIV que c'est toute la société qui doit soutenir l'action de la police. Donc celui qui est arrêté est présumé coupable à mesure que le temps passe et que nos sociétés entrent bon gré mal gré dans un État défenseur de l'ordre et de la propriété. Mais en revanche, une arrestation est ratée si elle n'est pas justifiée aux yeux de la foule, si elle use de violence inutile, si elle tue au lieu d'arrêter.

Les deux organisateurs encadrent cette dialectique de façon habile en nous menant vers les interrogations actuelles sur la violence policière. On y découvre qu'au fil de l'histoire de l'État policier, et des manuels de gendarmerie, l'arrestation dépend de plus en plus de la demande sociale, ce qui fait réfléchir pour notre temps. Des exemples de chasse à l'homme autant que des juifs ou réfractaires du STO pourraient être mis en valeur pour faire comprendre des faits actuels, dans lesquels se joue ou non notre liberté collective.

Si l'on peut regretter le choix franco-français de cette étude, qui aurait ga-

gné à faire un peu de comparatisme, en Europe au moins, la démonstration est impeccable. Prendre au corps un homme ou une femme a désormais une histoire, celle de nos libertés face à l'État policier et cet ouvrage révèle un art politique de la capture justicière face à la demande ou à la réprobation collective. Il peut certainement aider à lutter contre l'idée de complot, contre la pourriture supposée de la police... Il y va de la cohésion de notre société.

Nicole LEMAITRE

XVI^e - XVII^e - XVIII^e SIÈCLES



Mathieu GABELLA, Renaud VILLARD, Paolo MARTINELLO, *Catherine de Médicis*, Paris, Glénat, Fayard, 2015, 56 p.

Dans cette collection *Ils ont fait l'Histoire*, qui compte déjà douze volumes, de Vercingétorix à Jaurès en passant par Saint-Louis, c'est le seul consacré à une femme et, par cela-même, il est remarquable.

Le principe de la collection est de montrer l'histoire autrement, au travers de la bande dessinée, de raconter la vie de grands personnages, de montrer comment et en quoi ils ont marqué l'histoire de leur empreinte. Pour ce faire, il fallait réunir historiens et dessinateurs.

L'ouvrage comprend donc deux parties : d'abord la B.D. en elle-même qui est l'élément essentiel, puis l'éclairage scientifique. Outre deux dessinateurs qui avaient déjà travaillé ensemble, Mathieu Gabella (pour le scénario) et Paolo Martinello (pour le dessin et les couleurs), un ancien enseignant en histoire, Renaud Villard, a participé à la réalisation de ce volume.

Si le dessin me semble un peu noir, ce que veulent l'époque et la violence du temps, j'ai aussi l'impression que le lecteur peu averti peinera à recon-

naître les personnages. En revanche, les citations (ainsi le texte de Ronsard, p. 23-24) sont bien venues.

Le petit complément scientifique (8 pages) est donc très important : le texte (« Une reine politique à la tête d'un pays en proie aux guerres de religion »), la carte, les gravures ou illustrations éclairent le récit de la B.D. De même, le *making of* permet de mieux saisir le travail des auteurs. Le texte s'achève par une chronologie de Catherine de Médicis et une série de références bibliographiques.

L'intérêt de la collection est d'attirer de nouveaux lecteurs vers l'histoire et, en cela, ce *Catherine de Médicis* mérite d'être diffusé.

Chantal PETILLON

Didier LE FUR, *François I^{er}*, Perrin, 2015, 1016 pages, illustrations, index, 29,50 euros.

François I^{er} est avec Henri IV et Louis XIV le souverain qui au fil des siècles et encore de nos jours suscite le plus grand nombre d'ouvrages, au point d'être un des personnages inévitables d'une Histoire de France narrée selon les canons du roman national. François I^{er} est alors dépeint comme un souverain hors du commun, un gentilhomme accompli, une incarnation du « Courtisan » de son contemporain, Baldassare Castiglione, un guerrier intrépide capable de mettre en péril sa vie pour défendre son honneur et celui de son pays. Il est aussi le Prince initiateur de la Renaissance française, l'introducteur de modes architecturales et artistiques venues d'au-delà des monts, le protecteur attentif de Léonard de Vinci âgé. Il est campé comme le promoteur de la culture des humanistes et d'un savoir renoué, débarrassé des gloses médiévales jugées stériles, grâce à la fondation du collège des lecteurs royaux et de la librairie royale abondée par l'obligatoire dépôt d'un exemplaire de chaque livre imprimé dans le royaume. Si l'on ajoute que François I^{er} fut qualifié de Roi très Chrétien face

à son compétiteur Charles Quint, sa stature de souverain exceptionnel est assurée, d'autant que ses contemporains s'extasient sur sa haute taille, sa prestance qui à leurs yeux, ne peuvent qu'être un don de Dieu. A ce portrait qui fleure bon l'hagiographie, d'autres plumes moins emphatiques ont opposé et continuent d'opposer une vision moins amène du roi. François I^{er} est alors un souverain habile à tout gâcher par ses actions. Piètre homme de guerre, faible tacticien, l'esprit embrumé par la lecture mal digérée des romans de chevalerie, il se laisse emporter par son esprit supposément chevaleresque qui le conduit à de sévères déconvenues militaires. Peu cultivé, en délicatesse avec les langues étrangères, trop sensible à ses entourages féminins, de sa mère Louise de Savoie, de sa sœur Marguerite de Navarre à ses maîtresses innombrables, François I^{er} apparaît comme un prince de la médiocrité. La médaille historiée du Valois-Angoulême comprend un avers et un revers fort dissemblables, antagonistes même selon les auteurs qui tiennent la plume et reconstruisent leur vision du souverain en sollicitant, biaisant ou omettant des événements d'un règne long de 32 ans. Une fois ce constat rappelé, Didier Le Fur propose une mise à distance « des légendes aigres ou douces » (p. 9) du règne et de son premier acteur à la faveur d'une fort copieuse biographie de François I^{er} scindée en deux parties d'inégale longueur et aux objectifs distincts et complémentaires. Le Livre II sous le titre « Le souvenir fantasmé du roi », rapporte en 90 pages les appréciations que les historiens ont portées sur le monarque au cours des siècles en privilégiant les entrées du roi-chevalier, du prince galant, du restaurateur des lettres, de l'inventeur du collège royal, de protecteur des arts et du français. Ce parcours à travers les jugements émanant d'hommes de lettres, d'artistes et de certains de nos contemporains est d'un vif intérêt et démontre de façon magistrale les

potentialités de l'écriture historique mais aussi les instrumentalisation possibles du passé. Certes le fait est bien connu mais la démonstration ici administrée sans aucun didactisme est une belle leçon d'esprit critique.

Le Livre I, fort de 780 pages est distribué en cinq parties et 46 chapitres d'une dizaine à une vingtaine de pages chacun. Ce découpage pourrait être considéré comme excessif ; en fait il facilite la lecture d'un texte dense et permet de vagabonder aisément dans le livre d'autant que sa trame est globalement chronologique. Pour donner cet *opus* qui analyse avec une exhaustivité maîtrisée le règne et son souverain, l'auteur s'est plongé dans les abondantes sources manuscrites et imprimées conservées dans les dépôts nationaux. L'assise documentaire de l'ouvrage est considérable, avec un corpus constitué notamment des correspondances politiques, des dépêches des ambassadeurs, des traités de paix, des harangues, des panégyriques, des relations d'entrées princières, des chroniques et annales du temps. 15 pages de références de sources primaires, 11 pages de bibliographie et 2861 notes indiquent l'ampleur du corpus mobilisé et dominé par l'auteur. Le livre, savant, érudit, agréable à lire, est une somme et une synthèse impressionnante de connaissances sur un long règne et un roi qui, une fois débarrassé de sa gangue de louanges hyperboliques et de fermes critiques, apparaît sous les traits d'un prince « qui à tout prendre n'était pas différent des autres souverains de son époque, [...] « un souverain qui fit ce qu'il put, comme un roi pouvait le faire » (p. 889), un souverain somme toute normal.

Michel CASSAN

ARTS



Guillaume GLORIEUX, *L'histoire de l'art. Objet, sources et méthodes*,

Presses universitaires de Rennes, 2015.

Le livre de Guillaume Glorieux vient à son heure et s'impose d'emblée comme un outil indispensable par sa pertinence et sa clarté. C'est au meilleur sens du mot un « manuel » qu'il faut mettre entre les mains de tous ceux qui, dans le monde de l'enseignement, sont confrontés à l'histoire de l'art. Car, en plus d'une présentation académique de la discipline, notre collègue n'hésite pas à en faire une présentation politique, relevant les conflits qui agitent depuis des décennies le milieu des historiens d'art et celui de l'éducation nationale en général. Sans dissimuler les querelles de chapelle entre spécialistes et institutions, la question de l'enseignement de la discipline dans le secondaire est franchement posée. A défaut de CAPES et d'Agrégation, demandés sans succès depuis un demi-siècle, une solution est recherchée pour sortir du bricolage actuel (*Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 32, 28 août 2008 qui définit l'histoire des arts).

Ainsi, tous les acteurs de la discipline (enseignants du secondaire et de l'université, étudiants, responsables du patrimoine) tireront bénéfice de la lecture de cet ouvrage qui décrit la situation de l'histoire de l'art en France avec une grande lucidité et honnêteté. Par-delà les débats théoriques sur la définition de son objet scientifique et ses méthodologies, des questions pratiques sont aussi abordées (sources, champs d'étude techniques, historiques et géographiques). A cet égard, on regrettera que la photographie n'ait pas été mieux valorisée alors qu'elle fait l'objet de nombreuses études et expositions et que les foyers artistiques régionaux n'aient pas été mentionnés alors que leur étude permet de renouveler l'histoire nationale de l'art depuis une vingtaine d'années.

On félicitera encore l'auteur pour la clarté de son exposé sur les grandes orientations méthodologiques de la discipline au XX^e siècle. On pourra re-

gretter l'absence de tel ou tel : l'objet du chapitre n'était pas de faire assaut d'érudition mais de faire connaître la pluralité des démarches, qu'elles soient propres à la discipline ou empruntées à d'autres sciences humaines. Sans oublier quelques nouveautés comme les « gender studies », venues des États-Unis. L'avenir de l'histoire de l'art sera à l'interdisciplinarité, souvent effective dans les laboratoires universitaires et les colloques, et déjà pratiquée dans l'enseignement secondaire.

Enfin une partie consacrée à la présentation du milieu professionnel de l'histoire de l'art offre un panorama assez complet des carrières possibles. L'auteur souligne aussi l'implication des acteurs dans les grands choix de politiques culturelles nationales ou locales. Quelques petites allusions à des affaires parisiennes récentes sont cependant d'une partialité regrettable ! Il n'en reste pas moins que cet ouvrage est une base de discussion solide pour envisager avec optimisme l'avenir d'une discipline qui vise à apprendre à voir dans un monde saturé d'images.

François ROBICHON

Emmanuel LUIS, *Beauté divine ! Tableaux des églises bas-normandes, 16^e-20^e siècles*, (dir.) (Inventaire général Basse Normandie), Lyon, Éditions Lieux dits, 2015, 407 p. 34 euros. Index. Très richement illustré en couleurs.

Ce travail rassemble les apports de dix-huit conservateurs de la région Basse-Normandie introduits par une préface de François Boespflug, pour servir d'introduction à la peinture religieuse européenne entre les conciles de Trente et de Vatican I. Une première partie s'attache à faire comprendre les cadrages et perspectives utilisés au long de plus de deux siècles tandis qu'une seconde partie prend les lieux de dépôt en ordre alphabétique, d'Ablon à Yveteaux, pour aider à la découverte de 143 tableaux dans 112 communes de Basse-Normandie.

Le tout forme un très bel ouvrage, im-

primé à grande marges avec de magnifiques reproductions en couleur et le plus souvent en grand format. Malheureusement les textes ont été composés avec une police de caractères étroite qui a mal pris l'encre et qui se révèle donc fatigant à lire même si le regard porté sur les images est somptueux.

Domage car l'étude des tableaux de cette époque, au fond ceux qu'on voit le plus souvent dans les églises actuellement, est une entreprise pionnière et collective qui mérite d'être saluée. On y apprend beaucoup de choses sur les thématiques choisies mais aussi sur les choix des restaurateurs.

On met en valeur le délicat équilibre entre la capitale (Caen) et les paroisses de campagne qui recèlent des artisans méconnus de l'histoire de l'art, ces « peintres des champs » souvent anonymes et mobiles qui introduisent peu à peu les modes académiques par des copies aussi bien que par des créations. Parfois, en ayant réussi, ils deviennent peintres d'un lieu, comme les La Vente à Vire entre 1640 et 1812, Guillaume Jolivet à Barenton vers 1740, Pierre Henri Guérin en pays d'Auge au début du XIX^e siècle ou Guillaume Fouace à Montfarville en 1879-1880.... Selon que les tableaux ont été dispersés ou non au moment de la Révolution, on peut ou non caractériser des ensembles décoratifs.

Une deuxième partie de l'ouvrage analyse par le menu les 143 œuvres ainsi « dévoilées » qui permettent d'acquérir un « œil » pour mieux repérer les compositions, les thématiques et les époques et donc de s'approprier d'autres décors religieux régionaux. On y observe de somptueuses compositions de Zurbaran, Jacques Oudry ou d'Eugène Isabey aussi bien que d'anonymes. Elles prouvent que les contraintes ecclésiastiques n'ont pas totalement bridé l'inventivité des peintres, en particulier pour les couleurs et le mouvement.

Pourvu des index et de la bibliographie

nécessaires, cet ouvrage peut être une remarquable base de formation à l'art de la Contre-Réforme peinte en Europe et jusqu'à la Grande Guerre.

Nicole LEMAITRE

XIX^e SIÈCLE



David GAUSSEN, *L'invention de l'histoire nationale en France : 1789-1848* ; préface de François Hartog, Marseille, Editions Gaussens, 2015, 327p. – 25 euros.

On ouvre ce livre en maugréant - « encore un livre sur l'histoire romantique et sur l'organisation de la science historique par François Guizot sous la Monarchie de Juillet ! » - mais on le referme heureux d'avoir bénéficié d'une stimulante leçon d'histoire qui ne correspond nullement à ce que l'on redoutait. Prenant à rebrousse-poil les ouvrages canoniques de l'histoire de l'historiographie, David Gaussens évoque de manière novatrice ce qu'il appelle avec raison la naissance et le développement d'une histoire nationale savante. Elle se construit, de l'époque du Directoire à la Seconde République, en opposition à la fois à l'histoire monarchique, dominante sous l'Ancien Régime, et aux chantiers érudits patronnés par l'Etat entre 1830 et 1848, en voulant rendre compte du passé de toutes les composantes de la nation. Son livre se révèle ainsi déterminant pour au moins trois raisons : il propose une nouvelle généalogie des sociétés qui animent la recherche scientifique ; il fait émerger des figures de savants peu ou mal connues ; il s'appuie sur un socle documentaire en grande partie renouvelé.

Il montre d'abord de manière convaincante que, sous la Monarchie de Juillet, l'*Institut historique* fut la plus grande association vouée à l'animation de la recherche historique en France et qu'elle fut un concurrent redoutable pour la Société de l'His-

toire de France protégée par Guizot. Il exhume des archives la *Société bibliophile-historique*, lancée par une bande d'amis qui se sont connus sur les bancs du lycée Louis-le-Grand à Paris en 1834-1835 et dont l'aventure se poursuit, au Quartier latin, à travers la direction de revues comme l'*Etudiant* et le *Journal des Ecoles*. Certes, le parcours de la Société fut bref : de 1835 à 1839. Cependant, ce lieu de convivialité fut aussi un vivant espace de réflexion sur ce qu'était le métier d'historien, qui a grandement contribué à faire émerger de nouvelles figures dans la recherche savante.

Parmi celles qui s'imposent dans le livre de David Gaussens – même si elles n'étaient pas inconnues de Sophie-Anne Leterrier, un peu trop absente, à mon goût, de ce livre, malgré la brève note 3 de la page 285 qui la cite – trois méritent assurément d'être valorisées par lui : Amans-Alexis Monteil (1769-1850) ; Félix Bourquelot (1815-1868) et Henri Bordier (1817-1888). Par son *Histoire des Français des divers états du XIV^e au XVIII^e siècle*, Monteil renouvelle l'histoire en dénonçant « l'histoire-bataille » - il est bel et bien le premier à employer cette expression péjorative reprise plus tard par Lucien Febvre – et en privilégiant une authentique histoire sociale de la France. Bourquelot et Bordier, deux chartistes disciples d'Augustin Thierry (ce n'était pas incompatible), furent d'infatigables promoteurs critiques de la professionnalisation de la recherche historique. Les intuitions pionnières du premier – ses études sur le suicide et son histoire économique des foires de Champagne au Moyen Age (il était natif de Provins) - en font un véritable précurseur des problématiques de l'Ecole des Annales.

On pouvait craindre que ce livre si savant, qui porte sur l'érudition de la première moitié du XIX^e siècle, soit fort ennuyeux. Or, il n'en rien. Adossé à la correspondance de Bordier, de Bourquelot, de Léon Gautier, Gaussens sait reconstituer avec vigueur et humour le bouillonnement créatif des *Années*

romantiques. On y voit Bourquelot, jeune, combattre les vieilles barbes de son temps, puis, devenu un digne professeur, endormir son auditoire par son débit monocorde...

Pourquoi, ces associations et ses animateurs ont-ils été ainsi oubliés ? David Gaussens nous propose une explication pertinente. Lorsque Gabriel Monod lance, en 1876, la *Revue historique*, manifeste autant politique que scientifique d'une nouvelle manière de *Faire de l'histoire* influencée par les valeurs républicaines – le combat pour la laïcité et la démocratie –, il aurait délibérément fait l'impasse sur les chantiers de rénovation de l'histoire des années 1830-1848 – notamment ceux de Bordier et de Bourquelot, pourtant d'authentiques laïques eux aussi – pour mieux placer son entreprise scientifique dans le sillage exclusif du prophète Michelet et en amplifier ainsi le caractère novateur sur le plan professionnel et intellectuel. Par sa capacité à nous faire découvrir de nouveaux horizons, l'ouvrage de David Gaussens me semble en tout cas le complément naturel de celui de Sylvain Venayre : *les Origines de la France : quand les historiens racontaient la nation*, paru, en 2013, aux éditions du Seuil.

Christian AMALVI

RIOT-SARCEY Michèle, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, La Découverte, 2016, 355 p., 24 euros.

Historienne ayant beaucoup et bien publié, et notre revue a rendu compte en 2010 de sa *révolution oubliée* (celle de 1848), Michèle Riot-Sarcey écrit ici une *Histoire souterraine* qui a été reçue avec beaucoup de rapidité et de faveur par les médias. Sans aucun doute parce que je suis historien je confirme d'ailleurs les qualités que divers recenseurs avaient soulignées dans des revues scientifiques, dont la nôtre, depuis plus de deux décennies : par exemple la critique de l'« utopie saint-simonienne », les *figures [fémi-*

nines] critiques du pouvoir (comme dans sa thèse) et la « place des femmes » (cf. son article de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1848. *Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n° 15, 1997/2), ou encore la fièvre sociale, l'organisation du travail, Proudhon et sa pensée, etc. En outre on peut être, dans le présent livre, qui reprend nombre d'idées et raisonnements des précédents, sensible au rappel de la vertu de l'utopie et des utopies, à la définition du républicanisme modéré, à celle des rapports entre socialisme et républicanisme, on goûte la présence de l'art et des artistes, celles de Considerant et d'Augustin Thierry, celle de l'Amérique latine. George Sand, Daniel Stern, Victor Hugo (très finement étudié), Anthime Corbon, Tolain, l'A.I.T. sont présents, mais également Baudelaire, Jules Barni, Denis Poulot, Zola, Pelloutier, et même mon ancien élève Bruce Bégout (page 325 seulement, quand même) ! J'ajoute que l'auteure a été sensible aux reproches faits par Gilles Candar en 2010 : le « Christ des barricades » n'arrive qu'à la page 55 !

Pourtant j'ai deux chagrins. Le premier concerne l'affirmation par l'auteure de l'« oubli » de la fraternelle révolution de 1848 et du « passé inaccompli » dans la communauté historique « officielle » et la proclamation qu'« il reste beaucoup à faire » (p. 317) : fichtre ! Je me souviens pourtant très bien que mon professeur d'histoire de première (1963-1964), Raymond Osmont, qui n'était pourtant pas un novateur, ni en matière historiographique, ni dans sa manière pédagogique, les exposait bien, ces explosions de liberté, ces expériences ouvrières et ce « spectre rouge ». Ce SFIO pur jus transformait même le fameux « Silence aux pauvres ! » de Lamennais, qui n'a droit ici qu'à une petite note de la p. 19, en une véritable saynète dramatique. Plus connu, mon « bon maître » Philippe Vigier (1924-1995) les a retracées, ces vies et cette philosophie du progrès, les a ressuscitées, ces expériences, cette

révolution de 48, « oubliée » d'après Michèle Riot-Sarcey, et ces idées, dans ses cours, dans sa « région alpine » (sa thèse) et dans sa *vie quotidienne en province et à Paris pendant les journées de 1848* (Hachette, 1982, réédition en 1998 sous le titre *1848. Les Français et la République*), qui n'est pas citée, à la différence de son Que sais-je ? sur la *Monarchie de Juillet*, cité en note, page 148 (*sic*), mais Vigier n'est pas dans l'index. Avec naïveté (cela a été le cas de beaucoup de médias) on dirait : il s'agit de « penser l'histoire autrement », ce que Michèle Riot-Sarcey dit dès l'introduction et répète ensuite, d'être à l'ombre de la « singulière vision » de Walter Benjamin, de « penser l'histoire » avec lui, mais justement qui m'a fait découvrir Benjamin, sinon un Philippe Vigier très attentif à la province plurielle, placée avant Paris dans le titre de sa *vie quotidienne*, ce qui n'est guère le cas, ici, de l'auteure ? Et pour des raisons qui m'échappent, d'autres de ses confrères à la « docte Société de 48 » (comme il disait et Michèle Riot-Sarcey en a fait partie), Pierre Barral, Maurice Agulhon et Alain Corbin, sont cités. Il n'y a plus ici la précaution oratoire de *1848, la révolution oubliée*, qui consistait à prévenir que le livre s'adressait aux (simples) « citoyens ». Enfin, pourquoi faut-il qu'un paragraphe de l'introduction (p. 9) et surtout la page 4 de couverture présente ce *procès de la liberté* comme le prélude à la quête actuelle de « l'idéal démocratique » et d'un « avenir radicalement autre » ? en France ? en 2017 ?

Dominique LEJEUNE

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



Pierre CROQC, *De la Somme à Verdun, épreuves d'un poilu de 14-18*, L'Harmattan, Paris, 2016, 170p, 19 euros.

C'est dans la collection « Récits, Mémoires, Témoignages » qui autorise échanges et conversations entre les acteurs et leur entourage, que paraît cet ouvrage. Et c'est à partir d'une vingtaine de pages du « journal irrégulier et lacunaire ... des souvenirs de guerre rédigés au soir de sa vie par notre père » que le livre a été élaboré.

Pierre Crocq, né en 1893 est décédé en 1983. Il a participé à la Grande Guerre depuis son appel sous les drapeaux en août 1914, jusqu'à son deuxième séjour à Verdun où il est gravement blessé le 17 mars 1917 ; suivra son hospitalisation dans plusieurs hôpitaux militaires.

Ses trois fils collecteurs, Henri, Louis et Claude, dans une démarche légitime de confrontation avec d'autres sources historiques ont accompagné chaque souvenir de leur père de la description de l'épisode ou bataille, tel que l'ont rapporté à la fois « le Journal de Marche et des Opérations (JMO) du 124^e régiment d'Infanterie » où Pierre Crocq était simple soldat et « l'Historique du 124^{ème} Régiment ». Trois approches différentes dont la comparaison est intéressante pour l'historien mais aussi pour le lecteur de base ; alors que les souvenirs personnels sont « empreints de simplicité et de résignation », le JMO a été « rédigé au jour le jour dans un style sobre et impersonnel » et « l'Historique est relaté dans un style glorieux, exalté et grandiloquent ».

L'ouvrage constitue ainsi un exemple d'accès à l'information historique, complétée par des cartes détaillées « d'Etat-Major » et des photographies de Pierre Crocq ainsi que par des photographies d'époque assez rares – comme celle d'un corps déchiqueté projeté dans un arbre (p 67) ou d'un poilu seulement équipé contre les gaz, de « lunettes de mica et d'un bâillon » (!) à l'efficacité discutable (p 75), une iconographie hélas de qualité médiocre.

Le premier chapitre commence par une présentation comparative de ces trois documents (16 pages). Le deu-

xième (15p) décrit à partir des documents militaires, les engagements successifs du 124^e RI, jusqu'à 1918. Le troisième chapitre, le plus long (91p) à l'occasion de l'individualisation de 11 « stations » de combats puis d'hospitalisation, vécues par Pierre Crocq, replace son témoignage dans les descriptions précises et variées des documents militaires. C'est ici que se trouvent les passages les plus émouvants sur la vie et la mort des Poilus.

Les chapitres 4, 5 et 6 (sur 13 p) traitent de l'après guerre à partir de généralités ou d'anecdotes propres à Pierre Crocq, de l'accueil fait à la fin du conflit aux survivants, au mal-être de ceux-ci, au retour à une vie plus ou moins normale (il a perdu l'œil droit et l'usage de sa jambe droite) avec la reprise de son métier d'instituteur public, son mariage et son retour dans son département d'origine, l'Ille et Vilaine, avant qu'il ne doive supporter après 1940 l'occupation allemande et des bombardements sur Rennes.

C'est ce « taiseux » éprouvé par les épreuves, à la vie modeste et discrète, semblable à celle de tant d'autres que ses trois fils ont voulu mettre en lumière; chacun apporte en fin de livre son commentaire, Claude sur l'importance du devoir de mémoire à l'égard de ces humbles, ces sacrifiés qui ont subi et obéi, Louis (Médecin général de l'Armée), sur les traumatismes psychiques durables des Poilus après la Guerre, Henri sur une réflexion sur l'horreur d'une telle guerre.

A ce titre, ce livre est autant un témoignage universel des épreuves imposées aux Poilus qu'un hommage émouvant rendu par ses enfants à leur père.

Alain PENNEC

Marjolaine BOUTET et Philippe NIVET, *La bataille de la Somme. L'hécatombe oubliée 1^{er} juillet-18 novembre 1916*, Paris, Tallandier, 269 p., 2 index, 3 cartes, illustrations, 2016, 20, 90 euros.

Arrivé au moment où Britanniques et Français célébraient, sous la pluie, le déclenchement de la bataille la plus meurtrière de la Grande Guerre, on ne peut que souhaiter à cet ouvrage de connaître le grand succès qu'il mérite. Rédigé selon un plan thématique, le livre expose d'abord les préparatifs de la bataille, qui devait associer Français et Britanniques, lors de la conférence de Chantilly (5-8 décembre 1915). Dans l'esprit de Joffre, qui apparaît lors de cette conférence comme un « chef de coalition » de facto, il devait s'agir d'une bataille majoritairement française. C'était sans compter sans le hasard. En l'occurrence un hasard aussi contraignant que meurtrier qui fut l'attaque allemande à Verdun. La riposte française à Verdun transforma la bataille de la Somme en bataille principalement britannique ! Une analyse précise des aménagements sur le terrain permet d'imaginer l'espace dans lequel se sont déroulées les diverses étapes de la bataille qui commença le 1^{er} juillet et de comprendre pourquoi l'assaut britannique ne fut pas le succès qu'escomptait le général Haig, en dépit de l'héroïsme de ses hommes.

L'ouvrage analyse ensuite très clairement les diverses étapes de la grande offensive du 1^{er} juillet aux derniers efforts britanniques d'octobre-novembre 1916. Une carte, fort bien faite, permet, ce qui devient de plus en plus rare dans les ouvrages, de suivre le déroulement des opérations qui sont analysées dans ce chapitre.

Après deux années de combats, les efforts des belligérants pour développer une puissante industrie d'armements avaient porté leurs fruits. Les troupes disposaient des engins de mort les plus modernes et les plus puissants. De ce fait la bataille de la Somme fut une « *bataille industrielle* ». Deux chapitres suivent sur les combattants et les arrières-fronts. L'ouvrage se termine avec une présentation de la mémoire de la bataille. Ce chapitre s'ouvre par quelques

pages qui expliquent que la Bataille de la Somme fut « La première bataille filmée...pour la propagande » avant d'analyser les trois mémoires allemande, française et celle, plurielle, des Britanniques.

Cet ouvrage, agréable à lire et précis, constitue une excellente préparation à un voyage en Picardie pour visiter les sites de la bataille dont on vient de commémorer le centenaire du déclenchement. In situ il complètera parfaitement les guides que le visiteur aura emportés. Il rendra aussi de grands services aux collègues qui ont envie d'entrer dans une étude de la bataille de la Somme, pour le plaisir ou avec leurs élèves. Il doit permettre à des lycéens et étudiants, qui le souhaiteraient, de compléter leur information sur cette guerre dont nous subissons encore les conséquences.

Bernard PHAN.

Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Belin, 2013, cahier iconographique, 350p., 25 euros.

Le centenaire de 1914-1918 provoque une avalanche d'ouvrages, mais celui-ci, fruit d'une thèse soutenue en 2005 sous le titre - plus explicite - *L'échappée belle : permissions et permissionnaires du front à Paris pendant la Première Guerre mondiale* est original par son approche située au point de contact entre le front et l'arrière. La permission est essentielle pour le moral des combattants et peut éclairer le débat contrainte/consentement. Cet objet historique permet d'aborder aussi bien la dureté du front que la vie à l'arrière ou au moins une partie de celle-ci, les transformations sociales, les loisirs et la vie politique.

À la déclaration de guerre, toutes les permissions avaient été supprimées ; toutefois en reconnaissant en juin 1915 que la guerre sera longue, la voie est ouverte pour des permissions pour les combattants, mais le moins que l'on puisse dire est que leur mise en place se fait dans l'improvi-

sation jusqu'à l'été 1917. En fait, les permissions sont un enjeu majeur, au cœur du combat politique qui se fonde sur les valeurs républicaines. Elles sont aussi le symbole de la contradiction inhérente à la condition de soldat-citoyen, de civil mobilisé attaché à l'égalité républicaine. Les parlementaires combattants portent véritablement les revendications des citoyens-combattants, tel Maurice Bouilloux-Lafont, député du Finistère et combattant, principal instigateur de la réforme du 1^{er} octobre 1916 sur les permissions. Au-delà de cet aspect central pour comprendre le ressenti des contemporains, l'auteure remet en perspective le mythe Pétain sur cette question et montre que si c'est aussi sensible, c'est qu'il s'agit d'un phénomène de masse particulièrement visible à Paris.

Pour les permissionnaires, Paris est en effet un lieu de passage quasi obligé compte tenu du réseau ferroviaire français, même si les autorités civiles et militaires s'efforcent de limiter leur présence dans la capitale. Les permissions mettent en œuvre une logistique considérable si l'on songe au nombre de personnes concernées : environ 100 000 permissionnaires en moyenne sont présents à Paris chaque mois. Très vite, apparaissent au grand jour les inégalités sociales entre permissionnaires, faisant rapidement oublier la « fraternité sociale » du combat ne serait-ce que parce que les soldats n'ont plus de solde pendant leur permission contrairement aux officiers. Cette misère du soldat est très visible à Paris car elle touche principalement tous ceux qui ne peuvent rentrer chez eux, originaires des régions occupées ou des zones de combat, mais les œuvres de guerre comme les Parrains de Reuilly peuvent parfois y suppléer. L'ouvrage ne concerne « que » Paris et, *de facto*, n'évoque quasiment pas ceux qui résident en province. Or, ces derniers dans leur majorité rejoignent leur ferme, voire leur commerce et reprennent pour quelques jours leurs activités civiles. D'autres études por-

tant cette fois sur la province permettraient de mieux cerner le phénomène dans sa diversité.

Quel que soit le lieu de la permission, elle est précédée d'un voyage difficile et long entre la zone de combat et les lignes arrières, puis vers l'arrière proprement dit. L'ambivalence du « retour au foyer » est soulignée : la joie de retrouver les siens et une certaine routine civile, mais aussi les inquiétudes par rapport à l'épouse, à des parents vulnérables, aux enfants parfois orphelins de mère, etc. D'autre part, les autorités civiles et militaires, voire leurs proches, attendent d'eux qu'ils soient un modèle ce qui ne peut qu'être mal perçu par eux. Ils n'aspirent qu'à retrouver un peu de « normalité » civile. À Paris, cela se traduit par les refus de saluer, la transgression des règlements et en particulier le refus des contrôles par les policiers. Les permissionnaires apparaissent fortement indisciplinés voulant se délivrer du carcan de la discipline nécessaire au front.

Ils sont très visibles dans la rue provoquant souvent de fortes tensions vis-à-vis des embusqués, des civils. *A contrario*, la perception du permissionnaire à Paris est qu'il « fait la noce ». Il y a certes le développement de la prostitution mais la plupart découvrent des loisirs comme les cinémas et les divers lieux de spectacles auxquels ils ont accès gratuitement ou à demi-tarif. Si ces spectacles les distraient, ils ne supportent ni les films de tranchées ni au music-hall les chants patriotiques, sachant trop la réalité de la guerre.

La permission est un élément central pour le moral des combattants, reflet des temporalités du combattant qui vit dans l'attente de celle-ci ; l'attente peut être une forte source de tensions, mais, souligne l'auteure, ces « échéances individuelles soutiennent le moral ». La permission est aussi un moment ambivalent entre identité civile et identité combattante où joie et angoisse se télescopent en un temps

très court. C'est également un moment d'échanges matériels et d'informations loin du « bourrage de crâne ». Véritable « respiration » dans le quotidien des combattants, la permission est un moment-clé pour conforter les liens familiaux, mais aussi pour la cohésion de cette société en guerre. Elle fait d'autant plus ressortir la misère matérielle certes, mais plus encore affective de ceux qui ne peuvent rentrer chez eux.

Il ressort de cet ouvrage que les représentations des combattants sur les civils et *vice-versa* sont complexes, évoluent au fil du temps et qu'il n'existe pas de portrait-type du permissionnaire ne serait-ce qu'à cause de la diversité de leurs expériences combattantes.

Jacqueline SAINCLIVIER

Jean-Jacques SCHNEIDER, *Nicole Mangin, une Lorraine au cœur de la Grande Guerre*, éditions Place Stanislas, 2011, 220 pages, 19 euros.

L'ouvrage retrace la vie de la seule femme médecin qui fut employée par l'armée française pendant la Première Guerre mondiale - vraisemblablement à la suite d'une erreur administrative - et qui, reléguée à Verdun où il ne devait rien se passer, se retrouva dans l'enfer de la bataille au moment où les Allemands lancèrent leur grande offensive sur la ville ...

« Ciel, une femme ! Et on lui a confié un train sanitaire... Que de bêtises avez-vous dû commettre, madame ! » lui lança l'un de ses confrères peu avant son arrivée dans la cité verdunoise. L'apostrophe illustre le machisme très virulent qui existait alors dans les milieux médicaux - dont nous ne soupçonnons plus guère l'importance aujourd'hui - mais qui n'était en définitive que le reflet de la société de l'époque. Pour l'affronter et le surmonter, il fallait être une « femme pas comme les autres », ce que fut sans conteste la meusienne Nicole Mangin.

Issue de la bourgeoisie commerçante de Varennes-en-Argonne, la jeune femme était une féministe discrète et déterminée. Scientifique et républicaine convaincue – avec le sens très engagé que pouvait avoir le terme « républicain » avant 1914 – elle était aussi tranquillement athée. Divorcée et, pour finir, suicidée à la mode des Romains antiques, elle ne pouvait que déplaire à une certaine société conservatrice et bien-pensante de l'époque.

Ses mérites professionnels et humains furent pourtant reconnus par ses confrères comme par l'autorité militaire puisqu'elle termina la guerre à la tête de l'école d'infirmières *Edith Cavell* de Paris, nouvellement créée.

Si ce n'est pas encore fait, l'armée s'honorerait en donnant son nom à l'un de ses hôpitaux. Quant à la République, elle a, en cette période de centenaire, une « panthéonisable » toute trouvée.

Franck SCHWAB

SECONDE GUERRE MONDIALE



Maurice ROUZIER, *Jeunes résistants en Nord Deux-Sèvres, Au cœur de l'OS 680 1941-1942*, Geste éditions, septembre 2012, 318 pages.

Professeur de lettres-histoire puis d'histoire-géographie à Niort et collaborateur du Maitron et du Dictionnaire des fusillés, Maurice Rouzier, militant communiste qui a exercé des responsabilités à la section de Niort du PCF et à la fédération des Deux-Sèvres, a publié chez Geste éditions un beau livre sur les jeunes résistants du Nord des Deux-Sèvres membres de l'OS 680.

Qui étaient les huit jeunes résistants fusillés à Biard, près de Poitiers, le 3 décembre 1942 pour propagande communiste, sabotage et tentative

d'attentat à la bombe ? Avant de répondre à cette question, Maurice Rouzier revient sur la ville de Thouars avant 1940, son quartier des cheminots et son maire communiste, Albert Boisseau, élu par surprise à la tête d'une majorité de front populaire dominée par la SFIO à la suite du refus de la tête de liste socialiste d'exercer les fonctions de maire. Les conseillers municipaux socialistes préfèrent Albert Boisseau à Henri Barthélémy, le principal dirigeant du Parti communiste dans la région de Thouars. Le premier condamnera le pacte germano-soviétique, ce que le second se refusera à faire.

Peu de temps après la déclaration de guerre, l'entreprise Ruzs, spécialisée dans les pièces d'avion et notamment les trains d'atterrissage, quitte Asnières en banlieue parisienne pour s'installer à Thouars en prévision des bombardements. C'est dans cette entreprise que des jeunes travailleurs souvent membres des Jeunesses communistes créent un groupe de l'Organisation Spéciale (OS), la première organisation de résistance du Parti communiste. D'après les témoignages recueillis par Maurice Rouzier, l'OS est née en octobre 1940 dans la manufacture d'armes de Châtellerault avant d'essaimer à Thouars sous l'impulsion de Maxime Bacquet, un ouvrier né en 1920, fils d'un conseiller municipal communiste d'Arcueil en banlieue parisienne, installé à Thouars et embauché à l'usine Ruzs en décembre 1940. Les membres de l'OS distribuent des petits papillons et des tracts dans les casiers à l'usine. Comme tous les réseaux de résistance, l'organisation est cloisonnée ; ses membres ne se connaissent pas les uns les autres. La première action notable de l'OS est le fait de trois jeunes militants qui remplacent le drapeau nazi au sommet du mât de la place Lavault par un drapeau tricolore le 27 mars 1941. L'enquête ne donna rien, mais en représailles, Henri Barthélémy est interné à Niort comme otage. Après les premiers

attentats communistes au métro Barbès, à Nantes et à Bordeaux, Henri Barthélémy fait partie des 27 fusillés de Châteaubriant, le 22 octobre 1941. A Thouars, l'Organisation Spéciale se renforce, édite des tracts tirés sur une ronéo, ramasse des armes et récupère la poudre des cartouches pour fabriquer une bombe artisanale pendant qu'à l'usine Ruzs, les ouvriers de l'OS ralentissent la cadence et sabotent les pièces. En fait, on assiste aux prémices de la transformation de l'Organisation Spéciale en groupe de FTP (Francs-Tireurs et Partisans). Le 20 avril 1942, un groupe de l'OS dépose une bombe dans les locaux d'un atelier de réparations de locomotives. La bombe n'explose pas.

Rapidement, la police, sous la direction du commissaire Poupaert - et avec l'aide du directeur de l'usine Ruzs - parvient à identifier les militants communistes présents dans l'usine. Maxime Bacquet parvient à s'enfuir avant la vague d'arrestations de mai et juin 1942 qui décapitent l'Organisation Spéciale. Son remplaçant, Joseph Berthou, nouveau responsable interrégional de l'OS est arrêté, suivi d'une quinzaine de militants de l'OS et de membres de leurs familles.

L'affaire de l'OS de Thouars est jugée devant la section spéciale du tribunal de Bressuire les 18 et 21 juillet 1942. Maurice Rouzier explique au chapitre 5 la genèse de ces juridictions d'exception mises en place par le régime de Vichy. Trois militants, Jean Brunet, René Drapeau et Edouard Chénier sont condamnés à plusieurs années de travaux forcés, sept autres à des peines de prison et le plus jeune, André Forestier, est acquitté.

Le verdict ne convient pas aux Allemands qui décident de rejuger les membres de l'OS devant le tribunal militaire de la Feldkommandantur de Poitiers du 18 au 24 novembre 1942. Cette fois, onze résistants sont condamnés à mort. Les huit hommes sont fusillés à Biard, le 3 décembre 1942, les trois femmes, déportées en

Allemagne. Huit autres résistants qui avaient échappé à la condamnation à mort sont déportés avec elles en décembre 1942.

Maurice Rouzier explique au chapitre 7 que la décapitation de l'OS de Thouars ne marque pas la fin de la résistance dans les Deux-Sèvres. La résistance communiste se réorganise, des groupes de FTP se structurent comme le groupe du Mellois ou celui du marais poitevin que l'historien Michel Chaumet décrit dans la postface. Maxime Bacquet, passé par Bordeaux et chargé de réorganiser un groupe FTP dans la région de Saumur est arrêté et fusillé le 13 décembre 1943.

Simone Thomas, l'agent de liaison de Joseph Berthou, qui avait été arrêtée à Thouars avec le reste du groupe mais avait miraculeusement pu s'échapper du commissariat de police passe dans la clandestinité et gagne la région parisienne. On la retrouve agent de liaison et convoyeuse de fonds à Amiens et Dijon, chargée de faire le lien entre réseaux gaullistes et communistes.

A la libération vient le temps du deuil dans une ville qui honore ses martyrs. Revenus de la déportation, les survivants du groupe s'attacheront dans les années qui suivent à raconter et à transmettre la mémoire de l'OS 680. C'est de la rencontre entre ces survivants et Maurice Rouzier qu'est né le livre *Jeunes résistants en Nord Deux-Sèvres*.

Maurice Rouzier souhaitait mettre en lumière une organisation de résistance mal connue. L'Organisation Spéciale, un des premiers mouvements de résistance qui passe progressivement de la distribution de tracts au sabotage et à la lutte armée, préfigure ce que seront les mouvements de résistance plus tardifs. S'appuyant sur de nombreux témoignages et illustré de photos des principales figures de l'OS 680, le livre de Maurice Rouzier a le mérite de reconstituer avec minutie la naissance, l'histoire et les conditions de la disparition de l'OS 680. A plusieurs reprises, l'auteur explique que ses recherches lui ont permis d'ap-

prendre aux témoins qu'il rencontrait des éléments de l'histoire du groupe qu'ils ignoraient eux-mêmes. *Jeunes résistants en Nord Deux-Sèvres* n'est pas qu'un livre d'histoire, c'est un bel hommage qui est rendu aux résistants de l'OS 680 qui sont morts et à ceux qui ont survécu pour témoigner.

David NOËL

Claude QUÉTEL avec la collaboration de Philippe MASSON et Christophe PRIME, 39-45. Histoire d'un monde en guerre, Paris, Larousse/Le Mémorial de Caen, 2015, 528 p. Index. 29,95 €

Cet album richement illustré est la réédition d'un livre publié en 2004 par le Mémorial de Caen. Dans son avant-propos, Claude Quéstel indique que « cet ouvrage est né de la prise en compte de nouveaux apports » des historiens, notamment de la psycho-histoire et des études sur les attitudes collectives, sans préciser si ce texte date de 2004 ou de 2015 ?

L'ouvrage s'organise en quarante dates « marquantes » qui resituent bien l'événement dans son contexte et sa chronologie. Sur le plan éditorial, c'est un beau livre ouvrant chaque date par une photographie sur une double page et l'annonce des thématiques traitées. Chaque grand thème se décline en quatre parties : la présentation de « l'événement » en deux pages, « l'analyse » de la situation politico-militaire (quatre pages), « l'actualité » qui présente les autres fronts au même moment ainsi que la vie des populations en guerre ou les mobilisations économiques et culturelles. Par exemple, à propos de la bataille de Midway intitulée « 4-5 juin 1942. Le Japon n'est plus invincible », la partie « actualité » développe quatre aspects : la machine de guerre américaine, les paroles et l'impact de *Lily Marlène*, le massacre de Lidice, la petite ville rasée le 10 juin 1942 en représailles de l'exécution de Heydrich à Prague par des résistants tchèques et slovaques, et Staline réclame un

second front. Un « carnet d'images » vient parfois compléter l'ensemble, dix-sept au total. C'est un dossier photographique expliqué par des notices détaillées comme dans celui qui est consacré à l'armement. Parmi les sujets abordés couvrant toute la période : « Les enfants dans la guerre », « La vie quotidienne en France » et « Des millions de civils sur les routes ».

En effet, un des intérêts de ce livre tient à son iconographie très abondante et souvent inédite : environ 600 photos et affiches, en noir et blanc et parfois en couleurs. La mise en page de ces documents et la typographie des titres, citations et textes facilitent la lisibilité de l'ensemble. Soulignons, en outre, une trentaine de cartes originales en couleurs qui permettent de comprendre les opérations militaires. La chronologie est large, de 1934 à 1948 : le prologue comprend quatre dates allant des « pleins pouvoirs au chancelier Hitler » le 2 août 1934 à la mort du maréchal Hindenburg à la reculade de Munich en passant par les massacres de Nankin (13 décembre 1937) et la réussite de l'Anschluss ; l'épilogue s'articule autour de la fin du procès de Nuremberg (1^{er} octobre 1946) et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sans oublier le lancement du plan Marshall et les débuts de la guerre froide, l'émergence de la Chine communiste, la remise en cause des empires coloniaux et un dernier éclairage sur « la prison des chefs nazis » à Spandau, près de Berlin.

Naturellement, le cœur de l'ouvrage est constitué par le déroulement de la guerre elle-même et ses principaux affrontements sur les différents théâtres. Leur répartition chronologique est la suivante : trois en 1939 (déclaration de la guerre en Europe, écrasement de la Pologne, attaque de la Finlande par l'Armée rouge), cinq en 1940 dont la signature de l'armistice à Rethondes, l'échec de la bataille d'Angleterre pour les Allemands et la déroute italienne en Grèce. En 1941, quatre moments ont été retenus



(Rommel devant Tobrouk, Barbarossa, la bataille de Moscou et Pearl Harbor), et cinq en 1942 dont, à côté de Midway, d'El Alamein et du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, la mise en œuvre de « la solution finale » (la conférence de Wansee le 20 janvier 1942), ce qui permet de présenter « l'Europe allemande » à son apogée mais aussi d'évoquer les politiques de collaboration à partir du discours de Pierre Laval du 22 juin 1942 : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne... ». Six batailles scandent l'année 1943 (Stalingrad, Guadalcanal « le Verdun du Pacifique », la perte de l'Afrique du Nord par l'Axe, l'opération « Citadelle » c'est-à-dire la bataille de Koursk, puis la fin du *Scharnhorst* dans l'Arctique en décembre) et quatre pour l'année 1944 (Le Jour J, la ruée de l'Armée rouge vers l'Ouest, la bataille des Ardennes). Plus surprenant est le choix du « martyr du Havre » le 12 septembre 1944, ville détruite à 90 % et comptant près de 5 000 victimes, mais c'est l'occasion d'expliquer la bataille de Normandie. Enfin, sept événements d'inégale importance sont mis en avant en 1945 : Yalta et les capitulations allemandes puis japonaises à côté de la prise du pont de Remagen sur le Rhin (7 mars), de la bataille d'Okinawa (1^{er} avril), ou de la condamnation à mort du maréchal Pétain en France le 15 août 1945.

Si le choix de quelques événements centrés sur la France pourrait paraître discutable dans le cadre d'un conflit mondial, -- mais le livre s'adresse à un lectorat français --, l'entrée française retenue est rééquilibrée par des éclairages complémentaires du conflit. Par sa présentation, ses mises en perspective et la diversité des sujets traités, cet ouvrage dirigé par Claude Quérel est susceptible d'intéresser un large public ; il peut aussi être un bon outil pour les professeurs d'histoire et de géographie travaillant sur la Seconde Guerre mondiale.

Christian BOUGEARD

JAUFFRET Jean-Charles, *La Guerre d'Algérie. Les combattants français et leur mémoire*, Odile Jacob, Paris, 2016, 298 pages.

Durant huit longues années, la guerre d'Algérie mobilisa près de deux millions de soldats français, appelés, réservistes, professionnels. Ces hommes constituent la dernière grande génération du feu. Cette expérience leur laissa une mémoire généralement douloureuse. C'est ce traumatisme que Jean-Charles Jauffret analyse grâce à un millier de témoignages directs recueillis au cours des vingt dernières années, témoignages recoupés avec les archives militaires, des fonds privés, des souvenirs publiés, des films.

L'ouvrage suit les hommes depuis leur incorporation jusqu'à leur libération. Toutes les phases préalables sont présentées, le conseil de révision, les sursis, les charivaris, les classes, les entraînements spécialisés. Des oppositions ponctuelles au départ sont enregistrées, notamment en 1955 et 1956 ; certains appelés se disent « déportés en Algérie ». Puis vient le départ en bateau, souvent dans des cales surchauffées. La découverte de l'Algérie, littorale et intérieure, le choc dû au dépaysement et à la beauté de la nature, aux senteurs inconnues, inspirent de belles pages. Les relations humaines avec les pieds noirs et les musulmans sont bien caractérisées. Les combats, comme l'embuscade de Palestro ou la bataille d'Alger, les péripéties politiques, telles le 13 mai 1958 et la semaine des barricades, font l'objet de développements précis. L'auteur accorde une attention toute particulière au vécu des hommes, à l'expérience militaire associant archaïsme et modernité, au baptême du feu, aux méthodes de l'adversaire, aux relations avec les civils et au rôle des instituteurs mobilisés. Dans un chapitre intitulé « La pacification fait rage » il étudie les violences commises par

les deux camps, tortures infligées par l'ALN ou par l'armée française, viols, en remarquant que la barbarie des uns n'excuse pas celle des autres (p. 142). Il n'oublie pas le cas des soldats insoumis ou objecteurs de conscience. Il décrit aussi l'isolement des hommes dans des cantonnements plus ou moins précaires : « le poste tient à la fois du bidonville, du retranchement et du camp scout » (p. 171). Il évoque la sociabilité masculine, l'argot en usage, le climat psychologique, même le sentiment religieux et la sexualité. Le retour s'effectue sans fanfare ; la réadaptation à la vie civile se révèle souvent difficile et certains ne parviennent pas à surmonter le traumatisme infligé par une guerre sans nom.

Le livre de Jean-Charles Jauffret se signale par la richesse des informations qu'il offre. C'est plus qu'une simple relation de la vie quotidienne stricto sensu car il comporte nombre de réflexions de fond sur les implications et le sens d'une telle guerre dans le contexte culturel de l'époque. Il faut aussi louer l'équilibre et l'honnêteté de l'étude qui ne cède jamais au manichéisme. La conclusion, en forme d'égo-histoire, apporte une délicate note d'émotion. Une réussite.

Ralph SCHOR

HISTOIRE RÉGIONALE



Frédéric MORVAN (dir.) « *Histoire de Bretagne, Dictionnaire du vocabulaire de l'Histoire de la Bretagne* », éditions Encyclopédie de la Bretagne, Millau, novembre 2015, 262p., 19,90 euros.

L'idée est intéressante ; tous les chercheurs ou étudiants travaillant sur l'Histoire de la Bretagne auraient pu trouver dans un tel ouvrage, un accès facile et regroupé à certains termes rencontrés ou indispensables pour situer leurs écrits. Des termes dont la signification serait appréhendée dans leur évolution chronologique. Mais au juste avec quelles limites ?

Quelle datation de départ ? Et quelle datation d'aboutissement ? Si le titre ne l'évoque pas, la préface semble considérer qu'après 1789, il n'y a plus d'histoire de la Bretagne ! On peut le contester. La préface donne encore une orientation en axant ce dictionnaire sur le monde judiciaire, le cadre religieux, les taxes et la société réduite au triptyque, « fermier, paysan et banquier » ! Ces remarques augurent de multiples interrogations. Quid du duché et de l'aspect politique par exemple ?

La lecture conforte ces craintes, car plusieurs critiques de fond peuvent être relevées.

D'abord des oublis ; si quelques spécificités bretonnes sont expliquées, comme domaine congéable, quevaisse, machtiern..., les explications sont incomplètes. Plus grave, les oublis grossiers : sur les cartes et portulans, les auteurs ignorent l'école de cartographie du Conquet ; sur l'apanage, il n'y a rien sur l'apanage de Penhièvre ; sur la gabelle, le cas de la situation en Bretagne est très brièvement vu et néglige la Révolte des Bonnets Rouges (suscitée pourtant par la crainte de l'établissement de cette taxe dans la province). Sur le terme de métropole, il n'y a aucune allusion au conflit de la métropole de Dol. Il manque la définition de pays d'états (par rapport aux pays d'élection) et d'ailleurs, les états de Bretagne sont oubliés, et la commission des états au rôle si important au XVIII^e siècle est expédiée en 2 lignes. Rien ou presque non plus sur la Chambre des comptes de Bretagne, héritage ducale. Le Parlement est toujours mentionné comme celui de Rennes, alors qu'il s'agit du Parlement de Bretagne. Dans un autre domaine, Le « battage des grenouilles » oublie de citer la célèbre intervention la nuit du 4 août 1789, du député breton Le Guen de Kerangall, etc... Le choix des entrées répond à une logique difficile à saisir : ainsi, elles incluent les saints nantais, Donatien et Rogatien, mais aucun des autres saints bretons, Guérolé, Gildas, Samson...

Il y a des erreurs et des contradictions : l'origine des Intendants dans l'entrée « Intendance » est (notamment) « l'héritage des Intendants d'armée » et dans l'entrée « généralités » celui de « Maîtres de requêtes ». A propos du mot mercuriale, sa signification comme liste de prix de denrées est carrément oubliée ; tout comme l'aspect éminemment variable des casuels. La marche de Bretagne est faussement assimilée au seul futur comté du Maine !

D'une façon générale, on a la désagréable impression que le dictionnaire concerne moins la Bretagne que le royaume de France. Les développements sur de nombreux thèmes sont muets sur des exemples bretons ou du moins très elliptiques : l'Amirauté détaille les sièges dépendant de Paris ou de Rouen mais pas de Rennes. De même, pour les entrées « chapelain », « compagnon », « charte », « dot », « douaire », « gage », « Tour carrée », « Mallus ou Malberg » etc... Ou le terme de « polyptique » (sic) lié uniquement à Saint-Germain-des-Prés !

Mais pour certains autres termes de base, la définition reste elle-même très incomplète, ainsi celle sur les Devoirs ne fait-elle qu'une ligne.

Peut-être les auteurs ont-ils cru qu'en développant excessivement l'entrée « hiérarchie des personnels de la Marine » sur 43 pages, cela pouvait suffire à traiter l'histoire de la Bretagne ? Mais ici encore, cet article pourrait figurer dans un ouvrage généraliste.

On regrette enfin l'absence même d'index, pourtant indispensable dans ce type d'ouvrage,

En fait, c'est la cohérence et la profondeur du travail collectif des quinze auteurs qui pose question et qui étonne ; car on relève quelques grands noms ; ainsi celui de Jean-Pierre Leguay, mais ...décédé depuis février 2013 ! Une présentation même sommaire des auteurs aurait été bienvenue...

D'autres ouvrages sont annoncés dans cette collection ; on les attend avec appréhension.

Alain PENNEC

Joseph PINARD, 50 (et une) Nouvelles Chroniques D'histoire Comtoise, Editions Cêtre, Septembre 2015, 216 p., 19,50 euros.

Profondément attaché à une terre qu'il n'a quittée que pendant ses quatre années d'études à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, Joseph Pinard a rédigé des centaines de notes et d'articles d'histoire locale parmi lesquels il a sélectionné la matière de trois ouvrages. Publiés en 2007 et 2008 sous le titre *50 Chroniques d'histoire Comtoise*, le premier était centré sur divers aspects de la vie quotidienne et sur un certain nombre d'événements, tandis que le second s'attachait à l'évocation de *Comtois, Comtoises célèbres ou méconnu(e)s*, ainsi que l'indique un sous-titre.

Avec ce troisième volume, c'est « un hymne vibrant à la Franche-Comté... » que Joseph Pinard nous propose, sous une sorte de patronage du grand historien (comtois !) Lucien Febvre, dont il avait rappelé le parcours de militant socialiste à Besançon dans un livre précédent. Précédées d'une introduction de quelques lignes pour les situer dans leur contexte, chacune des 50 (et une) chroniques qui font l'objet de la présente publication est le fruit d'une recherche approfondie, comme en témoignent les nombreux extraits de textes proposés au lecteur. En quatre pages, tantôt l'auteur présente le récit très vivant d'un événement, l'exposé argumenté d'une situation particulière, tantôt il esquisse le portrait d'une figure comtoise, illustre ou non, dont il rappelle l'action et le rôle, tout aussi bien qu'il évoque les visages anonymes d'un groupe humain dont l'histoire garde le souvenir. C'est ainsi qu'au fil des pages on rencontrera, parmi bien d'autres, nombre de personnalités du monde politique comme Jean Minjot maire de Besançon pendant vingt ans, Georges Perrot ministre sous la troisième république, ou le marquis de Moustier élu local et national, mais aussi Proudhon,

Pasteur, Louis Pergaud ou un soldat condamné au bagne pour avoir défendu le malheureux Bersot, fusillé à la suite de l'affaire du pantalon... Les vigneronniers de Battant y trouvent leur place, comme aussi les ouvriers de Lip ou des collégiens bisontins... parmi lesquels figure Joseph Pinard. Rédigées au départ pour la page d'histoire du bulletin municipal *Besançon Votre Ville*, ces chroniques accordent une large place à la capitale régionale et aux Bisontins ; mais c'est aussi toute la Comté que l'auteur met en valeur au travers d'épisodes dont certains relèvent de l'histoire générale tandis que d'autres sont davantage liés à des péripéties locales. Les deux derniers siècles tiennent une place privilégiée dans ces pages, les chapitres se succédant ici dans un ordre chronologique.

Comme il le reconnaît lui-même en introduisant son ouvrage, Joseph Pinard est un passionné. On ne s'étonnera donc pas si le militant et l'ancien élu qu'il fut ne déguise pas ses sentiments et accorde une place importante à des causes qu'il a toujours défendues. Ainsi en est-il de son combat contre l'antisémitisme avec plusieurs chroniques spécifiquement consacrées à cette question et les nombreuses incidences qui parsèment ses textes. Si plusieurs chapitres ont été conçus à partir de ses propres réflexions ou de souvenirs personnels, la plupart reprennent en une sorte de synthèse très simple les éléments principaux d'études beaucoup plus complètes, déjà publiées et auxquelles il fait référence, révélatrices de ses engagements en faveur des grands principes de la démocratie et de la laïcité. Tout en cherchant à distraire par le rappel des faits les plus divers, c'est donc aussi à la lecture de pages d'instruction civique que nous convie l'ancien professeur en invitant à la réflexion sur des thèmes dont certains se retrouvent dans une actualité toujours vivante.

Jacques JARRIOT

PARET Philippe, *Le communisme rural en Haute-Vienne. Étude d'une culture politique de la Libération à la fin des années 1960*, Limoges, Pulim, 2014, 211 p. (20 euros).

L'Université de Limoges et ses presses occupent une place essentielle depuis une dizaine d'années pour la publication d'études sur des sujets de la région limousine. La voie ouverte pour la connaissance du communisme par Laird Boswel et Dominique Danthieux appelle des extensions chronologiques, et l'apport de Philippe Paret lève le voile sur l'après-guerre. Plutôt qu'une étude de l'implantation, il entend réfléchir sur une de ses composantes, la culture politique, c'est-à-dire la façon dont les pratiques militantes ont façonné le corps social des campagnes et les raisons de l'influence communiste dans le monde rural, phénomène commun à d'autres régions jusque dans les années 1960, tendant à la baisse ailleurs, mais persistant en Haute-Vienne en dépit des divergences des militants se réclamant du communisme qui devient réalité vingt ans plus tard avec la naissance du mouvement "Alternative, Démocratie, Socialisme" de Marcel Rigout. La puissance persistante du communisme limousin s'expliquait par le rôle des communistes dans la Résistance. Certes, mais cette explication causale masque d'autres phénomènes persistants plus profonds.

Qui dit rural invite à élargir la réflexion sur les seuls agriculteurs à d'autres types de populations parmi les plus démunies. Une culture politique, marquée par l'influence républicaine, puis socialiste, enfin communiste, se développe depuis près de deux siècles dans une région peu marquée par la grande industrie, par l'agriculture productiviste et par l'urbanisation intense. Comment des événements aussi graves que les guerres peuvent-ils infléchir des caractères qui résultaient de pratiques anciennes ?

L'influence durable du communisme dans les campagnes limousines

vient, non pas de son projet politique, mais de sa capacité à comprendre les conditions de vie menacées par la modernisation de l'agriculture et à défendre le mode de vie. Les communistes savent défendre les traditions et en même temps proposer des évolutions compatibles avec l'appartenance déterminée à la ruralité. Pour combien de temps ?

L'auteur, sans avoir utilisé les archives du Parti communiste français, maintenant ouvertes, a exploité uniquement les dossiers des archives départementales de la Haute-Vienne et de trois communes. Lecteur du seul *Écho du Centre*, Philippe Paret a eu des entretiens avec neuf militants. Quatre d'entre eux, dont celui de Raymond Constans, ancien secrétaire fédéral, sont reproduits en annexe

En sept chapitres et quatre entretiens publiés en annexe, Philippe Paret définit la culture communiste après avoir évoqué l'implantation qui a fait la force du communisme rural dans de la Libération à la fin des années 1960. Tout passait par un réseau de 970 élus en 1946, soit quatre fois plus qu'avant la guerre. Tous tirent leur légitimité de la part prise contre l'occupant. L'activité sur le terrain des militants pérennise le choix d'une organisation aux structures solides et actives pouvant compter sur d'autres associations "satellites". Mais la concurrence socialiste l'empêche d'être hégémonique. Le quotidien *L'Écho du Centre*, "outil majeur dans la création de la culture politique", assure l'équilibre dans les attentes des militants ruraux et urbains. Les communistes ruraux prennent la défense du monde rural qu'ils connaissent bien par leur présence. Ils en tirent des conclusions qui se retrouvent dans leur manière de militer. Ainsi lors de la lutte contre la guerre d'Algérie, ils insistent sur des conséquences pour les campagnes, la diminution de la main d'œuvre et la tendance au maintien des prix élevés. Les actions concernent la défense des statuts ou la création de coopératives

tout en suivant les rassemblements plus larges du comité de Guéret. Face à l'évolution vers des formes nouvelles de modernité, se réclamant de Jacquou le Croquant, ils défendent la tradition tout en proposant des aménagements inédits. La conception des communistes peut paraître simple : défense des petites exploitations, critique des gros possédants, marxisme simplifié, refus des approches chargées d'idéologie, rappel des grands moments de l'histoire limousine. D'après le témoignage oral du journaliste Georges Châtain, le Limousin communiste paraît "plus instinctif que théorique" (p. 149). S'ajoutent d'autres aspects de la culture politique des communistes : la recherche de la modernité adaptée et d'une sociabilité modernisée, l'utilisation du PCF comme "porte-voix", l'attachement au PCF-rassembleur et animateur, "un outil d'analyse" selon Freddy Le Saux (p. 183).

Cette recherche s'appuie sur des parallèles établis avec les histoires générales du communisme et des travaux récents de chercheurs sur les questions de la politisation des milieux ruraux. A partir d'une documentation inédite restreinte, Philippe Paret établit une analyse qui se tient. Tout en laissant planer le doute sur la nature du travail (sociologie politique ou histoire politique) et sur la problématique (étude d'une implantation ou d'une représentation), cette incertitude touche aussi l'utilisation d'un sigle pour l'objet étudié (majorité de "PC" se mêlant aux "PCF" minoritaires). Brouilles certes, qui s'accompagne d'une absence d'index nominatif !

Jacques GIRAULT

AMÉRIQUES, RUSSIE



Jean-Jacques BONPARD – « *Libraires du Nouveau Monde* », Presses Universitaires de Grenoble, 2015, 224 pages, généalogies, bibliographies, 23 euros.

L'auteur est le descendant d'une ancienne famille du Briançonnais qui a engendré des « libraires », entre le XVIII^{ème} siècle et le XIX^{ème} siècle, dont certains, comme le sous-titre l'indique, ont migré » jusqu'à Rio de Janeiro. Dans les montages alpines, les longs hivers, les ressources agricoles limitées, ont poussé de nombreux montagnards à devenir colporteurs dans les plaines proches d'Italie et de France, mais parfois au-delà des mers ; le cas des « Barcelonnettes » au Mexique est bien connu, les recherches ayant bénéficié des archives à la fois françaises et mexicaines car la majorité d'entre eux revenaient une fois fortune faite, se faisaient édifier de belles demeures. Des liens perduraient avec leurs descendants restés sur place.

Ici, on est dans un autre cas de figure, car côté français, pratiquement pas d'archives, sauf quelques souvenirs familiaux chez les rares dont un ancêtre est revenu, ce qui est le cas de l'auteur ; il faut donc passer par les chercheurs brésiliens dont l'auteur nous livre un condensé sur deux siècles.

Ce ne sont pas moins de 8 familles, plus ou moins liées entre elles, issues de la petite vallée de la Guisane, ancienne communauté de « La Salle », hameau du « Bez », qui, très tôt, se sont instruits, ont fourni des instituteurs itinérants, vont faire commerce du livre et vont contribuer à l'essor de l'édition dans divers états italiens, en Espagne, au Portugal, et c'est de là que partira l'aventure brésilienne pour certains, ce qui fait la majeure partie de l'ouvrage.

C'est une première, que ce contenu, pour nous français, alors que ces hommes ont contribué dès le XVIII^{ème} siècle à diffuser des ouvrages majoritairement français (de religion, de médecine, de sciences, d'esprit des Lumières) auprès des élites de la colonie du Brésil, puis de l'Etat indépendant après 1822. Leur rôle au-delà de la diffusion d'ouvrages Européens, dans l'impression de journaux, d'autant

plus nombreux après l'indépendance, avec la liberté de la presse. L'étude est très détaillée sur le contenu des librairies, laisse à penser que les élites, au XVIII^{ème} siècle, comme en Europe, étaient très francophiles.

De plus, la vie et l'évolution politique sont très bien traitées, avec l'implication de nos « libraires ». L'ouvrage est tout à fait passionnant, une véritable découverte.

Mireille MIALOT

Catherine de MONTLIBERT – *L'émancipation des serfs de Russie – 1830-1861 – le combat des exilés russes en France*. 2015 – Les Editions de Paris – collection Essais et Documents - 153 pages – 17 €

Ce livre d'histoire politique rappelle ce qu'était la Russie au milieu du XIX^e siècle, un empire autocratique, qui va proclamer l'émancipation des serfs par le Manifeste de Sa Majesté Impériale Alexandre II le 19 février 1861. Le Manifeste, « octroyant aux serfs les droits des sujets ruraux libres », est lu dans tout l'empire, sur les parvis des églises après une messe solennelle d'actions de grâce. Comprendre mieux cet événement est le défi de l'enquête minutieuse menée par C. de Montlibert, docteur en Histoire, rattachée depuis 2008 à l'E.H.S.S. (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales).

Parce que le servage est un élément sur lequel est construite la société russe jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le remettre en cause revient à transformer totalement la société. Jusqu'en 1857, dans l'empire russe s'opposer au servage était considéré comme un crime relevant de la justice pénale ». Cette situation de privation de droits pour les serfs paraissait depuis bien des décennies comme un état de fait. Cependant, l'Auteur nous explique que des changements importants dans l'activité économique globale ont eu lieu, en ce milieu de siècle comme le développement des cultures d'exportation et celui des voies de communi-

cation qui ont bouleversé petit à petit les bases de ce système de servage.

De grands penseurs russes, proscrits et réfugiés en France, ont décrit les conséquences, négatives, du servage et les nécessités d'émanciper cette classe sociale misérable ; ce sont Nicolas Tourgueneff (1789-1871) Alexandre Herzen (1812-1870), Pierre Dolgorouki (1816-1868), Ivan Tourgueniev (1818-1883) Et Nicolas Troubetskoï (1807-1874), issus de la noblesse russe, demandant au pouvoir autocratique une nouvelle organisation politique. Les chapitres, consacrés à chacun de ces penseurs, sont fort bienvenus. On peut retenir les propos d'Alexandre Herzen, de février 1855 adressant une lettre à Alexandre II par laquelle il l'enjoint à libérer les serfs. « Sire, donnez la liberté à la parole russe... Donnez la terre aux paysans. Aussi bien elle leur appartient ; lavez de la face de la Russie la honte du servage, guérissez les plaies bleues que le fouet a laissées sur le dos de nos frères – ces effroyables traces – du mépris de l'être humain. »

En résumé, l'ouvrage démontre que la parole politique des proscrits russes, exilés, a ouvert la porte de l'émancipation pour les serfs, mais ces droits politiques nouveaux, incomplets, ont été vite remis en cause par la grande noblesse et la bourgeoisie.

Bernard GEOFFROY

Daniel ROYOT et Vera GUENOVA, *Les Aventuriers du Missouri. Sacagawea, Lewis et Clark à la découverte d'un nouveau monde*, Paris, Vendémiaire, 2015, 318 pages, 20 euros.

L'expédition lancée par Thomas Jefferson à travers le continent américain est bien connue, l'action de Meriwether Lewis et de William Clark également. Les deux auteurs ont donc innové en mettant l'accent de leur ouvrage sur Sacagawea. Cette jeune femme Shoshone a été longtemps négligée, mais le bicentenaire de l'expédition et le rôle des féministes américaines lui

ont donné une nouvelle jeunesse avec statues, timbre, publications, un peu comme cela avait été fait pour Pocahontas. L'ouvrage commence donc par une présentation des Indiens sur le parcours du Corps de la Découverte, puisque tel était le nom de l'expédition, et tout particulièrement de la tribu de leur héroïne, qui grâce à elle, fournira des chevaux aux explorateurs quand ils abandonneront leurs embarcations. Ensuite ils la suivent comme seule femme du groupe, comme guérisseuse et apportant un peu d'humanité dans ce monde de brutes, comme mère ayant donné naissance à son fils, baptisé Jean-Baptiste, dont le père était un trappeur canadien. Tout s'est bien passé, dans la mesure où dans chacune des tribus visitées les squaws s'offraient aux hommes, en espérant quelque distribution d'objets, ce qui soulageait les tensions. L'ouvrage suit l'expédition avec insistance sur Sacagawea, dont le rôle n'est malgré tout pas essentiel, sans elle le but aurait probablement été atteint... Plus intéressant sont les pages sur le devenir des membres de l'expédition, la jeune femme est morte en 1812 comme son deuxième enfant, mais son fils a été élevé par Clark et a connu une existence extraordinaire.

Un livre agréable à lire, bien documenté, qui a tiré honorablement parti d'une inflexion récente dans la perspective.

Jacques PORTES

Ekaterina ZHURAVSKAYA – « *Quel fédéralisme en Russie ?* », Editions Rue d'Ulm, Paris 2014, 64 pages, 7 euros.

Outre les réformes de libéralisation économique, la Russie a connu, depuis les années 1990, deux périodes contrastées de conduite d'un Etat fédéral. Dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle, la politique de décentralisation sous Elstine, en réaction contre l'hypercentralisation soviétique. L'ampleur du bouleversement a été considéré comme un des facteurs de l'effondrement économique russe.

La période Poutine qui a suivi a pris le contre-pied par des mesures systématiques de recentralisation des finances publiques et de la direction politique, dont l'auteur présente, avec une bibliographie entièrement en langue anglaise, les atouts et les faiblesses. Pour estimer qu'elle n'est pas moins néfaste que la décentralisation engagée dans les années 1990.

Autre volet de cet opuscule : une présentation comparative des expériences tentées dans d'autres pays fédéraux au cours du siècle écoulé : le Mexique du P.R.I., la Chine, pour en expliquer les insuffisances et les échecs. Et de prédire que « le succès du fédéralisme en Russie dépendra dans une large mesure de la promotion de la démocratie à tous les niveaux, et pour l'instant la tendance reste inverse ».

Roland FROMENT

ASIE



Julien THOREZ & alii, *Asie centrale, des indépendances à la mondialisation*, Ellipses, collection 50 fiches, 2015, 143 pages.

La collection « 50 fiches » qui cible surtout les étudiants de classe préparatoire économique et commerciale fournit plusieurs ouvrages d'histoire, géographie, géopolitique pour aborder le continent asiatique. L'ouvrage sur l'Asie centrale est fidèle à la collection, pluridisciplinaire, synthétique, avec un souci de méthode et de problématisation, sans oublier une bibliographie conséquente et des documents cartographiques efficaces. Sous la direction de Julien Thorez, Adrien Fauve, Sophie Hohmann et Emmanuel Giraudet nous permettent d'aborder une région à l'articulation des mondes iranien, turc, russe et chinois où les Etats enclavés sont en construction.

Quatre grands thèmes successifs : des nations en construction ; l'Asie centrale dans la mondialisation : une

région convoitée ?; une région glissant du Nord au Sud et une région entre intégration et segmentation; 50 fiches plus tard nous avons les principales clés en main. En effet l'exercice est redoutable, d'où la diversité des réussites, mais ici nous tenons une excellente leçon d'histoire du temps présent. L'ouvrage aborde clairement la réactivation des frontières qui permet la construction des nations, la complexité politico-ethno-religieuse de chacun des Etats, la nouvelle place de l'Asie centrale dans le « grand jeu » continental et mondial. Le jeu de chacun des grands acteurs régionaux (Turquie, Iran, Russie, Chine), des intervenants de la mondialisation (USA, entreprises), des Etats, des élites, est décortiqué de façon méthodique. Les grands enjeux sont abordés au niveau des différents Etats (Kazakhstan, Turkménistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan) mais aussi à l'échelle régionale, ainsi, l'eau, l'énergie, les migrations, les transports, la formation, les communautés sont l'objet de synthèses.

Que dire sinon que la complexité de cet espace au cœur du continent nous est bien déconstruite. Merci aux auteurs pour cet exercice difficile et parfaitement réussi. Cependant les frustrations sont nombreuses car une fois les fils dénoués, les fiches nous invitent à poursuivre l'analyse par d'autres lectures. Autre point de satisfecit, le choix des cartes et des documents d'accompagnement toujours en point d'appui dans un espace peu commode. Toutes les problématiques ne sont pas abordées mais la qualité synthétique est remarquable. A conseiller à tous les étudiants à la recherche d'une compréhension géopolitique mais aussi à tous les collègues qui veulent échapper à la simplification dramatique des médias pour aborder ces réalités socio spatiales.

Claude RUIZ

Philippe CADENE, Isabelle MILBERT, *Inde et Asie du Sud*, Ellipses, Collection 50 fiches, 2015, 135 pages.

L'Inde est au programme des concours d'enseignement et la parution de cet ouvrage destiné au premier cycle universitaire et aux classes préparatoires est le bienvenu sur le sujet. 50 fiches regroupées selon les thèmes suivants: une situation construite sur une longue, histoire ; les huit Etats, une entrée tardive dans le monde; géopolitique, la multiplicité des conflits; développement durable, la fragilité face à l'environnement ; géographie, la croissance des inégalités régionales; les acteurs du développement, l'adaptation à la mondialisation ; s'y ajoutent des analyses de films et d'ouvrages de littérature ainsi que trois sujets corrigés. Cette approche pluridisciplinaire permet d'aborder de très nombreux facteurs et d'expliquer à la fois une certaine unité géographique mais aussi la multiplicité des tensions entre les Etats et intra étatiques. Cependant, réduire l'approche géographique aux seules inégalités régionales ne facilite pas toujours la synthèse recherchée sur le plan socio-spatial et il faut bien montrer aux lecteurs que la géopolitique n'est qu'un type d'analyse de l'organisation spatiale.

Le travail d'analyse est de grande qualité, car soucieux de bien montrer la complexité de construction de cet espace régional. La diversité ethnique, mais aussi les valeurs communes «issues d'une longue histoire migratoire», les constructions et les démontages de royaumes, les confrontations religieuses et le rôle très néfaste de la colonisation anglaise sont abordées de façon claire et efficace. La présence de nombreuses cartes permet de comprendre un certain paradoxe, une entrée tardive mais rapide dans la mondialisation, freinée néanmoins par le poids des obstacles géopolitiques, sociaux et l'extrême fragmentation socio spatiale. Les problématiques proposées pour chaque double page sont très éclairantes en particulier sur les différents acteurs dont les rôles sont fondamentaux : la diversité des structures étatiques et des choix politiques, les petites entreprises et

le fonctionnement social, les ONG diffuses dans les tissus socio économiques, l'importance des classes moyennes, l'apport des diasporas et le rôle des femmes donnent lieu à de très bonnes synthèses. Un travail qui peut rendre d'importants services aux étudiants comme aux enseignants qui recherchent des synthèses solides et une mise à jour sur des espaces de plus en plus présents, qu'il faut aborder pour comprendre le monde actuel.

Claude RUIZ

E. FRECON, A. PAUTET, *Asie de l'Est et du Sud- Est, de l'émergence à la puissance*, Ellipses, Collection 50 fiches, 2015, 135 pages.

La couverture de l'Asie se poursuit chez l'éditeur Ellipses, dans la collection 50 fiches destinée au premier cycle de l'enseignement supérieur. L'approche pluridisciplinaire est bien sûr présente, mais au contraire du volume sur l'Asie centrale, qui porte sur 60 millions de personnes, ici en Asie du Sud et du Sud Est la masse démographique en jeu dépasse les 2,1 milliards d'habitants. L'ampleur de la tâche devient considérable pour un exercice de synthèse assurée par vingt auteurs, ce qui pèse sur l'homogénéité du rendu.

En effet, si de nombreuses fiches sont des mises au point remarquables, des synthèses efficaces à l'image de la surinsularité à travers le cas du Japon, le conflit du Timor oriental, des triangles de croissance aux corridors de développement ou le crime (dés) organisé en Asie orientale, le découpage en chapitre renforce la fragmentation et le manque d'une vision globale qui réduit de fait la Chine à la portion congrue. Les thèmes retenus sont, Histoire, Géopolitique, Développement durable, Géoéconomie et Géographie ; logique pluridisciplinaire mais qui se traduit par une absence de problématisation globale.

Un outil précieux pour le travail oral et les synthèses, l'ensemble est soutenu par des cartes couleurs qui sont un

très bon appui au texte, de même que les documents d'accompagnement. Les schémas en noir et blanc sont bien choisis, mais la répétition de certaines cartes couleurs dans le texte, en noir et blanc, peu utiles. Les sujets corrigés, qui terminent l'ouvrage, sont bien dans l'esprit des concours et seront d'une grande utilité aux étudiants. Merci à l'éditeur pour ce travail qui nous offre à la fois des mises à jour, des questionnements et des propositions de démarches.

Claude RUIZ.

Romain BERTRAND, *Le long remord de la conquête. Manille-Mexico-Madrid. L'affaire Diego de Ávila (1577-1580)*. Paris, Seuil, 2015. 566 p., 14 illustrations, 14 cartes, glossaire des termes idiomatiques, notes et index général. 25 euros.

Au départ en 1577, il s'agit d'un procès d'Inquisition mettant en cause le jeune Diego Hernández de Ávila « ensorcelé » par deux servantes indigènes alors qu'il vit sur l'île de Cebu aux Philippines. La rumeur des rêves sulfureux de Diego portant atteinte à la réputation du gouverneur Francisco de Sande, se répand comme une traînée de poudre. Malgré le jeune âge de l'enfant, l'affaire se conclut par un procès en haute justice pour sorcellerie et atteinte à l'autorité de la Couronne. Ce qui n'est, a priori, qu'un énième procès de sorcellerie prend en réalité une dimension extraordinaire mettant en émoi voire en branle toute la société coloniale des Philippines au XVI^e siècle. Comment rendre compte de cette affaire ?

En s'inspirant des travaux du sociologue Erving Goffman, Romain Bertrand fait le choix délibéré d'une « histoire connectée » qui privilégie une sociologie des rôles impliquant le rejet d'une psychologie qui ne prendrait en compte que les biographies et les ambitions personnelles des protagonistes. Dans ce bout du monde que sont les Philippines au XVI^e siècle, se côtoient moins des acteurs indivi-

duels que des mondes en situation de contact. Musulmans de Brunei, Chinois, Malais, négociants de tout poil se heurtent aux soldats espagnols misérables, aux *encomenderos* rapaces, aux Augustins exaltés et aux cohortes de domestiques indigènes ravalés au rang d'esclaves. Ultime déversoir de l'Empire, les Philippines sont appréhendées pour ce qu'elles sont : une zone de contacts et d'interférences entre les divers mondes qui constituent les Indes orientales. Le procès en sorcellerie devient l'occasion de faire surgir ces mondes où chacun affiche ses appartenances, ses codes d'estime de soi et ses rituels de présentation sociale.

L'importance extraordinaire accordée à l'affaire de Diego de Ávila ne se comprend qu'en relation avec le *cur-sus honorum* affiché par le gouverneur Francisco de Sande. Cet acteur de premier plan dans le procès, fait carrière à l'échelle de l'empire espagnol et compte bien monnayer un séjour déplaisant aux Philippines par un poste d'auditeur en Nouvelle-Espagne. Membre de la hiérarchie verticale des *letrados issus* de l'Université de Salamanque, il revendique haut et fort sa pureté de sang et affiche avec arrogance une appartenance discutable à la noblesse. Son monde s'inscrit dans un puissant réseau de parents, d'amis et de protégés, tous enracinés dans la terre de Cáceres où le gouverneur s'emploie à constituer un majorat pour ses héritiers. Les divagations de Diego qui affirme l'avoir vu brûler en enfer, risquent de ruiner son crédit dans le cercle restreint des grands serviteurs de l'Empire.

S'opposant aux *letrados* et au gouverneur, surgit le monde des soldats misérables qui ont participé à la conquête des Philippines menée en 1565 par Legazpi. Méprisés, taraudés par les fièvres, usés par la misère, il s'agit d'exclus qu'unissent infortune et adversité tout autant qu'amertume et rancœur. L'ambition ultime de ces soldats est d'arracher, avec les dents s'il le faut, *encomiendas* et *reparti-*

mientos. Soudés par la conquête et par la dévotion au même Chef, ils sont unis par des liens de solidarités horizontales dont l'influence locale est minime.

Egalement honni du gouverneur apparaît le monde des religieux en l'occurrence celui des Augustins. Parcourant sans répit les villages indigènes, ils marquent les esprits par un mysticisme exalté et des flagellations rigoureuses qui valent à certains d'entre eux, un renom de sainteté. Défenseurs des indigènes, ils dénoncent avec virulence tous les abus et sèment parmi les Espagnols les germes vivaces du remord de la conquête. Diego et son oncle vivent dans un couvent de l'Ordre et baignent dans cet univers d'exaltation fébrile où quelques Augustins forts de leur aura religieuse, légitiment les divagations de l'enfant.

Dans les interstices de ces mondes se glisse celui de Diego, un enfant avec ses jeux et ses premiers émois amoureux et surtout celui silencieux des deux servantes indigènes, Inès et Beatriz. Romain Bertrand excelle à évoquer ce monde ancillaire méconnu où il fait pénétrer le lecteur par effraction. Arrière-cours, cuisines, ressers sont le domaine d'une domesticité réduite à l'esclavage. L'auteur lui restitue une parole en donnant vie aux rituels de confection des philtres et des onguents. Mais ici, chacun appréhende l'autre avec sa grammaire propre et les codes linguistiques qui sont les siens. De simples guérisseuses indigènes dont les services sont couramment requis pour soulager et protéger, se voient taxer de sorcellerie démoniaque encourageant la pire des condamnations. S'appuyant sur l'analyse des discours (extraits d'archives), empruntant à l'archéologie (étude des tibors, du canard en étain) et à l'ethnographie (rituels indigènes), l'auteur exhume divers univers culturels, leur donne vie et sens. L'exposition actuelle qui se tient à Bruges (mars 2016) montre comment au milieu du XVI^e siècle se déploie, entre sabbat et chaudron, le mythe de la sorcière qui se répand dans toute l'Europe et au-delà. L'exposition ap-

porte ainsi une caution supplémentaire à la démonstration de l'auteur. Romain Bertrand signe un ouvrage passionnant et remarquable. D'une plume alerte, l'auteur sait entraîner le lecteur vers des champs nouveaux d'investigation. Quelques préciosités notamment dans l'*Aparté* sur le lac de Côte ne nous semblent cependant pas indispensables.

Anne-Marie BRENOT

Christopher GOSCHA, *Indochine ou Vietnam*, Paris, Vendémiaire, 2015, 18 euros.

Goscha est un éminent spécialiste du Vietnam et tout particulièrement de l'Indochine française. Dans cet ouvrage, très fouillé et remarquablement documenté par les publications vietnamiennes (splendide bibliographie), il démontre que des années 1930 à 1970 le concept d'Indochine n'avait pas disparu des débats internes parmi les Vietnamiens. Sans doute, n'avaient-ils pas la moindre sympathie pour l'Indochine française, mais le choix n'était pas encore fait du nom du pays ; restaient en vogue les appellations d'Annam et d'annamites léguées par les Français, par contre les pays voisins comme le Cambodge et le Laos refusaient leur inclusion dans un ensemble indochinois. Au sein du parti communiste vietnamien, l'Indochine pouvait signifier une union possible entre les trois pays sous la bannière du PC, ce qui était inacceptable pour les Laotiens et les Cambodgiens. Finalement, l'Indochine est passée aux oubliettes de l'histoire tout comme les Annamites du début du XX^{ème} siècle, mais Goscha a livré une analyse précise et astucieuse du devenir de ces concepts. Faut-il le suivre pour autant dans sa conclusion : «... de bien des façons, le communisme vietnamien eut plus de points communs avec le colonialisme français qu'on ne le pense et qu'on est prêt à l'admettre aujourd'hui au Vietnam. »

Jacques PORTES

SECONDE GUERRE MONDIALE



Jean LOPEZ Olivier WIEVIORKA (dir.), *Les mythes de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2015. Pas d'index. 21 euros.

L'objectif de cet ouvrage est de faire le point, en s'appuyant sur des travaux récents et une bibliographie sélective, sur des aspects discutés de la Seconde Guerre mondiale en mettant en question des idées reçues, parfois un peu abusivement baptisées mythes. Pour ce faire, les deux directeurs de l'ouvrage ont fait appel à 21 intervenants, historiens, journalistes de magazines spécialisés dans les conflits, docteurs de l'université, dont deux jeunes historiennes. Il n'est pas possible de les citer ici.

Les titres des 23 contributions posent volontairement des questions provocantes pour montrer à travers des analyses en général plus nuancées en quoi elles sont le plus souvent erronées mais parfois justifiées. L'assemblage des textes suit globalement la chronologie sauf, bizarrement, que le débarquement de Provence, « une opération inutile » est traité avant le corps expéditionnaire français en Italie dont l'auteur montre que le « sacrifice » n'a pas été « inutile », même s'il n'a pas occupé dans la mémoire et les commémorations d'après-guerre la place qu'il aurait mérité. Les études portent sur des chefs politiques (Churchill) et militaires (Montgomery, Rommel, « l'Allemagne a perdu la guerre à cause d'Hitler »), les grandes batailles (la défaite française de 1940 ; en 1941, Hitler aurait devancé une attaque de Staline ; Pearl Harbor ; le Pacifique, un théâtre secondaire ; les bombardements aériens ont vaincu l'Allemagne), les armées et les combattants (la *Waffen SS*, des soldats d'élite ; l'armée italienne était mauvaise ; le soldat américain ne sait pas se battre ; les kamikazes japonais sont

morts pour rien), le rôle des armes anciennes (les *U-Boote*) ou nouvelles (les armes miracles auraient pu tout changer) dans la stratégie allemande, la contribution militaire de la France à la victoire alliée ou le rôle d'Hiroshima dans la capitulation du Japon. On le voit, c'est surtout un ouvrage d'histoire militaire qui, en démontant les idées reçues, répond à un certain sensationnalisme qui irrigue les nombreux magazines consacrés à cette période. On n'y trouve guère qu'une étude sur l'économie soviétique qui « ne pouvait rivaliser avec le potentiel industriel allemand », les chemins « fers de lance de la Résistance française », la place des femmes dans « cette guerre d'hommes », et la critique classique de la conférence de Yalta comme « partage du monde entre les trois Grands ». Des chapitres courts, en général bien argumentés, mais parfois inégaux (de longues citations des discours de Churchill), expliquent les principaux enjeux du conflit en actualisant les savoirs.

Christian BOUGEARD

ANTIQUITÉ



Actes du colloque de Hyères, septembre 2011, *Contacts et acculturations en Méditerranée occidentale. Hommages à Michel Bats*, 566 p., nombreuses illustrations, résumés et bibliographie pour chaque article. BiAMA (Bibliothèque d'Archéologie Méditerranéenne et Africaine), n° 15. Etudes massaliètes n° 12. Ed. Errance/Centre Camille Jullian. Arles/Aix-en Provence. 2015. 55 euros.

Cet ouvrage savant, abondant, et souvent difficile, avec des pages très techniques, s'adresse surtout aux spécialistes de la Protohistoire, et plus particulièrement à ceux, archéologues ou littéraires, qu'intéresse la question des échanges culturels entre « barbares » et « civilisés » sur les rives du golfe de Lion, du VII^e s. av. J.C. à la

fin de l'époque hellénistique – « un des sujets phares de la recherche archéologique de ces trente dernières années », comme il est dit, non sans quelque emphase méridionale, en quatrième de couverture. Ce volume est la publication d'un colloque tenu à Hyères en 2011 en hommage à Michel Bats, un collègue bien connu et apprécié des archéologues métropolitains ; il a fait sa carrière au CNRS, notamment comme responsable des fouilles d'Olbia-de-Provence (une colonie de Marseille fondée au IV^e s. av. J.-C.), et il est l'auteur de nombreuses publications sur les contacts entre Gaulois du Midi, et Grecs, Etrusques ou Puniqes. Il a aussi beaucoup apporté sur le plan méthodologique en montrant comment, à partir des formes de vaisselle (culinaire et de table), on pouvait aboutir à des conclusions assez solides à propos des habitudes de consommation, des évolutions, des nouveautés culinaires, bref de tout ce qui pouvait révéler des influences, des modes venues de l'extérieur chez nos « ancêtres barbares ».

Le défaut de ce (très) gros livre, répétons-le (*namque bis repetita placent*), est d'être beaucoup trop étoffé, trop technique (au hasard, p. 397, à propos des céramiques de Rhodé, colonie grecque en Catalogne, on est obligé de croire l'auteur sur parole quand elle affirme l'originalité des « coupes ROSES 10' et 15, du *kylix* ROSES 30 et 31, du lécythe ROSES 63, du *guttus* ROSES 67, de la possible *lékanis* ROSES 71... », et *caetera* ; les 4 pages de dessins qui suivent n'éclaircissent guère les arcanes de ce terrifiant catalogue !). Il y a au total 48 articles, dont une dizaine en italien, une demi-douzaine en espagnol, et même un en anglais, par un collègue de l'Université de Tel-Aviv qui, à partir du cycle de Samson dans le *Livre des Juges*, propose une comparaison entre les processus d'acculturation en Gaule et en Palestine (p. 131-142). Heureusement, chaque communication s'accompagne de résumés en français et en anglais, ou en italien,

espagnol, et même catalan. Malheureusement, il y a trop de communications sur des questions excessivement « pointues », pour reprendre un mot hélas encore à la mode (je préfère « spécialisées », moins piquant mais plus clair) : pour ne prendre qu'un exemple, p. 31-42, « Un signe de la présence phocéenne en Languedoc occidental : un tétartémorion [quart d'obole] trouvé à Béziers », par trois jeunes brillants chercheurs de l'INRAP, qui nous livrent des réflexions certes intéressantes ... mais cette pauvre monnaie d'à peine trente grammes, au demeurant fort moche, perdue sans véritable contexte au bord d'une route (antique, il est vrai) mérite-t-elle un tel honneur ? Loin de moi l'idée de critiquer tous ces auteurs, parmi lesquels nombre de jeunes chercheurs qui promettent beaucoup. Il est évident qu'ils doivent trouver des supports pour s'exprimer : mais un livre tel que celui-ci aurait trouvé bien plus d'écho s'il avait comporté quelques chapitres de synthèse permettant de situer les questions. Dans cet ouvrage, en fait, il y aurait matière à trois publications distinctes : *Primo*, p. 13-343 : réflexion sur les problèmes liés à l'acculturation en Méditerranée occidentale, à partir d'exemples (parfois trop) précis. Cela pour les historiens. *Secundo*, p. 345-500 : « Autour de la céramique », un thème dans le droit fil des préoccupations de Michel Bats. Cela pour les archéologues. *Tertio*, p. 501-563 : « La logique de l'écriture », c'est-à-dire comment et pourquoi les alphabets grec, ou étrusque, ou ibère, furent choisis par les Gaulois du Midi pour faire leurs comptes, donner des offrandes aux dieux ou marquer leurs noms sur leurs vases. Cela pour les philologues.

Donc, un ouvrage attachant (j'ai tout lu, pris plus de 50 pages de notes, bien aimé par moments, décroché à d'autres), mais trop spécialisé et dispersé pour répondre aux attentes d'un public de collègues généralistes, où beaucoup risquent de se perdre.

Jean-Louis CADOUX

Khaled MELLITI, « *Carthage. Histoire d'une métropole méditerranéenne* », 2016, 549 pages, Perrin 6 cartes + Index, PARIS, 25,00 euros.

Khaled Melliti publie un gros volume intitulé « Carthage. Histoire d'une métropole méditerranéenne ». Il est l'auteur d'une thèse sur la place de l'hellénisme dans l'évolution politique et culturelle de Carthage punique et chercheur associé au laboratoire Mondes sémitiques. L'intérêt de ce livre et sa nouveauté tiennent à l'effort fait par l'auteur pour placer Carthage au centre de l'étude, en tant que métropole en Méditerranée occidentale, alors que, le plus souvent, Carthage est étudiée essentiellement comme adversaire de Rome à travers les guerres puniques des III^e-II^e siècles avant J.-C. ; c'est un apport fort intéressant, bien étayé par de longues pages consacrées à l'apport culturel du monde carthaginois et à ses emprunts au monde grec voisin. On regrettera la rapidité avec laquelle l'auteur se débarrasse de la tradition dont fait état Diodore de Sicile (XX, 14, 16) concernant les sacrifices d'enfants à Carthage. Popularisée par Gustave Flaubert, dans son célèbre roman *Salammbo*, cette pratique cruelle est évacuée très rapidement par l'auteur (p. 81 et note 3 p. 476), qui considère, peut-être avec raison, qu'il s'agit d'un *topos*. Le taureau de bronze était une prise de guerre faite à Agrigente par les Carthaginois et non une invention locale. On aurait aimé, au moins, que l'auteur explique le grand nombre de sépultures d'enfants dans les cimetières de Carthage, dont il ne dit rien. L'éditeur aurait pu éviter bon nombre de fautes gênantes pour le lecteur (p. 233 : l'armée romaine (qui est affaibli), p. 259 : avoir guerroyer, p. 413 : qu'il ait eut, p. 440 : la présence... persistent). À côté des fautes d'orthographe, certains mots sont omis : p. 234 : la chute d'Agrigente ; p. 321 : les descendants d'Héraclès, ou une lettre comme p. 362 : qui rent(r)e. Il ne s'agit pas (p. 284) de la confédéra-

tion attique, mais de la confédération achéenne. Quel est donc ce sanctuaire panhellénique à Naupacte (p. 430) et qui est donc ce roi d'Épire en 189, alors que la dynastie éacide s'est éteinte en 232 ? Sur les rapports avec le monde grec, que l'auteur analyse souvent avec finesse, le lecteur a trop souvent l'impression qu'il considère ce monde comme unifié et doté d'une position commune dans ses relations extérieures. En réalité, le monde hellénistique est un microcosme composé d'une multitude de très petits États, constamment opposés les uns aux autres, y compris les quelques États plus importants (monarchies des Lagides, Séleucides et Antigonides, fédérations étolienne et achéenne) qui passent leur temps à se faire la guerre, malgré les menaces extérieures, notamment Rome.

Pierre CABANES

Jean GUILAINE, J.C. GOLVIN, X. MARGARIT et G. SAUZADE. *Les Hypogées Protohistoriques de la Méditerranée. Arles et Fontvieille - Avec un DVD de Marc Azema - 335 p. Ed. Errance. Arles 2015. 45 €.*

Stricto sensu, ce beau livre admirablement illustré est une monographie consacrée à un groupe de monuments mégalithiques des environs d'Arles. Lato sensu, c'est un panorama de l'hypogéisme méditerranéen à l'époque néolithique, du Proche-Orient à la vallée du Rhône en passant par Malte et la Sardaigne via la Bretagne. Mutatis mutandis, il est l'équivalent de ce que serait un commentaire approfondi des Demoiselles d'Avignon en guise d'introduction à la peinture du XX^{ème} s. On ne présente plus, honoris causa, l'auteur principal de l'ouvrage, Jean Guilaïne (Collège de France), l'un des plus connus des néolithiciens français. Il a été secondé, pour la rédaction du chapitre décrivant les monuments, par Gérard Sauzade (Conservateur en chef du Patrimoine), qui avait repris en 1972 des fouilles sur l'un des monu-

ments, le dolmen de Coutignargues. Un court chapitre, brevis sed locuples, permet à Jean-Claude Golvin de montrer comment on peut déduire une reconstitution aquarellée plausible à partir de quelques traces au sol et de beaucoup de réflexion. Un encart de Xavier Margarit (Ingénieur d'études au Ministère de la Culture), pp. 150-155, montre tout ce que peut apporter un relevé tridimensionnel numérique, à partir de l'exemple du grand hypogée de Cordes, alias la « Grotte des Fées », alias l'« Épée de Roland ».

L'ouvrage s'intéresse donc à quatre hypogées et un dolmen (Coutignargues) situés à quelques kilomètres d'Arles, dans la commune de Fontvieille, sur des hauteurs dominant une plaine aujourd'hui marécageuse : surtout la « Grotte des Fées », appelée aussi « Épée de Roland » à cause de son plan qui évoque une longue lame, précédée d'une poignée (le couloir d'accès) et de sa garde (une double pièce transversale), en haut de la Montagne de Cordes (65 m.) ; et les grottes « Bounias » (du nom de son ancien propriétaire), de « La Source » et du « Castelet », sur le plateau du même nom, quelques centaines de mètres plus au nord. Ce sont de spectaculaires constructions hybrides, mi-hypogées, mi-allées couvertes, en partie creusées dans le roc, mais complétées en élévation par des orthostats et des dalles de couverture, et autrefois enfouies sous des tumuli. Bien que situées dans une zone très touristique, près de l'abbaye de Montmajour, du « moulin d'Alphonse Daudet » et du village des Baux, clarissima monumenta, elles restent ignorées du grand public : situées dans des propriétés privées, elles sont en principe fermées aux visiteurs.

D'une manière classique, le Chapitre I (pp. 13-27), après avoir précisé le cadre chronologique (un millénaire autour de la fin du Néolithique, entre 3300 et 2000 avant notre ère) et la fonction (sépultures collectives) de ces monuments, fait l'historiographie de leurs interprétations depuis, en 1779,

la Dissertation topographique et historique sur la montagne de Cordes de l'historien local Anibert, qui voit dans l'« Épée de Roland » un refuge d'envahisseurs sarrasins (sic), jusqu'à un XX^{ème} siècle riche de vaines querelles, inanes altercations, entre savants. Le Chapitre II (pp. 29-149) est consacré à une description méticuleuse des cinq monuments. L'illustration est remarquable, avec des photos anciennes (fouilles du XIX^{ème} siècle) ou récentes, à la fois très belles et précises, pour beaucoup en double page, qui, accompagnées de plans et de coupes, en disent autant qu'une visite in situ. De très belles pages aussi sur le mobilier, pointes de flèches, céramiques, objets de parure, ainsi que quelques ossements humains incorporant parfois des restes d'armes : par exemple, p. 101, une vertèbre avec une armature de flèche qui en dit assez sur la cause du décès ; on peut aussi s'interroger sur les « rondelles de trépanation » (p. 245) : c'était probablement autre chose que de la simple chirurgie thérapeutique – o mores, o tempora ! Les Chapitres III (« L'hypogéisme méditerranéen »), IV (« Les hypogées... en contexte »), et surtout VI (ce dernier sur les datations et les attributions culturelles) sont abondamment documentés et instructifs, mais par endroits très difficiles pour les non-spécialistes, et même pour les modérément spécialistes : à côté d'intéressantes comparaisons, d'une esquisse d'histoire architecturale de ces sépultures, de réflexions sur leur fonctionnement, sur les populations qui les ont longuement utilisées, sur leur éventuel rôle comme sanctuaires ou centres de pèlerinage (surtout pour la « Grotte des Fées », avec son vaste tumulus bien en vue, signalé aussi semble-t-il par un grand menhir, et où l'on n'a pas trouvé d'ossements – encore que cela puisse résulter de nettoyages intempestifs à l'époque moderne), à côté de cela, donc, certaines comparaisons, certaines attributions, dans un vocabulaire très « pointu », risquent de dérouter : pour



ne prendre qu'un exemple, pp. 272-273, la (trop) savante discussion sur les subdivisions du Néolithique Final a de quoi rebuter plus d'un – muscae enclatio, ut ita dicam. Mais, feliciter, cela ne représente qu'un infime pourcentage de ce livre où l'emportent les pages écrites avec simplicité et clarté. Le documentaire, un DVD d'une cinquantaine de minutes signé Marc Azéma, s'intitule L'Enigme de la Grotte des Fées. A mon avis, « Enigme » est en trop : demagogicus nimium ; on n'est pas obligé de céder à la mode. Il a reçu le Prix de la Médiation Scientifique au Festival « Objectif Préhistoire » de 2014. Il aborde les mêmes questions que le livre, ajoutant au passage des informations nouvelles, comme les images spectaculaires de la couche d'ossements enchevêtrés de l'hypogée de « La Cavalade » en cours de fouille (sauvetage INRAP) près de Montpellier. Mais l'approche est assez anecdotique : cela commence par une promenade dans la garrigue de messieurs à gibus vers la fin du XIX^{ème} siècle, filmée couleur sépia ; puis une large part est laissée aux discussions entre J. Guilaine, J.-C. Golvin et alii sur les hypothèses d'interprétation et de restitution ; la caméra s'attarde sur la manipulation du matériel de relevés en 3D ; on remarque aussi l'ombre portée du drone qui survole les sites, et cetera, le tout sur un pittoresque et assourdissant fond de chant de cigales. Voilà qui devrait plaire aux élèves les plus allergiques à la science historique, et qui en tout cas aidera à faire passer le message. In fine, un livre et un film grandement intéressants.

(Nota bene en guise de post scriptum : on voudra bien excuser toutes ces citations (plus ou moins) latines, inspirées par une sincère nostalgie : nam illa pulchra et utilis lingua iterum mortura est, horribile dictu !). VALE.

Jean-Louis CADOUX

Philippe BOURDIN, Cyril TRIOLAIRE (Coordination), *Comprendre la Révolution française. Actualité et héritages*, Belin, 2015, 404 p, 33 euros.

Cet ouvrage imposant de plus de 400 pages de format 21 X 29 cm se présente comme « le livre du maître au fait de l'historiographie la plus récente sur la Révolution et l'Empire ». Il est édité avec le soutien de la Société des Études robespierristes, fondée en 1908 par Albert Mathiez, reconnue d'utilité publique en 1935 et qui fédère depuis un siècle les principaux chercheurs sur l'histoire de Robespierre, de la Révolution française et de l'Empire avec un esprit total d'ouverture comme le montre la diversité des vingt-huit auteurs parmi lesquels une auteure de l'Université catholique d'Angers. L'introduction est consacrée au rappel des grandes synthèses sur l'histoire révolutionnaire du XIX^e siècle (Thiers, Buchez, Cabet, Blanc, Michélet, Lamartine, Tocqueville) et du XX^e (Aulard, Taine, Mathiez, Lefebvre, Soboul, Godechot, Cobban, Palmer, Furet, Richet, Vovelle, Martin). La première partie, intitulée « Le discours scolaire sur la Révolution française » rend compte de l'historiographie la plus récente avec la diversification de l'histoire sociale, la place grandissante de l'histoire culturelle et de l'étude des résistances à la Révolution. Ce qui frappe c'est « la dimension civique » que les programmes officiels assignent à l'histoire enseignée dans les collèges et les lycées à un point tel qu'elle peut se traduire « par un écrasement de la dimension historique au profit d'une instrumentalisation civique oubliée de cet enseignement initial » (Marc Deleplace). Après tout, peut-on remarquer, c'est bien ainsi que l'histoire a été enseignée dans les écoles primaires mais la nouveauté est peut-être que cette pratique s'étend maintenant à l'enseignement

secondaire alors qu'il y avait, dans les collèges et lycées, une autre tradition. Les programmes insistent aussi sur la nécessité de se concentrer sur un petit nombre d'événements et sur quelques grands personnages. Plus grave, est certainement le programme des collèges de 2008 qui rejette les guerres napoléoniennes au rang de thème facultatif, cette « amnésie scolaire » n'étant pas sans rappeler le refus des gouvernements d'aujourd'hui de commémorer les grands événements de l'Empire comme par exemple la bataille d'Austerlitz ou même Waterloo ! La seconde partie est un exposé, que l'on qualifiera de plus classique dans sa présentation tout en intégrant l'apport des derniers travaux, des « temps forts » de la Révolution et de l'Empire. L'événement prend toute sa place en même temps que des dossiers sont présentés sur le 14 juillet, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'élimination des Girondins, Babeuf, la campagne d'Égypte, le style Directoire, le Concordat, le rétablissement de l'esclavage, le Code civil... Plus neuve est la troisième partie intitulée « La France révolutionnée. Fondements politiques et culturels d'une France nouvelle » avec cinq chapitres (l'invention de la politique, l'armée et la guerre, la terreur et les guerres intérieures, l'Église et l'État, le culte civique et la déchristianisation). On appréciera aussi les dossiers sur la pratique électorale, la conscription, la guerre dans l'Ouest, les curés rouges, les catholiques sous la Révolution, l'iconoclasme religieux. Les biographies des grands personnages occupent la quatrième partie de Louis XVI à Napoléon avec une place particulière pour les égéries (Marie-Antoinette, Théroigne de Méricourt, Olympe de Gouges), les « grands hommes » (La Fayette, Marat, Saint-Just, Louis XVI, Robespierre, Napoléon). Ce sont ensuite, dans la cinquième partie, les groupes sociaux (femmes, peuple, bourgeois, esclaves, nobles) dont l'énoncé montre l'exhaustivité du propos avant que la sixième partie

ne retrace les parcours artistiques et littéraires de 1789 à 1815 à travers les arts, le théâtre, le roman, les bandes dessinées et l'écran. Peut-être manque-t-il dans ce panorama, sauf pour la Vendée bien présente, la dimension régionale. Lors du bicentenaire, de nombreuses parutions ont eu pour cadre le département ou la région et ont apporté bien d'éléments nouveaux. Mais il est vrai que les programmes officiels ne souhaitent pas une telle approche car il s'agit toujours pour l'État à travers l'enseignement de l'histoire de conforter la nation française par une approche globale et non spatialement fragmentée. La conclusion de l'ouvrage insiste sur l'historiographie révolutionnaire récente en montrant comment l'érudition renouvelle la vision de la Révolution et marginalise l'approche néo-libérale des années 1960 qui faisait des révolutions des accidents de l'histoire. Toutefois, il est bien vrai que « ce renouvellement académique n'est cependant pas immédiatement transposable au champ scolaire » (p. 390). Cet ouvrage à la fois chronologique, thématique et pédagogique est incontestablement une réussite éditoriale qui pourrait servir de modèle à des synthèses sur d'autres sujets.

Jean SAGNES

Pedro J. RAMIREZ, *Le coup d'État. Robespierre, Danton et Marat contre la démocratie*, Vendémiaire, 2014, 992 pages, 28 €.

Si l'on suit à la lettre le titre de l'ouvrage, les trois chefs montagnards auraient réalisé un coup d'État lors des trois journées insurrectionnelles des 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1793. En lisant l'ouvrage, les choses apparaissent heureusement plus complexes car il est bien dit que ces trois hommes n'ont été ni dirigeants ni acteurs de ces trois journées organisées par un Comité insurrectionnel représentant les plus révolutionnaires des sans-culottes parisiens (les « Enragés ») et par la Commune de Paris. Ce sont les sans-culottes qui

ont fait plier la Convention à majorité modérée et ont fait des Montagnards les bénéficiaires de ces journées. Dans ce gros ouvrage, l'auteur, fondateur et ancien directeur du journal espagnol conservateur *El Mundo*, nous livre une masse de faits impressionnante. Il a lu tout ce qui a été écrit sur la Révolution française en français, en anglais et en espagnol. Le millier de notes l'atteste. L'ouvrage contient une bibliographie commentée, une carte de Paris et un précieux index. Les témoins ou les contemporains qui ont écrit leurs mémoires sont abondamment sollicités et donnent incontestablement une vraie épaisseur à l'ouvrage. Grâce à eux, les portraits psychologiques abondent mais l'auteur refuse toute distanciation et il a des jugements tranchés sur chacun. S'il ne reprend pas la légende noire de Robespierre, soulignant par contre sa « sensibilité sociale » (p. 268), s'il semble avoir un faible pour Vergniaud, il n'hésite pas à reprocher à Barère et à Cambacérés leur trop grande prudence et surtout il est très sévère pour Danton, suivant en cela Mathiez, pour Marat et surtout pour les deux chefs de l'insurrection Guzman et Varlet. Le premier, aristocrate espagnol passé à la Révolution, dont le rôle est certes difficile à cerner, est qualifié de « fripouille » et le second d'« illuminé » ! Il est vrai que l'auteur est journaliste de profession, ce qui peut expliquer ces qualificatifs outranciers. Il y a cependant des pages intéressantes sur les deux hommes montant dans les tours de Notre Dame pour faire sonner le grand bourdon de la tour sud, qui pèse dix tonnes avec un battant de 300 kg et dont « la grande voix » se répand bien au-delà de Paris (p. 25). Pour ce haut fait, Guzman gagne le surnom de « Tocsinos » ! Ce sont là des détails pittoresques mais ils ne peuvent remplacer l'absence d'analyse sociale des insurgés de mai-juin 1793 à Paris. Pourtant l'auteur connaît les travaux des historiens qui ont étudié les sans-culottes. Il cite ces travaux mais il ne les utilise pas suffisamment et c'est dommage. Était-il

besoin d'être une « fripouille » ou un « illuminé » pour être sensible à la misère des faubourgs qui réclamaient la taxation du pain et à leur indignation devant la loi votée par la Convention girondine le 18 mars 1793, laquelle punissait de mort quiconque proposerait une loi agraire ou toute autre loi du même esprit sur les propriétés commerciales et industrielles ? Ce à quoi, Robespierre avait d'ailleurs répondu par anticipation le 2 décembre 1792 en affirmant que le premier objet de la société était le droit « d'exister ». Au fil des pages, l'auteur en convient : si les canons d'Hanriot ont fait plier la Convention, les insurgés n'ont obtenu qu'une seule chose : l'assignation à résidence de deux ministres et de 29 députés girondins. Par contre, les Montagnards peuvent désormais parler haut à la Convention plus que jamais sous le feu des quolibets des tribunes acquises aux « Enragés » et, dès le 10 juin, plusieurs d'entre eux entrent au Comité de salut public, mais ces mêmes Montagnards refusent la revendication principale des sans-culottes à savoir la taxation des denrées alimentaires et, dès le 2 juin, ils remplacent le Comité insurrectionnel du 31 mai par un autre comité d'où sont exclus les chefs de l'insurrection dont Varlet. Depuis la veille au soir, Guzmán devenu suspect en raison de ses origines espagnoles et aristocratiques est emprisonné. Il dira plus tard dans sa prison, selon Louis-Sébastien Mercier, que les insurgés avaient l'intention de remplacer la Convention elle-même et pas seulement de l'épurer. Libéré le 5 juin, Guzman est de nouveau arrêté le 29 août. Il ne sortira de sa prison que pour être envoyé à la guillotine en avril 1794 avec entre autres Danton (p.899-903). Il faudra attendre plusieurs mois pour que, sous la pression des événements (défaites extérieures, assassinat de Marat, « insurrection » fédéraliste, soulèvement de la Vendée), s'installe la dictature montagnarde. Quant à Varlet, on peut rappeler qu'il échappa à la mort et qu'on le retrouve plus tard

opposant au Directoire puis membre actif des sociétés secrètes républicaines jusqu'à sa mort en 1837. Les dernières pages de l'ouvrage sont consacrées à un événement peu connu mais lourd de signification : la réception par la Convention d'une délégation d'esclaves de Saint-Domingue à qui l'on promet la liberté qui viendra enfin le 4 février 1794 avec la suppression de l'esclavage. C'est aussi au cours de cette « nuit de rédemption et d'extase » que Marat déclare que le peuple ne pourra se sauver « sans un chef » ! Et l'auteur d'interpréter cet appel comme l'annonce du « siècle des totalitarismes » au XX^{ème} siècle. C'est un point de vue mais on peut aussi y voir, à une époque où les régimes monarchiques sont partout la règle, l'idée que les régimes d'assemblée sont incapables d'apporter la stabilité nécessaire à l'exercice du pouvoir. On le sait, cinq ans plus tard, ce chef sera Napoléon Bonaparte.

Jean SAGNES

Thierry LENTZ, *Napoléon et la France, Vendémiaire*, 2015, 255 p., 20 euros.

L'auteur, qui a déjà publié plusieurs ouvrages sur le Consulat et l'Empire, a choisi de réunir douze essais sur le même sujet dont un seul est inédit, les autres étant souvent retravaillés. Sont successivement abordées les questions relatives au gouvernement, à la centralisation, aux codes napoléoniens, à la politique économique, à la justice, aux beaux-arts et trois questions particulières : l'Empire a-t-il été une dictature militaire, peut-on comparer Napoléon à Hitler et quelle a été la politique de Napoléon à l'égard des juifs. L'auteur entend « se détacher de l'épopée et des clichés, des légendes noire ou blanche ». L'ouvrage s'appuie sur une solide documentation en français et en anglais comme en témoignent les 431 notes. Un tel ouvrage ne peut se résumer. On souscrit volontiers à l'opinion selon laquelle le Consulat et l'Empire ont été « des périodes fondatrices », que Bonaparte et

les comploteurs de Brumaire « étaient des révolutionnaires profondément attachés à certains des principes en vogue depuis 1789 », que Bonaparte fut poussé à établir « une monarchie héréditaire » par son frère Lucien mais aussi par Talleyrand et Roederer. Jusqu'en 1807, Napoléon se présente comme l'empereur « par la grâce de Dieu et les constitutions de la République », la mention de la République disparaît ensuite tandis que, depuis 1806, le catéchisme impérial affirme que « honorer et servir notre Empereur est donc honorer et servir Dieu lui-même ». Que le régime impérial ait été un pouvoir fort, nul ne le conteste mais il est exact que les Chambres ont été moins soumises qu'on ne le croit souvent. Il y eut toujours des contestataires, même si ultra-minoritaires, et Sièyès, Grégoire, Carrion-Nisas, Moreau ont pu à l'occasion faire entendre leur voix. En opposition à Georges Lefebvre et à Jacques Godechot, Thierry Lentz rejoint Albert Soboul pour refuser de considérer le régime napoléonien comme une dictature militaire (p. 176). Et il est aussi certainement pertinent de rappeler que c'est en s'appuyant sur la constitution napoléonienne que le Tribunat et le Sénat décrètent en 1814 la déchéance de Napoléon. On souscrira aussi à la remarque selon laquelle le Premier empire a été un régime de droit et que le nom de Napoléon doit rester attaché aux codes qu'il fit adopter (code civil, code de procédure civile, code pénal...). Oui, le code pénal, a été « un code de fer » (p. 97) qui a intégré dans ses articles les éléments de la loi sur les corporations qui rendaient illégale la grève ouvrière. On peut cependant ne pas souscrire à la remarque selon laquelle la loi de 1864 de Napoléon III aurait été une modification « mineure » (p.96) alors que cette loi instituant le droit de coalition rendait pour la première fois dans l'histoire la grève ouvrière juridiquement possible. Il est vrai aussi que l'Empire a institué les conseils de prudhommes. L'auteur passe rapidement sur le rétablis-

ment de l'esclavage aux colonies justement qualifié de « reniement des principes généreux » mais il est vrai qu'il a écrit un ouvrage sur la question (note 194). Napoléon, en « maître de la propagande » a su utiliser les arts pour sa gloire mais il reste des musées et des institutions. La proximité de Napoléon et d'Hitler est justement repoussée et le jugement sur la politique de Napoléon à l'égard des Juifs est nuancé. Certaines affirmations ou remarques peuvent cependant susciter des réserves bien que ces affirmations soient pour l'essentiel extérieures au sujet. Peut-on qualifier de « patois » (p.80) les diverses langues de France (basque, occitan, catalan, corse etc.) qui ont autant d'ancienneté et de dignité par l'importance de leurs littératures que le français ? De même, on peut discuter pour savoir si les lois de décentralisation du gouvernement Mauroy en 1982, qui ont rompu avec la centralisation héritière de Napoléon, sont à l'origine de la perte d'autorité de l'État (p. 81) d'autant plus que les fonctions régaliennes de celui-ci ne semblent pas avoir été affectées par ces lois. Est-on aussi obligé de suivre l'auteur dans l'affirmation selon laquelle ce « nouveau modèle » administratif a montré ses limites et engendré : « clientélisme..., scandales et affaires pénales... » et « petits arrangements entre des édiles municipaux et certaines communautés pour assurer la réélection des uns et permettre l'autonomie des autres » (p. 81-82) ? Ces faits existent mais n'ont-ils pas d'autres origines que les lois de 1982 ?

Jean SAGNES

VARIA



Lionel RICHARD, *Malheureux le pays qui a besoin d'un héros, la fabrication d'Adolf Hitler*, Editions Autrement, 307 pages, 2014, 21 euros.

Peut-on imaginer que juste avant le

début du premier conflit mondial Adolf Hitler n'ait été qu'un vagabond en rupture de ban et qu'il fût recherché à Munich pour insoumission par les services consulaires autrichiens ? Peut-on imaginer aussi que tout à ses rêves de gloire artistique, il se désintéressât alors totalement de la politique et qu'il n'eût même aucune opinion particulière à propos des juifs ? Peut-on imaginer enfin qu'il n'ait vu dans l'armée du Kaiser qu'un asile où on pouvait lui assurer à bon compte le gîte et le couvert à un moment où il n'avait plus rien ? On se retrouve alors très loin du héros satanique qui, tout petit déjà, arrachait les ailes des mouches et dont le prétendu pouvoir de fascination servit d'excuse, après 1945, à la plupart des généraux allemands pour tenter de se dédouaner des crimes qu'ils avaient commis. Et pourtant, cette vision d'un individu sorti de nulle part et qui n'est absolument rien jusqu'en 1918 – ni socialement, ni intellectuellement, ni politiquement – est rendue tout à fait crédible par un auteur qui explore un passé que le démagogue reconstruisit entièrement dans *Mein Kampf* et dont il s'appliqua ensuite à effacer méthodiquement toutes les traces réelles, allant même jusqu'à faire mettre en camp de concentration un ancien camarade de régiment qui avait osé relativiser les conditions dans lesquelles il avait obtenu sa croix de fer de première classe. Si l'on suit l'auteur – et il n'y a aucune raison de ne pas le suivre dans sa rigoureuse démonstration – le Hitler « historique » aurait été une totale création de l'armée allemande qui avait besoin d'agitateurs pour contrer la subversion marxiste dans le chaudron munichois des années 1919-1920. Alors qu'il est encore sous l'uniforme impérial, c'est en effet l'armée du Kaiser qui le forme, qui lui donne ses idées politiques, qui en fait un propagandiste antibolchevique, antisémite et ultranationaliste de talent. Et de quel talent ! A trente ans révolus, Hitler découvre ses dons d'orateur et se révèle à lui-même. Il a

trouvé sa voie et il n'a plus bientôt qu'à voler de ses propres ailes, soutenu par quelques aristocrates de haute volée qui voient l'intérêt de financer son mouvement. Le reste de l'histoire est plus connu, même si l'ouvrage reste intéressant à lire jusqu'à sa dernière ligne. On le referme avec le sentiment qu'une certaine droite allemande de l'époque porte l'entière responsabilité des crimes qui ont été commis, et que l'aventurier Hitler a tout été sauf un « grand homme ». Mais les « grands hommes » ont-ils jamais existé ?

Franck SCHWAB

Gérard CHALIAND, Arnaud BLIN, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015, 835 p., bibliographie et index compris, 24 euros

Le terrorisme a une histoire, indéniablement : si le phénomène subit la dictature du présentisme et de l'émotion, il est bon de souligner sa profondeur historique. Aussi cet ouvrage, réédition augmentée de l'ouvrage publié en 2006 aux éditions Bayard, est-il important en ce qu'il rappelle déjà cette historicité. Il le fait de diverses manières, en abordant le sujet sous l'angle chronologique et sous l'angle thématique. L'ouvrage pose déjà la question des origines du terrorisme autant que de sa nature, problématique : l'enjeu de la définition est majeur, et après une introduction problématisée, les auteurs s'engagent dans une histoire au long cours du terrorisme. Une histoire qui débute avec l'Antiquité, la Palestine et ses sicaires, puis l'Orient médiéval et ses Assassins et les multiples complots de l'époque moderne. Si la frontière entre tyrannicide et terrorisme peut sembler floue, si la dimension politique n'est pas forcément constitutive du phénomène – le terrorisme est ici assimilé à une forme de guerre – les auteurs s'accordent sur une histoire longue, dont les échos présents sont manifestes, une histoire parcourue avec efficacité. De la Terreur, comme matrice initiale, aux Anarchistes, la France du XIX^e

siècle connaît des accès récurrents de violence politique, une pratique qui se répand en Russie, puis dans toute l'Europe et jusqu'aux Etats-Unis. Mais bien évidemment, le XX^e siècle des guerres et des totalitarismes constitue une autre matrice, tant pour une terreur d'Etat aux moyens renouvelés que pour des minoritaires (nationalistes, extrémistes politiques divers) trouvant dans l'idée de résistance une légitimation affirmée. Entre-temps, le phénomène s'est mondialisé et la pratique s'est exportée. L'ouvrage propose ainsi une histoire ample et éclatée du terrorisme contemporain, avec, en ligne de mire, l'émergence du jihâdisme et ses multiples avatars, jusqu'à l'organisation Etat islamique. En parallèle à ce kaléidoscope d'attempts, d'activistes, de tactiques et d'idéologies, l'ouvrage est agrémenté d'annexes sur les discours ainsi que la dimension littéraire du terrorisme, une réflexion indispensable pour saisir la manière dont les terroristes et certains écrivains se sont représenté le phénomène. Dirigé par Arnaud Blin et Gérard Chaliand, c'est à la fois un ouvrage de référence, qui montre toute l'ampleur du phénomène et le ramène à ses vraies dimensions. Au chapitre des regrets, on déplore que la bibliographie récente (post 2003), à commencer par les travaux sur le XIX^e siècle français, de Karine Salomé et Gilles Malandain, n'aie pas été prise en compte... Mais tel quel, cet ouvrage dense et documenté permet une relecture de l'histoire contemporaine sous l'angle du terrorisme, proposant ainsi des clefs d'analyse géopolitiques et culturelles utiles pour comprendre les enjeux du phénomène.

Gilles FERRAGU

Catherine RICHARTÉ, Roland-Pierre GAYRAUD, Jean-Michel POISSON, *Héritages arabo-islamiques dans l'Europe méditerranéenne*, (dir.) La Découverte-INRAP, Paris, 2015, 487 pages, 39 figures dans le texte et un cahier de 14 illustrations en couleur, sans index, 30 euros.

Ce fort volume présente les 31 communications et la conclusion d'un colloque homonyme (Marseille, MUCEM, 11-14 septembre 2013) au dessein scientifique et politique clair : mettre en lumière les apports de l'archéologie, faire apparaître la France méditerranéenne comme une zone de contact, d'échanges nombreux et continus, comme un monde métissé, au nom de l'insubordination innovante. Ce projet est exposé en introduction avec les réserves d'une saine prudence, qui n'est pas toujours respectée par les auteurs, tous cependant des spécialistes : onze communications portent sur les incursions sarrasines et les occupations permanentes. Dix concernent les échanges commerciaux et les transferts de culture matérielle. La troisième partie, enfin, juxtapose les transmissions scientifiques et la culture folklorique, jeux, cérémonies, topographies légendaires, contes et légendes, où apparaissent les Sarrasins imaginaires. L'ouvrage est touffu, riche d'une abondante bibliographie à jour. Il établit des mises au point incontestables : l'archéologie confirme la présence conquérante des musulmans en Septimanie et aux Lérins au VIII^e siècle, elle admet un « héritage » et une diffusion des pratiques hydrauliques ibériques en partie héritées de la romanité, en partie importées de l'Orient, elle signale encore l'installation de potiers de tradition ibérique au Bourg des Oliers de Marseille à la fin du XIII^e siècle et le passage de prisonniers maghrébins ou ottomans à Toulon au XVI^e ou au XVII^e. La paléo-botanique établit la présence dès l'Antiquité de nombreux cultivars qu'Andrew Watson attribuait à une « Révolution culturelle » imaginaire, comme le coton, et limite l'« héritage » à une diffusion.

Les contradictions, discrètes, sont perceptibles entre les auteurs : certains écartent la notion floue et indéterminée d'« héritage ». Les transferts sont toujours volontaires : les fonctionnaires normands de Sicile qui sont

allés chercher des techniques et des institutions byzantines et fatimides, comme les proto-universitaires d'Oxford, de Padoue et de Paris ont prospecté et retenu des livres d'auteurs grecs traduits ou non en arabe et d'auteurs arabes, dans les champs de la médecine, de l'astronomie, de la diététique, de la philosophie. D'autres désaccordés et des anachronismes se laissent voir : Annliese Nef décrit la Sicile aghlabide, au VIII^e siècle, comme un État de djihâd et de « butin offensif », tandis qu'une étude de la Campanie contemporaine veut voir dans ses razzias la tentative d'un « contrôle direct sur le marché méditerranéen » et qu'on interprète la Sardaigne du X^e comme une Arcadie multiculturelle et multiethnique au « croisement de routes » commerciales imaginaires.

L'ouvrage se conclut sur une perspective « transculturelle » bienvenue, à manier avec prudence et modération.

Henri BRESIC

Anne de BEAUPUY, Christian LA-CROUTS, *Les trois pays de Domingo de Corta*. Paris, L'Harmattan, 2015, 249 p. Cartes, illustrations et inventaire de bibliothèque. 27 £.

Ce livre a le charme des archives familiales lorsqu'elles sont exhumées par des descendants soucieux de faire vivre la mémoire de leurs ancêtres. C'est le cas ici : Anne de Beaupuy descendante de Domingo de Corta (1750-1810) présente le carnet de voyage, les notes et la correspondance de son aïeul basque espagnol, originaire d'Ibarra-Aramaio qui partit à l'âge de douze ans faire fortune au Mexique. Fortune faite, Domingo regagna l'Europe où il voyagea pour son agrément en Italie, au Portugal et en France. A la quarantaine passée, Domingo se marie, prend la nationalité française et gère un domaine agricole près de Dax. Il décède le 13 janvier 1810 à l'âge de soixante ans laissant à sa veuve Rosa, la charge de leurs cinq enfants. Quel intérêt présente ce carnet de notes pour l'historien d'aujourd'hui?

Tout d'abord le plaisir d'avoir un contact direct avec des sources de première main non encore exploitées. L'historien y découvre les réseaux anciens de solidarités basques qui expliquent le départ de très jeunes garçons vers la Nouvelle-Espagne. Sur place, les jeunes gens retrouvent qui, un frère aîné c'est le cas de Domingo, qui, un oncle ou un parent déjà installé. Parentèles maternelles et paternelles, cousins éloignés, amis, connaissances, tous basques et en général *pays*, constituent un maillage d'accueil, d'entre aide et de soutien financier. Il est à noter que tous les associés de Domingo sont basques et c'est ainsi que les aînés apprennent le négoce aux plus jeunes et que Domingo devient comptable. Durant ses pérégrinations, ce dernier sait se faire apprécier en particulier du plus grand négociant basque de Nouvelle Espagne Francisco Ignacio Iraeta. Ce dernier charge en effet Domingo de veiller à la réalisation d'un retable pour l'église d'Antzuola (1790) tandis qu'il commerce avec gendres, neveux et cousins en direction des Philippines, via Acapulco, Veracruz et Cadix. A ces réseaux familiaux, il faut ajouter les lieux de sociabilités basques en vogue au XVIII^e siècle comme *La Real Sociedad Bascongada de Los Amigos del País* qui évolue en *Société Royale Basque* regroupant des personnalités célèbres désireuses de promouvoir le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Profondément réformatrices, associant des élites du négoce et de la politique, ces sociabilités constituent des leviers de modernité au sein de la société d'Ancien Régime. Ajoutons enfin, les liens que les basques tissent dans les confréries religieuses ainsi que leurs contacts avec la franc-maçonnerie et le monde du négoce juif. L'historien qui connaît le pendant français de l'immigration basque sous le nom de « Barcelonnettes », appréciera de découvrir le pendant hispanique. Un autre volet intéressant est constitué par ce qu'il conviendrait d'appeler

« une histoire des idées » et « des sensibilités ». L'ouvrage ouvre des pistes puisque les négociants basques ne se contentent pas de faire des affaires fructueuses en Nouvelle-Espagne, ni d'acheter et de meubler de riches demeures, ils accompagnent leurs activités de réflexions politiques et d'achats de livres. L'inventaire de la bibliothèque de Domingo de Corta, la vie et les œuvres de son neveu Pablo de Xerica (1781-1841) ainsi que la correspondance de Francisco Ignacio Iraeta permettent de se faire une idée de leurs opinions. Ce sont des réformateurs convaincus et des

libéraux, certainement favorables au courant constitutionnaliste des Cortes de Cadix (1810), pour autant ces élites basques demeurent profondément fidèles à la foi de leurs ancêtres et témoignent d'une profonde culture religieuse, la fidélité de Domingo à l'Ordre des jésuites en est un exemple. Elles ont connaissance des Lumières et acquièrent même des ouvrages français dont certains sont sulfureux au regard des autorités et de l'Inquisition, comme ceux du baron d'Holbach. Ces élites appartiennent aux *afrancesados* qui, cependant, aideront de leurs subsides le souverain

espagnol, Charles IV en exil. On aimerait parfois une plus grande épaisseur historique - sur le manque de circulation monétaire, l'importance du culte de la Vierge de Guadalupe ou encore la vision des indiens par les basques - mais au total, ce livre sympathique et attachant apporte un grand nombre d'informations précieuses.

Anne-Marie BRENOT

Livres 2^e partie

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Sébastien LEDOUX, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS éditions, 2016, 367 pages, 25 euros.

Dans une approche chronologique, cet ouvrage retrace l'historique et la trajectoire d'une formule utilisée parfois jusqu'à l'excès, celle de « devoir de mémoire », dotée d'une forte charge émotive. L'auteur identifie un premier temps de l'histoire de cette formule située dans les années 1970-1980, période au cours de laquelle la présence de cette expression reste cependant quantitativement limitée, s'énonce dans des genres variés et recouvre une certaine polysémie. À partir des années 1990, la formule connaît une évolution sémantique et investit le débat public : elle accompagne d'abord le « syndrome de Vichy » et la réévaluation du rôle de la France dans la mise en œuvre de la Solution finale, puis elle est reprise

pour évoquer les non-dits de la mémoire coloniale.

Il n'est jamais facile de résumer sa thèse de doctorat pour la rendre abordable à tout un chacun. Les premiers chapitres sont pour cette raison de lecture assez ardue. Mais, en mettant en lumière les différences entre divers concepts qu'on voudrait parfois confondre (« devoir de mémoire », « mémoire collective », « mémoire nationale », « mémoire populaire », « politique de mémoire »...), l'ouvrage montre parfaitement les mutations de la société française des cinquante dernières années et les grands débats qui l'ont traversée. Il permet aussi de comprendre le rôle de l'historien et la recomposition du récit national ainsi que les problèmes posés par les lois dites mémorielles, la place du témoin, la reconnaissance des victimes et la patrimonialisation du passé.

La dernière partie est certainement l'une des plus réussies. Le discours scientifique y est passé au crible de la critique, les « abus de la mémoire » pouvant s'infiltrer dans le « devoir de mémoire ». Aux dérives de ce

concept souvent instrumentalisé et au cœur de controverses publiques, sont successivement opposés le « devoir d'histoire » et le « travail de mémoire ». Désormais, l'expression « devoir de mémoire » se dissémine dans des usages sociaux davantage que politiques. Cet ouvrage, dont le sujet pourrait apparaître très réduit de prime abord, permet en définitive à l'auteur de fouiller en profondeur la société française avec beaucoup de finesse et de précisions.

Céline PIOT

SAPIR Jacques, *Souveraineté, démocratie, laïcité*, Michalon éditeur, 2016, 326 p., 19 euros.

Jacques Sapir est bien connu des lecteurs d'*Historiens et Géographes*, revue qui, depuis bientôt trente ans, a régulièrement rendu compte de ses livres sur l'URSS et qui a ouvert plusieurs numéros à des articles et des dossiers spéciaux écrits ou dirigés par Sapir sur l'URSS puis la Russie, spécialement sur leurs économies et leurs sociétés. Voici, sur la politique

française (pour l'essentiel) cette fois, et l'auteur présente son originalité avec une sympathique coquetterie, un ouvrage très documenté et réfléchi, doté d'une multitude de notes, réellement infrapaginales, ce qui est une qualité bien rare de nos jours malgré les possibilités offertes par l'informatique, des notes qui recensent des lectures très nombreuses, d'ouvrages édités mais également d'articles ou « posts » disponibles sur l'Internet. De la sorte, le lecteur a (presque) tout : les rapports entre peuple (nul être humain ne pouvant être réduit à sa religion) et souveraineté, les rapports entre souveraineté et laïcité (les « religions laïques » étant fustigées page 67), et, enfin, ceux entre souveraineté et organisation politique, sans oublier les fondements sociaux et économiques de la démocratie. La souveraineté française et celle de la Grèce sont limitées par l'Union européenne, que Sapir ne porte guère dans son cœur et sa raison, au-delà des banalités... Bien entendu le terrorisme du XXI^e siècle s'invite (un peu tard, peut-être) dans le débat de droit public et l'oblitére quelque peu. Chemin faisant, on a, par-delà les rappels de Sophocle, Jean Bodin et la Saint-Barthélémy, d'intéressantes excursions intellectuelles : la dépersonnalisation de la société de marché, *Robinson Crusoe* (eh oui), le traité naval de Washington (1922, *bis*), et d'autres, au gré du lecteur. Et j'ai apprécié les trois évocations de mon regretté ami Bernard Lepetit. Qu'on me permette un faux regret, aux allures de truisme : ce livre est un livre. Je veux dire que sa rédaction s'est arrêtée au lendemain du 13 novembre 2015, qu'il a été imprimé et mis en vente en janvier 2016. Depuis, la barbarie a continué à étendre son voile noir sur le droit public et nul ne sait ce qu'elle perpétera d'ici à ce que le présent compte rendu paraisse... Jacques Sapir n'y est pour rien, bien entendu, et la barbarie du XXI^e siècle ne doit pas empêcher d'écrire, même en droit public, mais on ne peut empêcher certains de penser d'une part

que la présente barbarie remise au placard, provisoirement espérons-le, les réflexions « classiques » sur souveraineté et laïcité, et d'autre part constituée, avec d'autres barbaries, un élément fondamental de l'histoire mondiale depuis 1937.

Dominique LEJEUNE

DELUERMOZ (Quentin), SINGARAVÉLOU (Pierre), *Pour une histoire des possibles*, Paris, Seuil, 2016, 439 p., 24 euros.

L'histoire contrefactuelle (traduction littérale de l'anglais counterfactual), que l'on pourrait définir comme une non-histoire dans la mesure où elle fait fi des sources et qui répond à l'interrogation « et si », s'est peu développée en France. Pour autant, le livre que l'on va lire est d'une grande importance puisqu'il s'efforce de faire le tour de ce que l'on pourrait appeler une forme d'histoire sinon une méthode, qui effraie l'historien français à l'évidence.

Pourtant, dans les années 1970, lorsque se diffusaient en France les travaux de l'économiste et historien américain Robert Fogel (p. 40), cette question m'apparaissait comme passionnante. Se demander ce que l'économie américaine serait devenue si ses chemins de fer transcontinentaux n'avaient pas existé ; où en seraient les États-Unis si l'esclavage n'avait pas été aboli à la fin de la guerre de Sécession ; quel aurait été le destin de l'économie russe comparée à la soviétique, si la révolution de 1917 n'avait pas eu lieu. C'étaient des questions essentielles auxquelles voulaient répondre les économistes américains. Mais pour ce faire, dans une démarche qui se voulait rigoureuse, leur unique proposition était de recourir aux méthodes mathématiques de l'économie classique, fondées sur des hypothèses par trop idéologiques (modèle néoclassique). Le défi m'était alors apparu insurmontable.

À la suite de Fogel, se sont diffusés à la fin des années 1990, les travaux de Niall Ferguson (*Virtual History : Alternatives and Counterfactuals*, 1997) dans le cadre des grandes universités anglaises. Les perspectives étaient beaucoup plus larges qu'auparavant. Au cours de mon séminaire de 3^{ème} cycle, j'ai alors incité les thésards à faire usage de l'histoire virtuelle. À l'exception d'un seul d'entre eux (Jérôme Penez), ils ont toujours reculé : hostilité au fictionnel, difficultés de mise en oeuvre...

L'ouvrage de Quentin Deluermoz et de Pierre Singaravéλου a l'intérêt de faire le tour de la question dans un sens global et extrait du contexte anglo-saxon. Il s'appuie sur une exposition en trois temps : une enquête sur les usages de l'histoire contrefactuelle ; un décryptage sur les enjeux de méthode et enfin, des exemples d'expérimentation.

La référence à « l'uchronie » était utile, mais cette non-histoire procède peut-être d'un terrain ludique de fiction et cela peut entraîner des brouillages : de *L'An 2440... (1771)* de Louis-Sébastien Mercier (p. 25) à *La domination de Draka* (1988-1999) de l'Américain Stephen M. Stirling (pp. 67-68).

L'histoire contrefactuelle pourrait relever d'une véritable méthode et c'est ce que les auteurs soutiennent, à notre sens, avec une trop relative circonspection, compte tenu de la réprobation à laquelle elle se heurte (p. 345) auprès de certains chercheurs la considérant comme un jeu. Elle permettrait de résoudre l'éternelle question du vrai ou du faux (p. 346) et plus, de dégager un champ de causalités. À titre d'exemple, les auteurs s'intéressent à la mise en oeuvre de la méthode dans le champ de l'histoire coloniale (pp. 213-247 et pp. 312-327).

Nous ne l'avons pas assez souligné, cet ouvrage ouvre des perspectives tant pour la recherche historique que pour l'enseignement.

André GUESLIN

GUMLOWICZ (Philippe), RAUWEL (Alain), SALVADORI (Philippe) (dir.), *Faiseurs d'Histoire. Pour une histoire indisciplinée*, Paris, PUF, 2016, 274 p., 23 euros.

Une question essentielle dans notre discipline est de savoir si l'on peut faire fi de sa propre histoire quand on écrit l'Histoire. La question a été initiée, il y a une trentaine d'années, par Pierre Nora qui avait demandé à une cohorte d'historiens réputés d'écrire leur égo-histoire (1987). Le livre a trouvé son public dans une démarche, il faut bien le reconnaître, de voyeurisme. Pourtant, quand on réfléchissait sur l'histoire en élaboration, le leit-motiv était qu'elle devait être impartiale, voire objective, et c'est ce qui la légitimait. Depuis, ce qu'il faut bien appeler un mythe a fait long feu. Nonobstant, les trois directeurs de l'ouvrage recensé ici ont rassemblé les textes d'égo-histoire d'une bonne dizaine d'historiens autour d'une interview de Zeev Sternhell. À l'exception de ce dernier, le pari était de faire intervenir de bons historiens mais ne disposant pas de la célébrité de leurs prédécesseurs.

Le point commun de la cohorte, semble-t-il, était la singularité de leur approche, bien loin d'une histoire purement événementielle mais se rapportant davantage aux représentations, musique y compris. Faut-il voir leurs objets d'étude « étrangers aux habitudes de la corporation » (p. 10) ? L'idée de Philippe Gumpłowicz de faire de ces individus une communauté surprend quelque peu, de même que leur référence à une histoire en marge (p. 10). Peut-on en faire des *outsiders* (p. 11) ? De quelle marginalité s'agit-il ?

Quels sont donc les facteurs biographiques qui les ont amenés tous à choisir d'écrire une certaine histoire ? L'hérédité a un grand rôle, dans un sens ou un autre. Ce n'est pas tant de savoir, si les ascendants sont ou non historiens que d'apprécier en quoi les travaux des pères ont réagi sur leurs

descendants (p. 261). C'est davantage le fait de savoir, si la manière d'écrire l'histoire de ces derniers en découle. Comme il s'agit d'une génération relativement jeune d'historiens (nés souvent après 1950), le facteur religieux est discutable... Pourtant, la collection d'individus rassemblés, révèle que la culture familiale ou l'éducation reçue, qu'elles soient juives ou chrétiennes, paraissent déterminantes dans l'orientation. Un traumatisme subi au cours de l'enfance, peut être décisif. Et, le postfacier, le sociologue Pierre Lassave, a raison de résumer ainsi : « Le modèle traumatique Faire de l'histoire revient au fond à l'exorciser. » (p. 262) L'impact de la Shoah dans l'histoire de vie de Zeev Sternhell, est évidemment décisif (pp. 207-208 et 230-231). Il faudrait, également, introduire l'impact de mai 1968 sur cette génération. L'expérience vécue, surtout quand elle intervient en dehors du cursus académique, est un élément qui détermine la façon dont l'historien fait l'histoire. Deux auteurs font valoir ainsi leur démarche de « flânerie ».

Enfin la logique d'une volonté de carrière réagit sur les choix de l'historien qui peut se réorienter en fonction du pur hasard d'une rencontre académique.

Cet ouvrage, en dépit de son caractère partiel (une dizaine d'historiens) et du fait qu'une égo-histoire est partielle par définition, démontre parfaitement que l'histoire n'est pas neutre. La critique des sources est enseignée à tout historien en herbe, mais elle devrait être suivie d'une authentique critique de la littérature de seconde main dans son essence.

André GUESLIN

SCHOR Ralph, *Le dernier siècle français. La France de 1914 à 2014*, Perrin, 2016, 633 p., notes de fin de texte, bibliographie, 25 euros.

Le contenu de ce « siècle français » est à comprendre de deux manières, qui se superposent, d'une part les

cent années qui séparent la fin de la rédaction du livre de la Belle Époque et, d'autre part, une tentative de répondre à cette question : la France a-t-elle perdu, au cours de ces dix décennies, ses caractéristiques traditionnelles, son éclat et sa place dans le concert des nations ? Ralph Schor, dont la première publication (*Nice pendant la guerre de 1914-1918*) est de l'exact milieu de ce siècle écoulé (!) et dont le dernier livre concerne *Les écrivains étrangers en France* (compte rendu dans *Historiens et Géographes* de novembre 2013), se coule dans la première acception de « siècle » dans ses trente chapitres, régulièrement remplis et il consacre l'essentiel de l'« épilogue » à la deuxième manière. La Belle Époque (erreur de date page 614 quant au livre d'un collègue, manifestement pas lu !) est traitée dans les cinq premiers chapitres, initiés par l'économique, le social et la culture, ce qu'on ne peut qu'approuver (suivent politiques intérieure et extérieure). La Première Guerre mondiale a droit à trois chapitres, l'entre-deux-guerres à huit, la Seconde Guerre mondiale à trois ; suivent deux chapitres pour la IVe République et quatre pour la Ve, mais d'une part sont intercalés trois chapitres de synthèse sur les sept décennies écoulées depuis la Libération et deux chapitres ultimes traitent de la société, toujours des sept décennies écoulées depuis la Libération. Un peu des « spécialités » de Ralph Schor pimentent ici et là les chapitres « chronologiques », dont le fond est presque exclusivement d'une érudition historique magistrale : la Côte d'Azur et l'immigration, par exemple. Je relève une attention à l'histoire de la chanson, de bonnes expressions, comme la « pyramide bourgeoise » de la Belle Époque et la « modernité à l'américaine » de l'entre-deux-guerres, ainsi que des gallicismes pédagogiques. Pédagogiques sont aussi certaines notes, notamment celles qui explicitent les « affaires », généralement peu claires pour les jeunes générations de lecteurs. Toute-

fois on relève quelques bévues, rares : le Bloc national, Nicolas Roussellier l'a montré, est bien plus au centre que ne l'a longtemps dit la *vulgate* ; Charles Barangé (1897-1985), député MRP du Maine-et-Loire, n'a pas proposé la loi qui porte son nom, il fut le premier dans l'ordre alphabétique des 18 signataires (députés MRP, RPF et modérés) d'un texte déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale (!) ; *Koenigsmark*, de Pierre Benoît, n'est pas le premier Livre de Poche à paraître, c'est *L'invitation à la valse*, de Rosamond Lehmann ; et surtout les passages sur Chevènement et Allègre dérapent quelque peu avec enthousiasme... L'épilogue, malgré l'amusante coquille confondant XIX^e et XXI^e siècle, tient la route par son souci de prendre du recul et de « juger », notamment le « sentiment d'appartenance à la nation française » et la « crise de la conscience identitaire ».

Dominique LEJEUNE

Philip NORD, *Le New-deal français*, Paris, Perrin, 2016, 453 pages, 25 euros (traduction de l'anglais [USA] par Michel Bessières).

Dans sa longue introduction, Philip Nord, professeur à Princeton et spécialiste de l'histoire de la France des XIX^e-XX^e siècles présente sa conception de l'histoire de la France de l'après-guerre (en réalité des années 30 à nos jours). Au-delà du sujet annoncé par le titre qui ne peut qu'égarer le lecteur – il ne sera guère question d'économie et les noms de Keynes et de Roosevelt ne sont mentionnés que trois fois ! – la préoccupation principale de l'auteur est l'analyse du « modèle français » principalement à partir de la construction de la « politique culturelle sur le long terme et parallèlement aux orientations économiques et administratives ». Le texte se présente en fait comme une sorte de chronique familière des idées et des actions des principaux protagonistes qui ont fait l'histoire de la France sous les quatre régimes politiques qui

se sont succédés depuis la fin de la Grande Guerre. Sans véritablement rappeler les spécificités de chacun d'entre eux ni même chercher à les différencier, il évoque incidemment les interprétations des spécialistes pour leur opposer son point de vue personnel. Il propose de s'interroger sur ces interprétations pour examiner d'un œil original – le sien – le modèle français de l'Etat républicain libéral et démocratique institué par la Troisième République et sa modernisation.

Son objectif est d'ouvrir le champ de la problématique des historiens universitaires français à une vision globalisée de l'histoire de France. Ainsi, par exemple, le modèle de l'histoire du Japon au XX^e siècle peut-il s'appliquer avec pertinence à l'interprétation du contexte historique français, au contraire de celui de la reconstruction de l'état allemand. Il précise : « les historiens japonais utilisent le néologisme « transguerre » pour désigner la période 1930-1950. Cette notion a toute sa pertinence dans le contexte français puisqu'elle intègre sous une même appellation les changements de régime et les bouleversements induits par ceux-ci, avec dans le cas français le passage de la démocratie à la dictature suivie du retour à la démocratie ». Que penser d'une telle affirmation et de l'intérêt d'une telle « méthode » de travail ? On peut s'étonner de lire et relire plusieurs fois cette proposition, avancée par Philip Nord comme une évidence, que « Vichy existe avant Vichy et que Vichy se poursuit après Vichy » pour éclairer l'évolution politique française contemporaine. Il écrit : « sur une perspective longue, l'importance spécifique de telle ou telle année qu'il s'agisse de 40 ou 44 tend à s'estomper. On peut supposer [mes italiques] qu'un certain nombre de continuités ont résisté aux ruptures, que des tendances lourdes ont subi des infléchissements... sans que leur direction générale en soit modifiée. Ce postulat est souvent avancé en relation avec l'obsession française pour les taux de natalité et

pour la politique familiale, cet invariant de la culture politique française de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début des années 60 ». Cette longue citation illustre le style original et la méthode singulière de l'auteur qui se déploie tout au long de l'ouvrage composé de bric et de broc sous une apparence chronologique où l'on voit disparaître et réparaître les personnages comme des acteurs de l'histoire des quatre régimes survolés en l'absence de toute référence constitutionnelle et idéologique objective à travers des « biopics » où les individus sont personnalisés par leur *pedigree* (c'est le mot de l'auteur).

Déroulée en fresque narrative nourrie de biographies fouillées avec le souci obsessionnel du détail psychologique insidieux, l'histoire de ce « *New-deal* français » se perd dans les sables d'interprétations dont la vocation semble être pédagogique, à l'intention d'un public non averti ou étranger à la culture française. Formaté sur le modèle du *story telling* appliqué à l'histoire universitaire et scientifique, ce mélange séduisant d'un récit romancé nourri de biographies offre une version *soft* d'un moment très complexe de l'histoire de France qu'il est pourtant bien peu pertinent de qualifier de « *New deal* français », du moins sous la forme superficielle choisie par l'auteur. Les abondantes références aux ouvrages concernant l'histoire de l'École des sciences politiques et celle de l'École nationale d'administration depuis leur fondation dont sont issus les principaux hommes politiques et hauts fonctionnaires évoqués dans ce livre ne suffisent pas à traiter le sujet, pas plus que l'énumération arbitraire et descriptive des artistes et des producteurs du théâtre et du cinéma français ne suffit à définir la politique culturelle française qui serait spécifique de ce « *New deal* français ». En effet la moitié du livre est consacrée à cette thématique sans que l'on puisse discerner la nature du lien que l'auteur établit entre « le penchant marqué à l'étatisme » du mo-



dèle français de modernisation et les évolutions de l'économie et la culture. L'auteur remarque d'ailleurs que « si l'on évoque la politique culturelle, on pense spontanément à 1936 et à 1959 bien plus qu'à la Libération » et qu'« aujourd'hui encore, le gouvernement du Front populaire reste associé dans les mémoires à un moment d'effervescence culturelle qui voient les autorités publiques d'inspiration socialiste encourager l'expression de la jeunesse ». De telles affirmations laissent perplexe. Aucune référence institutionnelle et historique objective n'est utilisée par l'auteur pour cette politique des arts, du patrimoine, de la culture qu'il prétend analyser. L'auteur travaille de seconde main à partir de sa lecture purement subjective des ouvrages spécialisés qu'il découpe hors contexte pour démontrer les deux idées principales qui sous-tendent tout au long du livre ses deux principales clés d'interprétations déjà évoquées, le « penchant marqué à l'étatisme des Français » et le fait que « Vichy existe avant Vichy et qu'il se poursuit après Vichy ». N'est-ce pas une problématique bien limitée pour une ambition si globale ?

Sans avoir pu s'appuyer sur une recherche originale dans les fonds d'archives publiques et privées, Philip Nord a raison de remercier longuement les spécialistes qui lui ont fourni ses sources dans leurs ouvrages qu'il a consciencieusement mis en fiches pour ses interprétations ; il a d'ailleurs l'honnêteté de signaler en fin de volume que certains historiens français en contestent la pertinence. Si son éditeur vante l'ouvrage pour des raisons publicitaires évidentes, nous ne pouvons qu'exprimer une certaine réserve à la fois sur le plan scientifique et sur le plan pédagogique.

Marie-Claude GENET-DELACROIX

Laurent RIEUTORT et Jacques SPINDLER ; « *Le tourisme de mémoire, un atout pour les collectivités territoriales ?* » ; 2015 ; 370 p. ; L'Harmattan, Paris ; 37,50 euros.

Cet ouvrage regroupe les communications présentées lors d'un colloque tenu en 2015 par des chercheurs aux compétences variées : géographes, juristes, économistes, sociologues, anthropologues, ethnologues, aménageurs, architectes.

La notion de « tourisme de mémoire » apparaît en France au début des années 2000 lorsque les services ministériels chargés du tourisme et des Anciens combattants cherchent à assurer la transmission du souvenir des grands conflits militaires du 20^{ème} siècle aux jeunes générations. Ce concept peut désigner un tourisme lié à des événements historiques tout comme à une mémoire individuelle et collective ancrée dans des lieux. Il ne doit pas être réservé aux seuls épisodes traumatiques du passé, ni étendu à tout ce qui concerne les temps anciens. Il concerne ce qui est censé mériter d'être transmis pour trouver une valeur dans le présent et qui, faisant sens pour certaines populations, fait partie de leur identité. Il doit être analysé à différentes échelles, avec sa relativité et sa complexité systémique. Le tourisme de mémoire distingue :

- le tourisme mémoriel (passé remarquable de certains territoires) ;
- le tourisme industriel (artisanat et savoir faire ancestraux) ;
- le tourisme gastronomique (art de la table) ;
- l'écotourisme (nature)... Il est une forme de lutte contre l'oubli et participe à la construction de l'identité d'un territoire. Il peut aussi figer la mémoire, devenir un objet commercial voire politique, atteindre une dimension idéologique.

Les 23 études, appuyées sur des exemples pris en France, sont regroupées

en trois ensembles : -découverte des « mémoires » liées au patrimoine matériel et immatériel (comment la mémoire concourt au processus de patrimonialisation et à la constitution de ressources touristiques) ; -mises en tourisme des « mémoires » (procédures retenues par les acteurs locaux pour y parvenir) ; -rôle des collectivités territoriales (retombées économiques, création d'un marché du tourisme de mémoire, réception par les communautés locales). Plusieurs contributions analysent les processus permettant au tourisme de mémoire de combiner volonté de construire une identité et cohésion territoriale, de développer un espace en y suscitant des innovations. D'autres montrent que le tourisme de mémoire est un enjeu important avec ses multiples retombées financières, sociales, environnementales, culturelles qu'elles s'efforcent d'évaluer. Certaines exposent comment il peut s'inscrire dans un projet de développement et notent les difficultés dues à notre organisation administrative qui partage la compétence tourisme entre les différentes collectivités territoriales.

Ce livre, intéressant par son thème, ses approches pluridisciplinaires, les cas précis exposés, reste, par sa juxtaposition de contributions très diverses et son absence de synthèse, un ouvrage de spécialistes pour des spécialistes.

Emmanuel-Paul DÉSIRÉ

Pierre PAGNEY, *L'incertitude climatique et la guerre* -, L'Harmattan, 229 p. 2016.

Poursuivant ses réflexions sur les rapports entre le climat et la guerre (voir le climat, la bataille et la guerre - 2008), Pierre Pagney aborde la question de l'incertitude climatique. Il l'expose à plusieurs niveaux qui font de cet ouvrage à la fois une référence scientifique, une réflexion militaire et une projection vers l'avenir du fait du réchauffement climatique.

La première partie intitulée *l'ordre et*

le désordre est un classique exposé de climatologie : la mosaïque climatique du globe est à la fois un système ordonné invariant dans ses grandes lignes depuis la fin de la dernière glaciation, entre la zonalité qui implique les facteurs cosmiques et l'azonalité introduite par les facteurs géographiques. Mais cette mosaïque est aussi animée d'un désordre permanent qui rend en particulier toute prévision délicate, désordre lié à la circulation atmosphérique qui fait que le « temps change » d'un jour à l'autre, désordre liée à des variations qui s'inscrivent dans des cycles, les uns relativement brefs (le couplage océan-atmosphère dans le Pacifique pour le nino, par exemple) les autres plus longs mais sans que l'expression ait affecté la totalité du globe, le petit âge de glace, autre exemple. Ce désordre introduit Pierre Pagney à évoquer le réchauffement contemporain et surtout la relation entre la guerre et les décisions prises par les militaires pour engager (ou ne pas engager) des opérations.

C'est à cela qu'est consacrée la seconde partie (les décisions militaires et l'incertitude climatique). Elle reprend en partie des analyses présentées par l'auteur en 2008 en insistant à la fois sur la responsabilité des chefs militaires et sur les hésitations qui peuvent être les leurs. L'exemple le plus connu, popularisé par le cinéma (*le jour le plus long*), c'est celui d'Eisenhower prenant la décision d'ajourner le débarquement le 5 juin à l'aube, contraint par les intempéries, l'état de la mer, la visibilité pour les avions et l'artillerie des croiseurs. Une étroite fenêtre d'accalmie pour le 6 juin et l'opération Overlord est lancée. Le général américain a joué avec le temps et, de fait, affronté l'incertitude qu'il faisait peser. Un élément parmi beaucoup d'autres cependant. Manière aussi de relativiser le poids des contraintes physiques dans les opérations militaires. Par contraste, c'est aussi Nivelles qui lance l'assaut contre les positions allemandes du

chemin des Dames en avril 1917 dans les bourrasques de neige et le froid. Le fallait-il compte tenu du désastre final ? Il est facile de poser la question puisque désastre il y eut : c'est oublier les attentes des troupes, la forte mobilisation des hommes et du matériel (gigantesque) et surtout la pression du gouvernement pour toujours aller de l'avant. Là encore, l'incertitude n'est pas seulement dans un fait climatique mais aussi (et surtout) dans la dimension stratégique de la réflexion. Pierre Pagney développe ainsi des batailles, des fronts à des échelles différentes, de l'offensive réussie de De Lattre et de la 1^{re} armée sur l'Alsace en janvier 1945 aux échecs d'Hitler et des armées allemandes en Russie. Là encore, l'hiver ne dit pas tout : l'échec est celui, stratégique, d'Hitler et des généraux, leur incapacité à prendre en compte l'espace sans doute plus que le climat. La vraie incertitude en novembre 1943, c'est celle d'Hitler refusant à Paulus le retrait de la 6^e armée, encore possible du fait des protections qu'apportait Manstein à son flanc sud.

C'est bien là dire l'intérêt de cet ouvrage qui pousse à la réflexion sur la guerre, sur le poids des contraintes de tous ordres qui affectent les opérations. Dans *Guerre et Paix*, Tolstoï dans une de ses pertinentes incises rappelle combien il est aisé pour les historiens de dire l'avant connaissant l'après : le lendemain de la bataille d'Austerlitz, le prince André ne lit dans les rapports rien de ce qu'il a vécu sur le champ de bataille, les certitudes du lendemain masquant ainsi les incertitudes du jour de la bataille.

Alors comment, en conclusion de ce passionnant ouvrage, concevoir le réchauffement climatique dans ses effets à long terme ? Il faut bien changer l'échelle et revenir au global, contraint par les approches actuelles, liées aux nombreux rapports du GIEC. Pierre Pagney, d'expérience et avec toute la sagesse et le recul du spécialiste, considère le « réchauffement » comme une réalité mais dis-

cute évidemment du « changement » auquel il n'adhère pas (il conviendrait en la matière que le vocabulaire soit bien compris de chacun, en particulier des pseudo-spécialistes dont les approches sont plus politiques que fondées sur les réalités observables). Si changement il doit y avoir, ce ne sera pas demain ni vraisemblablement dans un siècle, même si les températures devaient augmenter de 4°. C'est là le débat de la dernière partie, plus fondé sur l'incertitude que sur la guerre même si Pagney aborde deux zones à risque (l'Arctique et l'arc Saharo-Arabique), deux zones où les conflits sont potentiels pour l'un, l'Arctique, et réels pour l'autre. La question de l'eau est évidemment au cœur d'une réflexion dont l'on dira qu'elle n'est guère militaire tout en remarquant qu'elles ne sauraient être ignorées de la réflexion des états-majors. C'est un fait assez connu, souvent exposé et débattu mais l'ouvrage ouvre la focale de la réflexion. Pagney, sagement, considère qu'il n'y a pas vraiment de « réfugiés climatiques », d'autres causes sont majeures qu'il serait bon d'ailleurs de ne pas négliger tant la seule démographie constitue un enjeu que l'auteur et pas seulement mais plus encore les Etats « responsables », aurait pu plus largement prendre en compte. On conviendra cependant de considérer avec l'auteur qu'il « n'est pas possible de décider sans une part d'incertitude ». C'est vrai dans le domaine politique comme dans le domaine militaire : aux experts d'apporter les éléments de réflexion indispensables à la prise de décision, géographe, spécialiste reconnu de climatologie et officier de réserve, Pierre Pagney n'était pas le moins qualifié pour en fixer le cadre.

Alain MIOSSEC

Véronique PETIT (dir.), *La théorie du changement et de la réponse, Nouvelles perspectives de recherche sur la population et le développement*, coll. « Perspectives du développement », Paris, L'Harmattan 2015, 326

p. (nombreuses illustrations dans le texte ; références bibliographiques en fin de chaque chapitre) ; 33 euros.

L'ouvrage s'inscrit dans le contexte des « Population Studies » anglo-saxonnes qui s'efforcent de dépasser l'analyse classique des facteurs d'une croissance démographique trop centrée sur la dynamique des populations, mais peu portée sur leur contextualisation, « la large gamme de problèmes caractérisés par l'encastrement des faits démographiques dans l'économique, le social, le culturel, le politique », et de fait insuffisamment sensible aux problèmes du développement. Hommage à Yves Charbit, professeur émérite à l'Université Paris Descartes, il est soucieux d'ouvrir à la recherche de nouveaux horizons et s'attache tout particulièrement à donner une nouvelle actualité aux idées formulées dès 1963 par le démographe américain Kingsley Davis, dans un article où il énonçait la théorie dite du « changement et de la réponse », établissant justement la relation entre population et développement. D'où le titre ci-dessus retenu, *a priori* assez énigmatique pour le non initié, où nous est proposé « un agenda pour la recherche (probablement) plus utile que la théorie de la transition démographique (en vue de) mettre en oeuvre des projets concrets ayant une dimension socio-économique ».

Après une analyse critique de la théorie de la transition démographique menée par Y. Charbit – « est-ce une théorie ou une simple généralisation à partir de l'analyse de séries statistiques ? » - puis un rappel des apports précurseurs de Malthus et de Marx qui « ont le plus directement traité des relations entre démographie et développement », l'Auteur souligne que si la théorie émise par Davis « fut (naguère) un échec dans les cercles démographiques », elle avait au moins l'avantage d'éviter « le piège de l'illusion évolutionniste », de s'intéresser « aux changements à court et moyen terme (plus) qu'aux évolu-

tions au long terme », de s'attacher aux réponses possibles des acteurs plutôt qu'à prétendre « déduire des comportements des seules séries agrégées » et de proposer une typologie intéressante, ce qui l'amène à conclure à la nécessité de prolonger et d'élargir les apports de ce précurseur « et de ses rares héritiers ». En collaboration avec Véronique Petit, sont ainsi formulées à suivre les bases d'une théorie mieux adaptée aux pays en développement, faisant la part de l'économie et du politique ainsi que de la dimension sociale et culturelle pour l'étude de chaque thématique particulière abordée, comme le genre, la pauvreté ou autre, afin d'éviter une vision réductrice « allant à l'encontre de la réalité des contextes de sous-développement dans lesquels s'inscrivent les comportements démographiques ». En résulte une présentation des grandes catégories d'analyses en termes de changements et d'inertie au développement puis de réponses, amenant à l'interprétation de la question des comportements démographiques, économiques ou sociaux et à leur mise en œuvre grâce à des méthodologies de terrain adéquates. En conclusion sont évoqués les enjeux épistémologiques sous-jacents.

Viennent à partir de là, à titre d'illustration, une dizaine de contributions individuelles ou collectives, émanant pour l'essentiel de socio-démographes, rendant compte de recherches menées principalement en Afrique (en Guinée, au Cameroun) mais également dans divers territoires de l'océan Indien (Madagascar, Djibouti, la Nouvelle-Calédonie, la Réunion, Maurice). On sera surtout sensible à ce propos à la diversité des thématiques abordées, en illustration du thème, qu'il s'agisse de stratégies socio-économiques générales (en Guinée, à Madagascar) ou en réponse à des interrogations particulières comme le problème posé à Djibouti aux politiques de la population par la pratique des mutilations génitales féminines, l'ambiguïté et la complexité

de la réponse des jeunes au risque du VIH-Sida au Cameroun ou l'échec de la planification familiales dans les « cités » de l'île Maurice.

Reprenant enfin la main, Y. Charbit et V. Petit s'interrogent en conclusion sur la place du chercheur, soulignant l'intérêt de « l'approche anthropologique du développement » qu'ils recommandent. Elle « permet (en effet) de prendre en compte la dimension locale ou régionale des questions » et peut ainsi apporter « une contribution significative à l'analyse du développement, alors même que les programmes d'intervention (de santé en particulier) sont souvent des programmes verticaux, de surcroît élaborés au niveau des ministères centraux..., qui négligent dans leur mise en œuvre les réalités et les différences régionales... ». Du bon usage de la géographie en quelque sorte, à condition bien sûr que le chercheur puisse accéder aux moyens d'une recherche « de plus en plus institutionnelle » et parvienne au total à résister à l'attente des bailleurs qui en espèrent surtout « les données indispensables » à la mise en oeuvre de leurs programmes ».

Eternel problème assurément d'une Recherche qui se voudrait parfaitement indépendante mais en quête permanente de moyens de financement extérieurs qui la placent évidemment *de facto* sous la dépendance de bailleurs publics ou privés jamais totalement indifférents à la qualité de ses résultats...

Jean-Claude MAILLARD

SOCIÉTÉ



Mary WOLLSTONECRAFT, *Défense des droits des femmes*, édition présentée et annotée par Martine Reid, Paris, Gallimard, collection Folio, 2016, 144 p, 2 euros.

Précédé d'une lumineuse présentation (p. 7-16), le texte de Mary Woll-

stonecraft se présente sous forme d'extraits, annotés tantôt par l'auteure elle-même, tantôt par Martine Reid. Mary Wollstonecraft, née en 1759 dans le milieu de la petite bourgeoisie, a d'abord été préceptrice dans des établissements scolaires fréquentés par la riche aristocratie anglaise, puis traductrice de français. Elle se passionne pour le débats d'idées et suit l'actualité politique du moment ce qui la conduit à répondre au texte d'Edmund Burke, *Reflections on the Revolution on France* par une virulente défense des droits de l'Homme, *A Vindication of the Rights of Men*, ouvrage salué par tous les progressistes. Elle ne s'arrête pas en si bon chemin et publie en 1792 *A Vindication of the Rights of Women*, rapidement traduit en Français, en réponse à un rapport sur l'éducation dont l'auteur n'était autre que Talleyrand ! Mère de deux filles, elle meurt en couches en 1797. Son dernier époux publie un roman inachevé, *Mary, or the wrongs of woman*.

Le texte édité ici est constitué d'extraits de *Défense des droits des femmes* dans la traduction établie en 1792 par un auteur inconnu. Il est précédé de la dédicace de Mary Wollstonecraft à Talleyrand qui avait rédigé en septembre 1791 un *Rapport sur l'Instruction publique*, reconnaissant le droit des femmes à recevoir une instruction. Mary Wollstonecraft critique cependant les différences encore communément admises entre une instruction ouverte sur le monde extérieur, pour les garçons, et une éducation centrée sur les besoins domestiques pour les filles. Elle raisonne en moraliste, mais aussi en philosophe qui fait de la vertu et du courage moral la condition nécessaire à l'établissement de la cité régénérée. Mary Wollstonecraft est pétrie de lectures de Rousseau dont la pensée, tant dans le sentiment de la nature que dans l'intérêt pour les questions d'éducation, inspire ses réflexions personnelles. Si elle se garde de revendiquer une égalité de nature entre les hommes

et les femmes, elle réclame pour ces dernières une égalité d'instruction et de considération. Elle récusé la notion de sensibilité dite féminine, car elle sait faire la part de la culture dans les caractéristiques de l'un et l'autre sexe. Dédiant son ouvrage à la classe moyenne, elle valorise le travail et condamne l'oisiveté qui est l'apanage de l'aristocratie à ses yeux. Répétons l'importance des notes originales de Mary Wollstonecraft et des notes savantes de Martine Reid facilitant la lecture d'un texte qui sans cela ne serait pas très aisée en raison de la langue de l'époque. La lecture de ce petit ouvrage permet de saisir une pensée en mouvement déroulant des argumentaires fluctuants mais destinés à préciser une pensée qui, tout en étant rationnelle, échappe à l'aspect théoricien ou dogmatique.

Annie DUPRAT

Jean-Marc MORICEAU, *La bête du Gévaudan. La fin de l'énigme ?*, Éditions Ouest-France, 2015, 144 p., 14,90 euros.

Historien moderniste du monde rural et du loup, Jean-Marc Moriceau affronte la bête du Gévaudan... 250 ans plus tard. J'oserais dire que c'est un livre qui se lit en courant, tant le récit poursuit la piste de la bête à travers un ouvrage dont la brièveté fait haleter son lecteur.

En effet, l'auteur a décidé de suivre la trame chronologique de ce drame socio-environnemental. Drame social puisqu'il touche crûment des paysans de plusieurs familles, générations et villages. Drame environnemental d'abord, parce qu'il interroge les pratiques d'élevage (encore aujourd'hui) et tout autant parce qu'il pose la question de la tolérance des sociétés rurales face aux prédateurs de type anthropophages. Il est vrai que les bêtes anthropophages ne sont pas une nouveauté en soi : les sources écrites les décrivent depuis la fin du XIII^e siècle (carte pp. 118-119). Toutefois, celle du Gévaudan (50 à 80 blessés, 80 à 100

morts à son actif !), procède d'un triple retentissement.

Un retentissement local qui fait naître la peur chez les gens du coin. Un bûnôme ou une meute de loups particulièrement féroce mutilé ou assassine des enfants, des femmes et même des hommes adultes. À l'opposé, le courage renaît à chaque escarmouche gagnée qui par un enfant, Jacques Portefaix, 12 ans, qui par une mère, Jeanne Marlet sauvant ses enfants de la gueule du loup. Face à la dangerosité de la situation, les autorités interviennent. C'est le deuxième retentissement. Autorité religieuse, comme l'évêque de Mende, mais surtout autorité royale qui envoie des dragons, des veneurs de Normandie et finalement jusqu'à son lieutenant des chasses. La situation, traumatique et à rebondissements, finit par intéresser les journaux : c'est le troisième retentissement. L'affaire a déjà un éclat local, pluri-régional et national lorsque les médias s'emparent : *Courrier d'Avignon* et *Gazette de France* pour le lectorat, estampes parisiennes pour les illettrés, et enfin journaux hollandais, allemand et anglais internationalisent ce fait divers sous forme de feuilleton. En effet, leur public, bien que diversifié, est principalement urbain, c'est là une des clefs de la sociologie de cette histoire. Abondamment illustré, presque chaque page est ornée d'une photo, d'un document d'archive ou d'une iconographie d'aujourd'hui. Cette démarche permet d'une part d'aborder l'imaginaire autour de la bête et d'autre part, de diversifier l'approche du sujet par la variété des sources. Dans le même registre, il faut souligner la qualité du travail cartographique qui permet de suivre le théâtre des opérations en Haute Auvergne et en Haut Gévaudan durant ces trois années de traque épuisante, mais au final fructueuse.

François DUCEPPE-LAMARRE



Béatrice JOYEUX-PRUNEL, *Les avant-gardes artistiques, 1848-1918, une histoire transnationale*, Paris, Gallimard, Folio-histoire, n°249, 2015, 964 p., 9,70 euros.

Issu de travaux de recherche universitaire, cet important volume répond au désir de l'auteure de combler une lacune historiographique en élaborant une synthèse sur l'histoire des avant-gardes picturales. Elle voulait écrire « un livre qui allie, aux approches chronologiques et artistiques, une démarche à la fois sociale, sociologique, marchande, culturelle et transnationale ». Dans son avant-propos, elle décrit les étapes et les niveaux de ses recherches et définit sa problématique et ses méthodes de travail. Elle a cherché : « ce qui pouvait aider à répondre à une question qui anime aujourd'hui l'histoire de l'art : comment décentrer nos récits ? ». Elle se réfère aux problématiques développées par une histoire mondiale de l'art (*global art history*), se détachant de « l'histoire horizontale de l'art » pour se rapprocher de la méthode des transferts culturels et du comparatisme international. Elle démontre que le jeu des avant-gardes fut toujours géopolitique et s'intéresse surtout aux conditions sociologiques et psychologiques dans lesquelles les artistes, subissant les contraintes du marché, ont développé leur art et pensé leur œuvre.

Le plan d'ensemble, très pédagogique, permet de comprendre l'ambition des objectifs de l'ouvrage. Ses cinq parties à la fois thématiques et chronologiques sont précédées d'une introduction qui définit longuement (130 pages) ce qu'est l'avant-garde. La première partie analyse la crise du système artistique français à partir de l'étude du combat entre les Modernes et les Anciens de 1848 à 1889, en précisant les conditions du passage des Modernes de l'opposition

à la reconnaissance et en examinant l'oscillation des impressionnistes entre intransigeance et adaptation, avant d'aborder la question du marché international de 1885 à 1889. La deuxième et la troisième parties sont consacrées respectivement au temps des Sécessions de 1889 à 1902 et à la crise du modernisme européen de 1903 à 1909. La quatrième partie, plus développée, étudie le déroulement de la « guerre artistique internationale » (1905-1914). Le livre s'achève sur l'épreuve de la guerre de 1914-1918 : « entre le feu et l'ordre ». Un impressionnant appareil critique se déploie sur 252 pages en fin de volume, bibliographie et notes, mais surtout un index des principales galeries, un cahier de vingt-deux reproductions des œuvres essentielles qui se trouvent au cœur du livre : il témoigne de l'intensité du travail d'investigation et de compilation réalisé par l'auteure. Cette remarquable synthèse sur l'histoire des avant-gardes artistiques en Europe permet de parcourir le continent des géopolitiques picturales mises en œuvre dans les transferts culturels et les échanges financiers que génère le marché international de la création artistique. Une des forces de l'ouvrage est de conduire l'analyse hors des frontières esthétiques et stylistiques habituellement délimitées par les monographies sur les artistes, les groupes, les écoles et leurs œuvres produites par les disciplines universitaires depuis deux siècles. Pourtant, on regrettera que l'auteure en conserve les catégories et les codes qui les hiérarchisent, et se contente de les réorganiser selon une logique thématique et chronologique, certes efficace, mais qui par son caractère énumératif et descriptif rend l'exposé conventionnel et efface l'originalité des interprétations de l'auteure : celles-ci sont toutefois suggérées par des associations répétitives qui ont le mérite de les rendre claires pour des lecteurs étudiants et non spécialisés.

On regrettera donc l'absence d'une

discussion critique plus approfondie des connaissances sur un sujet aussi riche en « batailles esthétiques, politiques, polémiques » de toute nature qui perdurent sous nos yeux d'autant plus qu'elles ont traversé l'Atlantique plusieurs fois depuis 1918 en changeant de valeurs et de significations historiographiques. L'apport le plus convaincant de l'ouvrage concerne l'histoire des avant-gardes en Europe centrale qui permet de comprendre la nature et la fonction du décentrement du marché de l'art de Paris en faveur de Munich et de Londres. Moins bien connus que ceux des avant-gardes parisiennes qui dominent le corpus de sources utilisées dans cet ouvrage (cf. l'index), les artistes de ces avant-gardes de l'Est élaborent avec leur marchands et leurs collectionneurs des stratégies inédites qui constituent une nouvelle géopolitique. Ainsi les marchands-collectionneurs Daniel Kahnweiler et Wilhelm Uhde qui se sont rencontrés à Paris sont avec Alfred Flehtheim (qui s'était investi dans la grande exposition du *Sonderbund* de Cologne en 1912) sont-ils à l'origine de la promotion de Picasso et du cubisme en Allemagne et en Europe centrale. L'auteure étudie les réseaux d'artistes et de collectionneurs européens qui profitent de ce nouveau contexte en faveur de l'avant-garde, alors qu'en France l'influence de ces réseaux décline, à l'exception de ceux de certains hommes politiques comme Marcel Sembat qui joue pour Matisse, les Fauvistes et les Cubistes le rôle joué autrefois par Clémenceau pour la reconnaissance officielle de Monet et des impressionnistes.

L'auteure traite d'une manière originale l'étude de la nouvelle élite de véritables connaisseurs de l'art avant-gardiste surtout parisien qui se développe en Europe centrale, de même qu'elle éclaire l'exemple de l'Angleterre examiné à partir de l'action de Roger Fry et du *New English art club* en faveur du postimpressionnisme et des cubistes, peu appréciés d'artistes

anglais comme Walter Sickert. Elle porte sur l'exposition de l'*Armory Show* en 1913 à New-York un regard critique en l'analysant comme un événement publicitaire fruit d'une politique de marketing en faveur de la promotion de l'avant-garde européenne et de la nouvelle avant-garde américaine l'*Ash Can School* (« l'École de la Poubelle ») où exerçaient *The Eight*, surnommés « le gang des poubelles », inspirés des Fauvistes. L'effervescence née de cette nouvelle conjoncture entraîna un bouleversement des équilibres et conduisit à une guerre des nouvelles avant-gardes européennes dominées par celles de Russie et de Grande-Bretagne qui sont tour à tour examinées à partir des expositions d'œuvres organisées par les marchands - collectionneurs et des conférences théoriques organisées par les artistes et les critiques. Il s'en suivit une balkanisation de la peinture avant-gardiste, qui poussa la peinture au bout d'elle-même à force de concurrence et donna naissance à l'abstraction. La peinture n'avait plus de finalité et l'Art, remis en question, devint pour Kandinsky une nécessité intérieure et pour Picasso du bricolage. Puis à l'épreuve de la Grande Guerre la dématérialisation de l'Art conduisit à l'ébranlement des pratiques artistiques prises « entre le feu et l'ordre ». Mieux connue, cette période de l'histoire des avant-gardes aborde l'étude de l'union sacrée des Modernes suivie par celle du réveil des avant-gardes et le retour de la tradition classique du cubisme « bleu horizon » qui ouvrit un nouveau marché à la peinture nouvelle après la reprise des expositions et de la vie artistique animée par les marchands-collectionneurs Paul Guillaume et Léonce Rosenberg : l'art moderne devenait à « Paris Rive droite » une valeur sûre. Plus inédite, l'analyse des avant-gardes allemandes en révolution fait ensuite l'objet d'un chapitre très documenté sur les rapports entre la révolution politique et l'art en révolution. La refondation ou la naissance

de l'avant-garde à New-York est alors rapidement évoquée, ainsi que le grand décalage dadaïste à Zurich en 1916-1917 qui conduit l'auteur, dans son épilogue, à s'interroger sur le sens d'une nouvelle histoire de l'innovation et de l'avant-garde en art. Ce livre s'impose désormais comme une introduction indispensable à la compréhension des mouvements d'avant-garde dans la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.

Marie-Claude GENET-DELACROIX

SUR LA COMMUNE



Breve actualisation de la bibliographie sur la Commune.

Jacques ROUGERIE : *La Commune de 1871*. PUF collection Que sais-je, réédition 2014. *Paris libre, 1871*. Paris, édition du Seuil, 2004, 288p. Une réédition de l'ouvrage paru en 1971, avec une préface inédite de l'auteur. Dans ces deux ouvrages, il interroge les notions de démocratie et de souveraineté populaire : il est alors conduit à penser la Commune « comme une utopie », un « ferment critique » ; la Commune comme un « questionnement libertaire de la démocratie ».

L'ensemble des articles de l'auteur se trouve sur son site : www.commune-rougerie.fr.

1870-1871, autour de la Commune de Marseille. Aspects du mouvement communaliste dans le Midi, sous la direction de **Gérard LEIDET** et **Colette DROGOZ**. Paris, Syllepse et Marseille PROMEMO (Marseille), 2013, 244p. Postface de Jacques Rougerie.

Cet ouvrage présente des regards croisés sur la commune de Marseille et une précieuse analyse sur le mouvement communaliste dans le midi et en province.

Le Paris de la Commune 1871, sous la direction de **Jean-Louis ROBERT**. Paris, Belin, 2015, 189p.

Ce livre contient les conférences faites au Petit Palais, à l'occasion du cent-quarantième anniversaire de la Commune, en 2011. Il s'organise en trois parties : une Révolution, un peuple, la Commune en actes. (La conférence d'Eric Fournier a fait l'objet d'une édition séparée dans un ouvrage remarquable et stimulant sur la construction des mémoires de la Commune et ses usages mémorielles. Eric Fournier, *la Commune n'est pas morte, les usages politiques du passé de 1871 à nos jours*. Paris, Libertalia, 2013, 187p).

Parmi les contributions de Jean-Louis Robert, Laure Godineau, Jacques Rougerie, Claudine Rey, Sylvie Aprile, il faut mentionner plus particulièrement les articles de Jean-Louis Robert sur la Commune et la justice, sur la Commune et les Arts, qui interrogent nos pratiques.

Concernant la justice, l'auteur explique que la Commune a été très vite confrontée à la question suivante : faut-il, dans des circonstances jugées exceptionnelles, prendre des mesures exceptionnelles? En effet, en application du décret sur les otages, les arrestations arbitraires de personnes suspectées de complicité avec Versailles se sont multipliées. La réponse de la commission de la justice animée par Eugène Protot a été très claire lors du décret du 14 avril réglant la garde à vue : « les principes sont supérieurs à tous les événements », montrant ainsi la volonté de renforcer un état de droit dans le cadre d'une guerre civile.

Par la création, à l'initiative de Gustave Courbet, de la fédération des artistes de Paris (pour les artistes plasticiens et les artisans) et de la fédération artistique (pour les artistes du spectacle), les artistes s'engagent dans un véritable projet d'émancipation, rompant avec le Second Empire, les arts devant relever de l'association ouvrière et de la démocratie sociale. Le règlement constitutif de la fédération des Artistes de Paris, rédigé par le peintre sur étoffe Eugène Pottier et adopté par plus de 400 artistes le 7

avril 1871 se termine par cet engagement : «par la parole, la plume, le crayon, par la reproduction populaire des chefs d'oeuvre, par l'image intelligente et moralisatrice qu'on peut répandre à profusion et afficher aux mairies des plus humbles communes de France, le comité concourra à notre régénération, à l'inauguration du luxe communal, aux splendeurs de l'avenir et à la république universelle»

Cette expression «luxe communal», Kristine Ross en fait le coeur de son ouvrage sur la Commune.

Kristin ROSS : *L'imaginaire de la Commune*, La Fabrique, 2015, 186p.

Elle explique que par l'expression «luxe communal», Pottier et la fédération en appelaient à quelque chose comme de l'art public jusqu'aux plus humbles communes :

«demander que la beauté s'épanouisse dans les espaces communs et non plus dans des chasses gardées privées revenait à transformer l'art pour qu'il soit pleinement intégré à la vie quotidienne et non plus seulement l'objectif de ces excursions dans ce qu'Elisée Reclus appelait le palais coutumier où, tous les ans, sont enfermés temporairement ce qu'on appelle les beaux-arts. L'art ne vivrait plus alors cette vie étriquée parmi une poignée d'être supérieurs». L'expression «luxe communal» interroge sur ce qu'une société appelle le luxe lui-même, ce qu'elle estime être précieux. D'où l'idée d'une richesse partagée, différente de la course quantitative à la surproduction et à la consommation : «le luxe communal ripostait à l'idée d'un partage de la misère - l'image que les Versaillais voulaient donner de la Commune- en proposant un type de monde absolument différent : un monde où chacun aurait sa part du meilleur. »p. 81.

Louise MICHEL : *La Commune*. Nouvelle édition établie et présentée par Eric FOURNIER et Claude RÉTAT. Paris, éditions la Découverte, 2015, 476p. Index et dossier photographique.

Un remarquable travail d'édition, avec des annotations en bas de pages, précises, documentées et indispensables.

Louise MICHEL : *A travers la mort. Mémoire. Inédits, 1886-1890*. Paris, éditions La Découverte, 2015, 353p. Edition critique établie et préfacée par Claude RÉTAT. Index et dossier documentaire.

Le premier tome des Mémoires de Louise Michel est paru en 1886. Ce qui devait constituer le deuxième tome a d'abord été détruit (brûlé par Louise Michel, en quelque sorte comme un reflet de la Commune et de ses incendies); il est publié en 1890 en feuilleton, 69 épisodes parus dans le quotidien du socialiste Jules Rocques, l'Égalité. Il est enfin disponible. Étrange ouvrage, qui fait écrire à Claude Rétat : « Louise Michel se fait la chiffonnière de l'histoire». Un ouvrage entremêlant récits, analyses, réflexions, témoignages, citations, autocitations, poèmes, articles de presse : « ce second volume de mémoires, ce sera donc, non les faits et gestes d'un individu, mais quelque chose comme la goutte d'eau d'une vie mêlée à l'Océan humain ». P. 36.

Christine EXCOFFIER

PARTIS



Pauline GALLINARI, *Les communistes et le cinéma France de la Libération aux années 60*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2015, 300 pages, cahier d'illustrations, tableaux, index, 21 euros.

Pauline Gallinari s'interroge dans cet ouvrage sur les liens entretenus par le PCF, de la libération aux années soixante, période de sa plus grande audience politique, avec le cinéma, « le plus important de tous les arts » selon Lénine. L'influence du PCF ayant évoluée au cours de ces années, le cinéma et, de façon plus générale,

l'image animée ayant vu leurs dispositifs, de production et techniques, changer, c'est tout naturellement que l'auteur choisit d'articuler son travail autour d'une trame chronologique, choix globalement judicieux. Trois grandes périodes, plus dictées par la scène politique que cinématographique : l'Après-guerre, la Guerre froide, le milieu des années cinquante au milieu des années soixante. Si les deux premières vont de soi, la troisième est plus discutable mais Pauline Gallinari sait, avec habileté et de façon pertinente, lui donner une unité issue de la sphère cinématographique, la fin du cinéma du parti. Une problématique générale relie les trois parties chronologiques, celle du double espace d'intervention du PCF dans le cinéma : dans l'ensemble de la sphère, dans la construction d'un cinéma propre au parti, cinéma de propagande, cinéma militant. La dialectique de ce double rapport au cinéma, variable selon les périodes, nourrit l'ensemble du travail et lui donne une remarquable cohérence. Dans la première période, le PCF tente de mettre la main, en profitant de l'engagement de cinéastes et techniciens communistes dans la résistance, sur les organismes étatiques de gestion du cinéma comme de la production. Il échoue, car, s'il garde de solides têtes de pont, il ne parvient ni à pénétrer en profondeur le dispositif étatique et faute de moyens financiers ne peut produire pour le grand public. Certes des réalisateurs, des artistes, des critiques l'accompagnent, mais ce qu'ils relaient du discours communiste n'est en rien hégémonique. D'une certaine façon, cet échec, nourrit l'autre versant du cinéma communiste, la production de films de propagande et la distribution de films idéologiquement marqués, comme les films soviétiques. Ce cinéma des communistes, fabriqué et relayé par une infinité de sociétés et de canaux, s'impose au moins dans l'univers militant. La période de la Guerre froide accentue le clivage. Si le PCF parvient quelque temps à unifier

une partie de la profession autour de lui lors d'une campagne contre les accords Blum-Byrnes, c'est la production de films du Parti qui devient, en la matière, la préoccupation principale de ses dirigeants. La prise en charge locale de cette production par des « amateurs » entraîne à l'occasion des incompréhensions entre base et direction dont *Le rendez-vous des quais* de Paul Carpita porte le témoignage. La troisième période est un moment de déstabilisation qui voit les dogmes politiques remis en cause après la mort de Staline, les pratiques du cinéma bousculées par la Nouvelle Vague, qui divise la critique communiste, le cinéma communiste dépassé sur sa gauche par l'entrée dans le cinéma de propagande de divers groupes qui entendent se situer à la gauche du PCF. Le cinéma du PCF ne fait plus recette, même si le Parti maîtrise encore une partie des circuits de distribution militants, en particulier celui lié à France URSS ou ceux des ciné-clubs, en pleine expansion. Mais ni le rêve d'une influence pérenne du PCF sur le cinéma grand public, ni celui d'un cinéma du Parti ne se sont réalisés.

Bien écrit, cet ouvrage s'est nourri à de multiples sources, allant des archives du PCF à celles du CNC ou de la Cinémathèque française en passant par des fonds d'archives privées et publiques, en a suscitées, à travers l'enquête orale, et a profité de la numérisation des films produits par le PCF grâce à l'association Ciné-Archives. On peut d'ailleurs regretter que les nombreuses heures passées par l'auteur à visionner ce fonds, aussi incontournable qu'important, n'ait pas abouti à une analyse filmique de cette production qui eût permis de dévoiler, autrement qu'à travers les écrits, le discours sous-jacent du PCF sur la société française et le rôle qu'il entendait y jouer, mais c'est peut-être une conséquence de la construction chronologique choisie à moins que le temps réduit de production d'une thèse dans l'actuel dispositif universi-

taire y soit pour quelque chose. Sans doute aussi une meilleure attention à l'histoire des relations entre le PCF et le cinéma avant guerre eût elle permis de préciser certains éléments, ainsi si le député communiste Fernand Grenier est, à l'Assemblée, le principal intervenant sur les questions de cinéma c'est qu'il fut à partir de 1932, à l'instigation de Maurice Thorez, le responsable national des Amis de l'Union Soviétique (AUS), dont l'une des tâches principales fut la diffusion du cinéma soviétique, voire des productions du PCF à partir de 1936. Ces remarques cependant ne sauraient remettre en cause l'excellence d'une recherche dont les résultats seront précieux, à la fois pour les historiens de la culture et du PCF, mais, au-delà, pour les enseignants qui y trouveront un appui précieux pour faire comprendre la richesse de la vie politique de la période et l'importance politique qu'y prit alors la vie culturelle.

Michel CADÉ

LANGUES, CIVILISATIONS



Louis-Jean CALVET, *La Méditerranée, Mer de nos langues*, 328p, CNRS, Index des noms propres, PARIS, 2016, Prix : 25 euros.

L'auteur de ce livre est un linguiste, déjà connu par bien des publications. Il tente, ici, d'écrire l'histoire linguistique de la Méditerranée et pose ainsi le problème (p.10) : « Les langues que l'on parle aujourd'hui ne sont pas les mêmes que celles parlées il y a trois mille ans. Comment est-on passé de l'une à l'autre de ces situations ? À quel prix ? Avec quelles disparitions, quelles fusions, quelles naissances ? Il y a aujourd'hui quatre systèmes graphiques sur ces rives, les alphabets arabe, grec, hébreu et latin ; il n'y en avait aucun il y a six mille ans : il y en a eu des dizaines entre ces deux dates. Comment cette émergence s'est-elle produite ? Puis comment

cette décantation s'est-elle opérée ? » Si le problème est bien posé, le lecteur sera tout de même étonné de constater que la mer Adriatique est d'emblée laissée de côté, alors qu'elle a joué successivement le rôle de pont et celui de barrière entre aires linguistiques différentes ; l'auteur laisse volontairement en dehors de son champ d'études les populations de langue albanaise et slaves du Sud (serbo-croate, et bulgare-macédonien) et ne semble accorder aux Vénitiens aucun rôle dans la Méditerranée durant près d'un millénaire !

La première partie est intitulée « Histoires de langues » ; elle rappelle que la Méditerranée est le berceau des alphabets, dont deux (le latin et l'arabe) dominant aujourd'hui la Méditerranée. Ensuite l'auteur décrit successivement l'expansion phénicienne, la place de l'hébreu qualifié de langue à éclipses et son étonnante résurrection à l'époque contemporaine, les traces linguistiques de l'expansion grecque, l'Empire romain et les langues latines, l'expansion de l'arabe, les Croisades et les langues, et la *Lingua franca*.

La deuxième partie, beaucoup plus courte, est intitulée « Histoires de mots » en soulignant l'existence de mots méditerranéens. L'auteur « tente de mettre en lumière quelques éléments d'un univers sémantique méditerranéen, de figures récurrentes et partagées qui marquent du même sceau un certain nombre de langues n'ayant pas nécessairement de relations génétiques »(p.186). Il met en évidence le lien étroit entre *huile* et *olive* en pays méditerranéen ; c'est aussi le cas pour le *pétrole* (l'huile de pierre) ou *naphte*, la vigne et le vin. ; *drogman* et *truchement* constituent un doublet qui vient du mot araméen *targum*, et réapparaît dans l'arabe avant de se répandre dans tout le bassin méditerranéen. La toponymie exprime aussi différents moments de l'histoire de la Méditerranée, comme le montrent les *Villeneuve*s au Sud ou les *Neapolis* au Nord, les *Neapolis* (*Naples*, *Naplouse*) ou encore les

nombreuses *Alexandries* fondées en mémoire d'Alexandre le Grand ; l'auteur s'intéresse aussi aux *madragues*, lieu de pêche au thon rouge le long des côtes méditerranéennes.

La troisième partie intitulée « l'histoire au présent » distingue plusieurs Méditerranées, par opposition entre les côtes méridionales et septentrionales et entre le bassin oriental et le bassin occidental, avec aujourd'hui un mouvement migratoire du Sud vers le Nord. Les politiques linguistiques en Méditerranée ont été marquées par la colonisation au Maghreb : en Algérie en particulier le développement de l'enseignement du français, à côté d'un arabe « standard » ou « moderne » nulle part parlé par les élèves avant leur entrée à l'école ; également au Moyen-Orient, la mise en place des mandats français au Liban et en Syrie, et britannique en Palestine et en Irak, s'est traduite par un développement du français dans les deux premiers et de l'anglais dans les deux autres territoires, tout comme la présence anglaise en Égypte a durablement marqué ce pays. La révolution imposée par Kemal Atatürk à son pays a abouti à la naissance d'une langue nouvelle par l'élaboration d'un nouvel alphabet « turc », en fait l'alphabet latin adapté aux spécificités phonétiques et phonologiques de la langue, puis par une réforme lexicale destinée à remplacer tous les mots venant de l'arabe ou du persan par des mots « authentiquement turcs » qu'on alla chercher dans les dialectes parlés dans le pays, mais aussi dans les langues de la même famille, dans les Balkans, en Sibérie, chez les Ouïgours, etc. En Grèce coexistaient deux variétés d'une même langue, une « variété haute », la *katharévoussa* (« purifiée ») et une « variété basse », la *démotiki* (« populaire »). La première a été longtemps la langue officielle du pays et celle de l'église, même si la majorité de la population parlait la deuxième. Cette situation a donné lieu à un violent débat au xx^e siècle, à des émeutes graves à Athènes dès 1901 ; il a fallu

attendre 1982 pour voir une simplification du système des accents, puis une promotion de la *démotiki* à la fonction de fait de langue de l'État. Les flux de traduction constituent un moyen intéressant de communication internationale : à l'époque médiévale, l'émergence d'une science en arabe florissante a permis le développement de traductions à partir de l'arabe ; aujourd'hui ces flux sont très déséquilibrés. Aujourd'hui, 40% des ouvrages traduits dans le monde l'étaient à partir de l'anglais ; les ouvrages traduits à partir du français, de l'allemand et du russe représentaient chacun 10 à 12% de l'ensemble, ce qui signifie que les trois quarts des traductions mondiales viennent de quatre langues.

Alors que les migrants posent un problème concret tant aux zones de départ qu'aux zones d'arrivée, les problèmes posés par le plurilinguisme sur les pourtours méditerranéens sont particulièrement susceptibles de retenir l'attention de nos contemporains et ce livre peut y contribuer réellement.

Pierre CABANES

Hubert AUPETIT et al. (dir.) association le Latin dans les littératures européennes, *Le bon air latin*, 358 pages, 2016, Fayard, PARIS, Prix : 22 euros.

Ce livre est publié sous la direction d'Hubert Aupetit, Adeline Desbois-lentile et Cecilia Suzzoni et rassemble des contributions de nombreux auteurs : d'Hubert Aupetit à Michel Zinc. Comme l'indique la quatrième de couverture, « Le bon air latin, c'est un souffle qui a donné naissance à notre langue, et n'a cessé depuis, contre vents et marées, d'assurer son allure. C'est lui qui inspire au français sa richesse d'invention lexicale, sa précision grammaticale, sa musicalité propre et bien peu s'en rendent compte - sa stabilité dans la traversée des siècles. Si les Français peuvent encore aujourd'hui lire Descartes, Molière, Voltaire ou Victor Hugo, c'est parce que, parmi les forces vives et fécondes qui

poussent à l'évolution d'une langue, l'influence latine a toujours exercé sa modération sur le français. Un français coupé de sa respiration latine, tel que le projettent les réformes successives de l'Éducation nationale au nom d'un égalitarisme qui ne profite qu'aux initiés -, c'est le baragouin que nous voyons se répandre autour de nous dans les médias, les arts, la politique, le commerce, dominé par le pire de ce que nous pouvons emprunter à la belle langue anglaise ».

Il n'est pas possible, dans un bref compte rendu, de présenter toutes les interventions. La première est présentée par Michel Zinc, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et s'intitule : « Le Français que nous voulons ». L'apprentissage systématique de la grammaire française, de ses règles et de ses usages est indispensable et doit s'appuyer sur l'histoire du français et donc sur son enracinement dans la latinité. L'ouvrage est ensuite divisé en trois parties : le Français d'où il vient, le Français où il en est, le Français où il va.

On aurait tort de classer ce livre d'autorité parmi les oeuvres des tenants d'un statu-quo figé, hostiles à toute évolution. Il mérite beaucoup mieux. Sa lecture montre un véritable souci de défense de la langue française et nul ne peut nier l'importance de ses origines latines. Il doit contribuer à jeter les fondations d'un dialogue intelligent entre tous ceux qui ont le souci de maintenir et développer la place de notre langue dans le concert international.

Pierre CABANES

MIGRATIONS



BADIE (Bertrand), *Un monde de souffrances. Ambivalence de la mondialisation*, Paris, Éditions Salvator, 2015, 186 p.

Politologue connu pour ses publications successives dans le domaine des relations internationales, Bertrand Badie nous offre ici un petit ouvrage, rassemblant ses articles publiés régulièrement dans le journal *La Croix* au cours de la dernière décennie. Le livre souffre des petits défauts du genre. Ces textes, destinés à l'origine à un grand public en fonction d'une actualité immédiate, sont parfois insuffisamment approfondis et très allusifs, notamment au plan historique (voir par exemple l'article « Guizot ou Tocqueville ? » de juillet 2010, pp.65-68).

Mais le professeur de l'IEP de Paris a su pallier ces inconvénients en faisant précéder l'ensemble de ses chroniques d'une introduction parfaitement argumentée et développée sur plus de 40 pages.

Il y développe ainsi une problématique stimulante entre des relations internationales anciennes envisagées en termes d'affrontements politiques entre puissances, autrement dit dans le cadre du modèle « westphalien » et des relations internationales découlant des maux sociaux rencontrés dans les diverses sociétés. Il entend par là prendre en compte les souffrances qui en résultent et qui alimentent la plupart des conflits contemporains : « (la guerre) est devenue aujourd'hui le prolongement forcé et effrayant des pathologies sociales... » (p. 94). Même si la pauvreté tend à décliner, il n'en reste pas moins qu'elle alimente différents comportements qui peuvent aller jusqu'à la belligérance. Elle favorise ainsi tant les réflexes identitaires que les comportements d'essence religieuse. En quelque sorte, le livre annonce avec clarté la guerre actuelle fondée sur le terrorisme. En outre, « les conflits ont quitté le monde des riches pour celui des pauvres, l'Europe pour le Sud... » (p. 93).

L'auteur propose le concept fécond de « sociétés guerrières » (pp. 39-43), formations sociales violentes et finalement construites, repérables désormais par leur durée et caractérisées par leurs liens mafieux. Il montre

également comment la mondialisation a pu faire, de toutes ces pathologies particulièrement sévères au Sud, la source de remise en cause des relations traditionnelles fondées sur l'affrontement entre puissances.

Dans cette problématique originale, Badie transpose des concepts acclimatés en sciences sociales tels, celui d'exclusion (il évoque alors « des conflits d'exclusion sociale », p. 96) ou celui de stigmates.

Certes, les relations internationales n'ont pas toujours relevé dans l'histoire de considérations relativement étroites. L'immense mérite de Raymond Aron, pourrais-je ajouter, a consisté, après 1945, à en faire une discipline spécifique. Mais je pourrais soutenir que tant qu'elles ont appartenu au champ spécifique de l'histoire, leur intégration à l'histoire générale allait de soi.

Pourtant, le livre de Badie nous incite à penser les relations internationales en tant que manifestation d'essence sociale.

André GUESLIN

RELIGIONS



R. de MATTEI, *Le Ralliement de Léon XIII, l'échec d'un projet pastoral*, 481 pages, 2016, Le Cerf, Index, Paris, 29 euros.

Le sous-titre de l'ouvrage traduit de l'italien « L'échec d'un projet pastoral » est significatif de la thèse soutenue par l'auteur. Dans l'historiographie traditionnelle, le pontificat de Léon XIII est marqué par deux encycliques essentielles « *Rerum Novarum* » (16 mai 1891) et « *Au milieu des sollicitudes* » (16 février 1892). C'est autour de cette dernière que tourne la démonstration « discutée et discutable » de la rupture opérée par le pape Pecci en ce qui concerne la France avec la politique ecclésiastique de son prédécesseur Pie IX. S'il inscrit celle-ci dans l'affirmation traditionnelle de la primauté

du siège apostolique et la condamnation d'un certain libéralisme acceptant les principes de 1789, il entend mener à bien une redéfinition des rapports avec les états européens et la réconciliation de l'Eglise avec la modernité, mais à quel prix ? C'est cela tout le débat. Les premiers chapitres sont consacrés à la personnalité et au programme d'un pape froid et mesuré ne consentant rien au hasard, selon l'auteur, et entendant dès le début du pontificat vouloir faire une grande politique. Face à lui une France républicaine, celle du « grand diocèse » de la libre pensée laïciste dominée par la Franc maçonnerie. Pour servir la stratégie pontificale de concessions et de compromis au risque d'une négation de la royauté sociale de Jésus-Christ et d'une baisse de l'esprit surnaturel, toute une série de personnalités sont évoquées : le secrétaire d'Etat Rampolla, les nonces Czazgi et Ferrata, le cardinal Lavignerie. S'opposent à cette stratégie des représentants de la pensée contre-révolutionnaire, le cardinal Mazella préfet de plusieurs congrégations romaines, Mgr Freppel en France ou le P. Maignen etc. L'année 1888 est considérée comme un tournant du pontificat avec l'abandon de la position pro-germanique et le rapprochement avec la France, « début de la décadence ». Suivant le toast d'Alger et l'encyclique « *Au milieu des sollicitudes* » coup mortel, toujours selon l'auteur, à l'alliance étroite entre le trône et l'autel et l'acceptation de la sécularisation de la société lourde de conséquences pour l'avenir. En conclusion, la politique du Ralliement est finalement un échec encourageant les catholiques et un tiers parti formé de théologiens, philosophes et exégètes dans leur compromis avec l'idéologie républicaine et dissuadant de la lutte les plus fervents. Toute cette démonstration est appuyée par de nombreuses citations d'auteurs anti-libéraux comme l'abbé Barbier, Dom Besse ou même Jean Madiran. Si l'abondance des notes en référence notamment aux archives vaticanes

ainsi que douze documents annexes donnent une impression de sérieux à l'ouvrage, on constatera cependant que la thèse de l'auteur est pour le moins discutable. On regrettera enfin l'absence d'une bibliographie finale.

Marcel LAUNAY

Claude LANGLOIS, *Le continent théologique. Explorations historiques*, Préface de Guillaume Cuchet et Denis Pelletier, Presses Universitaires de Rennes, 2016, 358 p., 23 euros.

Où le « moment Créteil », cette Université Paris 12 où Claude Langlois a enseigné entre 1972 et 1984 avant de devenir professeur. Il fut intégré au « groupe de Créteil » constitué par les contemporanéistes autour de Jean-Marie Mayeur, avec Claude Savart et quelques « extérieurs », Encrevé, Bauberot, Fouilloux. Né en 1937, agrégé en 1963, Langlois ne soutiendra son doctorat d'État qu'en 1983, une grande thèse sur *Le catholicisme au féminin. Les congrégations françaises à supérieure générale au XIX^e siècle* (Paris 10-Nanterre). Recherche précédée, en 1971, par le doctorat de 3^e cycle *Un diocèse breton au début du XIX^e siècle (Vannes 1800-1833)*. Un ouvrage majeur en 2005, *Le crime d'Onan* et, depuis 1998, en dix-sept années, 32 publications sur Thérèse de Lisieux. Dans l'entre-temps, des collaborations à des ouvrages collectifs, le tome VII de *2 000 ans de christianisme, 1750-1860*, s.d. de Bernard Plongeron ; *l'Histoire des catholiques en France du XI^e siècle à nos jours*, s.d. F. Lebrun, Privat, 1980 ; *l'Atlas historique de la Révolution française* (10 vol., 1987-1997). Mais « l'un des historiens les plus importants de sa génération » (les préfaciers) s'est consacré à des recherches pointues inscrivant le religieux non pas dans une perspective politique (Mayeur) mais culturelle et sociale. Occasions multipliées de déchiffrer des espaces pionniers, illustrés, ici, dans ce recueil de 23 articles, répartis en sept chapitres. On y croise l'horizon romain

(... une très savante étude sur le Syllabus ; Pie XII, la douleur et ... la béatification des papes contemporains « on en vient à se demander ce qu'ont pu faire de si grave les malheureux qui ne sont pas encore sur l'affiche, Benoît XV et Pie XI »... « en attendant, il pourrait être sage de laisser les papes hors canonisation » (*Esprit* mai 2010). Les communications sur « Le discours théologique des Lumières à la Révolution » offrent au lecteur la découverte (ou redécouverte) des analyses apologistes et comptables de Jean-Nicolas Bergier ; le prêt à intérêt à la veille de la Révolution ; Clorivière entre apocalypse et apologétique. La confession, les indulgences, la morale ligurienne, Gousset, autant de lectures stimulantes. On permettra au receveur d'accentuer encore le délai de réception de Liguori : en 1914 il se trouvait toujours des confesseurs à pratiquer l'absolution différée (cf. les *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français*, 4 vol.). Études sur la sexualité, la théologie féminine : en 2014 un « essai d'égo-histoire : du féminin dans le catholicisme contemporain » : face aux féministes « affirmer que l'Église catholique avait pu aussi apporter sa part à cette émancipation n'était pas audible » (p. 253). Le dernier chapitre n'est pas le moins intéressant, il porte sur Loisy *avant* la crise moderniste.

Les auteurs préférés de Claude Langlois ? Ils ont nom J. Delumeau, Pierre Colin, Fr. Laplanche, Alain Cabantous, Émile Poulat, Fr. Lebrun, Étienne Fouilloux avec lequel il partage un pessimisme prononcé sur l'avenir de l'histoire religieuse contemporaine à l'Université. Une limite : avoir borné ses recherches au seul catholicisme quand les comparaisons avec les protestantismes et le judaïsme eussent été stimulantes. Le présent recueil ne dit rien de ses étudiants, de leur apport à ses travaux ? d'une présence enseignante qui associe pédagogie et recherche. Bibliographie de 303 titres depuis 1970, Index.

Gérard CHOLVY

Bruno BÉTHOUART et Y-Marie HILAIRE (†), *Foi et action publique*, XXIV^e Université d'été du Carrefour d'histoire religieuse, Lille juillet 2015, Les Cahiers du Littoral-2, n° 15, 2016, 391 p., 15 euros.

Préparée conjointement par ces deux « Nordistes », l'Université s'est tenue après le décès subit (15 décembre 2014) du professeur Hilaire auquel, ici, hommage est rendu. *Action publique* et non seulement *politique*. Et ceci depuis la Grèce et Rome jusqu'à nos jours. Vingt-six auteurs dont 13 « nordistes » (des émérites Lottin ou Collonge – lequel a traité de Ludwig Windhorst – à la doctorante Marie-Pierre Wynands sur « Les espaces ruraux de la démocratie chrétienne en France). Il va de soi que la France et le Nord dominant – par ex. on y retrouve l'incontournable abbé Lemire – mais protestantisme et judaïsme donnent lieu à intervention : F. La Barbe fait découvrir le *Parti républicain moderne* ; Olivier Rota, Edmond Fleg « une pensée religieuse du sionisme ». Grâce à Florian Michel, l'horizon s'élargit à « Foi et action publique aux États-Unis en temps de guerre ». Privilégiée est la période contemporaine mais l'amont donne lieu à des aperçus de qualité (... M.-F. Baslez sur saint Paul, F. Béthouart sur saint-Louis, J.-B. Masson sur Thomas More...). Pour le contemporain, au-delà des positionnements face à la démocratie (... Henri Wallon), F. Ars campe le parcours de l'abbé Laudrain, député du Morbihan ; J.-F. Galinier-Pallerolla exhume une correspondance inédite entre deux originaires de Revel (Haute-Garonne) et qui se retrouvent à Muret, l'un comme maire (et plus...) Vincent Auriol ; l'autre comme curé-archiprêtre, l'abbé Bonheure, ou des compromis concernant statue de la Vierge et croix de mission, processions hors de l'église, le maire et curé sachant jouer de leurs souvenirs d'enfance, ... Don Camillo et Peppone en Haute-Garonne. Laurent Ducerf traite des « socialistes chrétiens » ou

« Comment les catholiques entrent en socialisme » : à lire avec attention en ne négligeant pas « le terreau local ». Le politologue Yann Raison du Cleuziou traite du tout contemporain « Les Poissons roses et Sens commun. Un renouveau de l'engagement des catholiques en politique ? »... depuis les cortèges de la Manif pour Tous (2012-2013). Dans les deux cas explicite est la référence au christianisme, un « affichage décomplexé de la foi » face aux catholiques des années 1970 « pensés comme des tièdes » et dont « l'engagement politique a eu pour corollaire un désengagement religieux »... « ils étaient complexés d'être chrétiens ». Un effet politique de la « génération Jean-Paul II » s'interroge l'auteur.

Gérard CHOLVY

Yves Krumenaker et Boris Noguès (dir), « Protestantisme et éducation dans la France moderne », *Chrétiens et sociétés*, Documents et Mémoires n° 24 (LARHRA, UMR 5190), s.l., 2014, 280 pages, cartes et illustrations (N&B) dans le texte, 22 euros.

Ce volume rassemble les actes riches en informations et en approches d'un colloque tenu à Lyon en 2013. L'importance de l'éducation pour les protestants à l'époque moderne est depuis la fin du XIX^e siècle un domaine réputé connu sans avoir été aussi étudié qu'il l'aurait dû. L'historiographie, française ou européenne, s'y intéresse en réalité assez peu, se satisfaisant de quelques constats très généraux. Dès lors, on comprend que les contributeurs, tous spécialistes de l'éducation et de l'histoire du protestantisme, aient tenté de vérifier la possibilité - dans ce cas précis - d'un lien en quelque sorte consubstantiel entre une confession et une forme particulière d'éducation.

Autrement dit, l'incontestable compétition confessionnelle qui se met en place dès le XVI^e siècle en France - et plus généralement en Europe - entre protestants et catholiques

et correspond à une diversification confessionnelle des pratiques et institutions éducatives a-t-elle permis aussi l'élaboration progressive d'une « éducation protestante » proprement dite qu'il convient alors de définir ? Tel est l'enjeu essentiel de ce questionnement historiographique qui, on l'aura compris, s'attache autant aux structures et aux acteurs qu'aux concepts. La trajectoire éducative protestante fut en réalité, comme le remarque en conclusion Willem Frijhoof (Universités d'Amsterdam et de Rotterdam), « longue, différentielle et ondulatoire », tantôt pleine d'espoir, tantôt plus douloureuse, cela par l'effet d'un contexte que l'on sait lui-même changeant. Au XVI^e siècle, les minorités luthériennes puis calvinistes entretiennent encore l'espoir de devenir majoritaires. Dès le XVII^e, elles doivent se résigner à leur état de minorité face à une monarchie qui finit par leur refuser une identité propre. Avant la Révocation, l'objectif éducatif de la Réforme en France est donc surtout politique ; il s'agit au fond de créer dans le royaume les conditions culturelles d'une société protestante viable. Encore cet effort ne se déploie-t-il pas sans nuance. Dans un premier temps, à savoir des guerres de religion jusqu'à l'Edit de Nantes, c'est bien l'éducation en tant que telle qui prime et s'adresse à l'enfant ou l'adulte saisis dans leur humanité entière. L'éducation est alors conçue comme une voie d'accès à une vie de foi, comme la condition première du libre examen demandé aux fidèles. Les conflits religieux comme intellectuels, vont contraindre cette éducation à s'orienter imperceptiblement vers un confessionnalisme plus marqué en particulier au lendemain de l'Edit de Nantes. Les petites écoles et les collèges continuent de promouvoir l'intégration des réformés à une culture large et publique qui estompe fortement le sens de l'appartenance confessionnelle, tandis qu'un nouveau réseau d'académies s'attache à la diffusion d'une théologie proprement

protestante et la formation des cadres ecclésiastiques nécessaires aux communautés. Après la Révocation, l'ensemble du système éducatif protestant s'écroule et laisse place à des substitutions variées et originales. Au Désert, c'est bien la survie qui prime et l'éducation ne peut être alors que domestique. Dans l'adversité, l'instruction autorise la réflexion intellectuelle sur l'identité communautaire tandis qu'ailleurs dans le Royaume, ce sont bien des solutions aconfessionnelles qui s'imposent mais sur les franges, là où l'emprise était la plus forte, la clandestinité favorise a contrario un regain de confessionnalisme.

Marc VIGIÉ

Souleiman Mourad avec Perry Anderson, *La mosaïque de l'Islam. Entretien sur le Coran et le djihadisme*, Fayard, Poids et mesures du monde, 2016, 179 pages.

Ce petit ouvrage est extrêmement précieux en ces temps d'interrogations sur l'Islam et d'apparent triomphe des interprétations de géopoliticiens qui, pour la plupart, n'enracinent le passé de l'Islam que dans les dernières décennies. Le « dialogue » entre deux professeurs américains éclaire à la fois le passé lointain, la genèse et le sens du Coran et une actualité dominée par le djihadisme, l'islamisme « radical » et le salafisme. Sur le Coran, Mourad rappelle que son écriture « définitive » date du VIII^e siècle, en arabe et à l'initiative des fonctionnaires persans de l'Empire mais qu'il semble très proche du Coran des origines. Il montre aussi que l'Islam n'était sans doute pas dans les premiers temps de la conquête le moteur que l'on croit : issus d'un monde tribal constamment pillard, les conquérants restaient des arabes et pour des raisons circonstanciées (l'épuisement des deux puissances de l'Iran sassanide et de Byzance) ils occupèrent un vaste territoire qu'ils mirent quelques décennies à « construire » sous la

forme d'un Empire. En sorte que par tradition tribale, ils pensèrent assez longtemps ne pas faire entrer les peuples conquis dans l'Islam. Quand ils y entrèrent, ce fut avec tout l'apport culturel d'un long passé brillant. En sorte que derrière l'unité apparente, c'est bien la diversité qui domine lorsque l'on parle de l'Islam. La démonstration est convaincante, qui renvoie à un classique de la démarche des géographes : pourquoi ici et pas là, pourquoi les mourides du Sénégal, plutôt « pacifiques » et d'autres en d'autres lieux, plutôt agressifs. Une démonstration qui détaille ce que sont les différentes écoles de l'Islam sunnite et montre que l'unanimité apparente cache des comportements fortement « enracinés ». C'est l'objet de la seconde partie de ce dialogue que transcende la montée du Wahabisme, une version sans doute plus radicale que le Salafisme des origines (que les deux américains comparent à ce que furent les pères fondateurs aux Etats-Unis, ce qui pourrait en étonner plus d'un...). On revient alors à une vision plus classiquement géopolitique qui permet de mieux comprendre les vides de l'interprétation actuelle, le vieil enracinement des Houthis du Yémen en particulier. Actualité brûlante que bien des medias passent sous silence : il ne faut pas faire de peine à l'Arabie Saoudite, sans doute ! A lire d'urgence pour mieux comprendre combien le passé éclaire le présent !

Alain MIOSSEC

RÉGIONS, VILLES



Christian AMALVI et Rémy PECH, *Histoire de Montpellier*, Éd. Privat, Toulouse, 2015, 930 p. 30 euros.

Pour le Millénaire de Montpellier, en 1985, avait été publiée la première *Histoire de Montpellier*, des origines (1985) à nos jours. Ceci à Toulouse aux Éditions Privat dans la collection *Univers de la France* que dirigeait le

médiévisse Philippe Wolff. Treize collaborateurs s'étaient répartis la tâche, trois juristes, deux géographes, huit historiens. Le succès fut immédiat, dès janvier 1985 sortait la seconde édition. D'autres suivent dont une encore en 2001 avec les ajouts et corrections nécessaires.

Trente années après, ce sont 28 collaborateurs qui ont été associés à une entreprise destinée à tenter le bilan des « Années Frèche », le député-maire décédé en 2010 et connu de la France entière et au-delà. De si nombreuses participations présentent des avantages évidents comme aussi quelques inconvénients.

Avantages ? Apporter du neuf grâce à des investigations plus poussées et des recherches récentes. Ainsi du premier chapitre sur « Montpellier avant Montpellier » avec le bilan des fouilles archéologiques (Michel Christol). Pour le Moyen Âge on retiendra en particulier les 22 pages de Pierre Chastang sur « L'émergence et l'affirmation du consulat » contribution assortie de 62 références bibliographiques ; Geneviève Dumas, professeur à Sherbrooke, consigne bien que « l'apport direct des érudits juifs à l'élaboration de l'enseignement relève désormais de la légende » (p. 110), comme le Doyen Gouron l'avait souligné, à la différence des propos anachroniques d'un Georges Frèche. Donc une contribution très savante c'est-à-dire pointue. Bonne référence aux travaux de Daniel Le Blevec. De son côté, Vincent Challet, « Montpellier dans la guerre de Cent ans », n'omet pas de rendre hommage, à propos de l'économie, aux « excellentes pages de Jean Combes » dans un chapitre dont l'humour ne gêne rien. Pour l'époque moderne, Arlette Jouanna élargit le propos qu'elle avait formulé en 1985, cf. référence au *Siècle des Platters 1499-1628* d'É. LeRoy-Ladurie (Fayard 1995 et 2000...). *Être protestant à Montpellier XVI^e-XVIII^e siècle* un sans-faute sans surprise signé P.-Y. Kirschleger. Sur le judaïsme les contributions de

Mikaël lancu. À propos des arts et de l'architecture Thierry Verdier mentionne fort à propos le *Montpellier monumental* de Jean Nougaret, Éd. Du Patrimoine 2005, et rend compte de ses propres travaux sur d'Aviler. En 2013, la thèse d'Hélène Berlan sur *Faire sa médecine au XVIII^e siècle [...] Recrutement et devenir des étudiants montpelliérains (1707-1789)*, PUM 2013, complète ce que l'on pouvait déjà savoir, sans mentionner toutefois la remarquable étude statistique de Dominique Julia, in *Histoire des Universités de France* (s.d. J. Verger, B. historique Privat, 1986) : cette étude comporte une carte sur l'origine universitaire des médecins exerçant vers 1803-1808 soit ... 1 101 diplômés de Montpellier, très loin devant Toulouse (226) Caen (195) Besançon (122) et Paris (72), soit 45 % pour Montpellier (carte p. 169), toute la France d'un Grand Sud-Ouest et Est. Mais c'est à ce propos qu'il convient de s'interroger, car « Montpellier est une université de passage [...] on vient désormais achever ses études à Montpellier » et prendre le grade... ainsi du célèbre Breton Laënnec en 1773 : outre le prestige de la Faculté, le coût du grade, 520 livres contre 5 600 à Paris (p. 191) ! Était-il malséant d'ignorer le fait ? Qu'un petit peuple soit « récemment alphabétisé » (p. 256) demanderait une démonstration statistique. Au demeurant, nos auteurs semblent désormais éloignés des suggestions de l'histoire des *Annales* : ils content plus qu'ils ne comptent. Ainsi des pages bien tournées de Bernard Peschot sur Cambacérès, Cambon et Chaptal ; d'Yves Billard sur les *Droites* (1819-1939) ou Rémy Pech sur les *Gauches*. Un fort chapitre 7 est consacré à *Montpellier capitale viticole ?*, avec ses prolongements dans l'urbanisme, la lutte contre le phylloxera, la révolte de 1907. Les guerres 1914-1962 et leurs répercussions sont présentées dans le chapitre 8, y compris l'arrivée massive des « rapatriés ». Chapitre 9 sur la vie politique depuis 1945 : une bonne étude du *Midi Libre*, le quoti-

dien régional (Philippe Lacombrade). Du même auteur, « *La Droite* », Rémi Pech traitant de la gauche avant puis avec Georges Frêche dont la « passion excessive » a valu « des oppositions souvent mesquines » à celui qui « releva avec brio des défis multiples » (R. Pech p. 498). Chapitre 10 1977-2010 « histoire d'une mutation » : l'aménagement urbain mené par le géographe Raymond Dugrand (J.-P. Volle) : Odyseum « le plus grand centre commercial de France », l'espace Comédie-Polygone... « le plus grand espace piétonnier d'Europe » (p. 526), le Corum « un des centres de communication les plus attractifs de France [...], un lieu unique » (J.-P. Volle) ; le développement du tourisme de ce même auteur, prompt aux envolées lyriques. C. Amalvi argumente 5 p. sur *La Gazette de Montpellier* et ses 130 000 lecteurs hebdomadaires (p. 555). Le chapitre 11 consacré aux mentalités et croyances est moins flamboyant : bon pour le protestantisme, plus succinct sur le judaïsme et le catholicisme. Le sociologue Mohand Khellil traite de l'islam (statistiques de 2011) avec sa visibilité croissante. Philippe Lacombrade aborde « Franc-maçonnerie et Libre Pensée sur le long terme (1744-2010) ». Des pages bien documentées : en 2010, 52 ateliers et 2 270 frères (p. 626) « une place forte française » entre recherche de sens, « affaires et suspicions ».

Bonne présentation des cimetières, le protestant était « l'un des rares cimetières privés urbains en France », propriété de l'Église réformée Chapitre 12 sur *l'Éclat intellectuel, culturel, artistique et sportif de la Cité* : l'Université et ses maîtres depuis 1808, des noms, des chiffres, des engagements dans la Cité ; les établissements secondaires (Louis Secondy) ; la peinture de F.-X. Fabre à Bioulès en passant par Courbet à cause du mécène Bruyas, sans oublier Frédéric Bazille et Pierre Soulages. L'architecture autour de Frêche est traitée par Thierry Verdier avec l'appel à de grands architectes

« vedettes internationales ». L'auteur aborde, lui, discrètement, l'une des conséquences de ces entreprises, à savoir « une pression fiscale pesante » (p. 710). Les écrivains et penseurs d'Auguste Comte – qui ne fit guère qu'y naître – à Frédéric-Jacques Temple. Utile référence à Louis Figuiet et son épouse. Marie-Jeanne Verny traite de la « ville occitane » avec, au xx^e siècle, les Charles Camproux, Max Rouquette, Robert Lafont, Philippe Gardy ou Jean-Marie Petit. C. Amalvi va conclure sur les « Trente Glorieuses culturelles » (1977-2010) ou ... du « désert culturel » à une diversité des offres : alors « une lubie d'autocrate » ? ...non, il faut démentir « ces rumeurs calomnieuses » ou de la défense du bilan G. Frêche, ce « despote » mais éclairé. *Le sport à Montpellier... un tremplin médiatique* (J.-P. Volle, C. Amalvi) depuis le SOM (Stade Olympique Montpelliérain) vainqueur de la Coupe de France en 1929 ; le volley-ball plus que le rugby dont les terres d'élection vers le Sud-Ouest commencent à Béziers. Louis Nicollin a même, bien entendu, sa photo ; le handball... la piscine olympique d'Antigone, le stade Philippidès (1988). En 1997 selon *L'Équipe*, Montpellier est devenue la « ville la plus sportive de France » (p. 766). Même appréciation en 2012. En 1998, le Stade de la Mosson accueille la Coupe du monde de football...

Chapitre 13 consacré à la mémoire : celle des rues tout d'abord ; de bonnes pages de Richard Vassakos. Sur la III^e République processus de républicanisation de l'espace : 22 changements en 1882. En 1920, il reste encore 38 noms de saints... « que l'on pourrait bien remplacer ». Rue de Verdun dès 1917. Grand-rue *Jean Moulin* en 1947. À partir de 1979 mise en place partielle d'une signalétique français-occitan. Avec G. Frêche, appel à des sommités internationales... Trotski, Salvador Allende... Les Statues (Amalvi, Vassakos) de Louis XIV au Peyrou au Moïse de Michel-Ange, mais encore Marat, Robespierre,

Saint-Just... Lénine, qui déchaîne les polémiques. Mais encore Mao, Gandhi, Nasser, avant G. Frêche lui-même en 2012. Discretion à propos des coûts ? Quelques pages dédiées au féminin... de Marie de Montpellier à Hélène Mandroux. Les étudiantes peu à peu.

En 2014 les trois universités ont des présidentes et, en 2000 la mairie une femme à sa tête. Ne pas oublier que la Vierge figure au blason de la ville. L'histoire continue.

Chronologie un peu trop généreuse pour le très contemporain, 32 références depuis 2000. Bibliographie par auteur qui révèle cet inconvénient : tels auteurs citent une abondance de références – jusqu'à 62 –, tels autres cinq et même deux...

Gérard CHOLVY

Jean-Yves MEREAU, *Le Nord dans l'âme*, Paris, L'Harmattan, décembre 2015, 231 pages, 22 euros.

Ancien journaliste à *La Voix du Nord* durant vingt-cinq ans - il a été chef-adjoint de la rédaction lilloise – Jean-Yves Méreau, aujourd'hui journaliste indépendant et écrivain est un bon connaisseur du Nord-Pas-de-Calais, une région qu'il aime et dont il veut défendre l'identité dans son livre *Le Nord dans l'âme*, écrit en pleine campagne des élections régionales de 2015.

Plus qu'une déclaration d'amour à sa région, le livre de Jean-Yves Méreau est un livre de combat, véritable pamphlet pour un régionalisme de gauche contre le centralisme parisien. Jean-Yves Méreau n'hésite pas à évoquer la colonisation des provinces du Nord par Louis XIV : « *Le Roi-Soleil a colonisé nos provinces et annexé nos villes et nos campagnes dans une violence que l'on a oubliée et gommée dans les livres de l'histoire officielle* » écrit-il page 19. Il ajoute plus loin : « *Bouvinnes pour nous a été une défaite. Oui, Jeanne d'Arc ne nous concerne pas. Elle a bouté les Anglais hors de France, mais de quelle France ? Nous n'étions*

pas en France à cette époque-là, mais dépendions de la Bourgogne. » (page 179).

Pour l'auteur, il n'y a pas de honte à être régionaliste. Jean-Yves Méreau invite ses lecteurs à revendiquer une autonomie pour les provinces du Nord comme le font les Corses, les Basques et les Bretons et cette autonomie passe d'abord par le langage. Dénonçant l'hégémonie du français parlé à Paris, Jean-Yves Méreau rappelle que le parler picard, connu sous le nom de « *chti mi* » depuis la Première guerre mondiale et le grand brassage des tranchées n'est pas seulement un patois tel qu'il est caricaturé dans le film « *Bienvenue chez les Ch'tis* », mais constitue un autre français, une variété de langue d'oïl que l'Etat français colonialiste a voulu éradiquer. Jean-Yves Le Méreau appelle ses lecteurs à retrouver la fierté de leurs racines d'habitants de la Flandre française et de l'Artois, ces « Pays-Bas français » longtemps intégrés à l'Etat bourguignon puis aux Pays-Bas Espagnols avant que les conquêtes de Louis XIV et le pré-carré de Vauban ne tracent une frontière artificielle et « *insupportable* » entre la Flandre française et la Flandre belge. Il se désolé que les blasons des villes du Nord qui racontaient une histoire disparaissent au profit de logos créés par des graphistes et des communicants.

La réforme territoriale de 2014 a désormais porté à 13 le nombre de grandes régions, fusionnant le Nord-Pas-de-Calais avec une région Picardie tournée vers l'Île-de-France. Jean-Yves Méreau fustige une régionalisation pilotée par Paris qui efface les identités régionales. Pour lui, l'identité régionale passe par l'histoire, par la langue, mais aussi par le nom et plutôt que « Nord-Pas-de-Calais-Picardie », Jean-Yves Méreau plaide pour renommer la nouvelle région en « Pays-Bas Français et Picardie » : « *Etre fier de ce que l'on est aide à sortir de la désespérance. [...] La*

confiance en soi est l'antidote de ce pessimisme qui mine la France et qui a, sans doute, une bonne part de ses racines dans ce centralisme qui inhibe toute la France. » (page 184)

La troisième partie de l'ouvrage de Jean-Yves Le Méreau, écrite durant la campagne des élections régionales de 2015, avance un certain nombre de propositions pour un régionalisme de gauche dont l'auteur pense qu'il fera reculer le nationalisme xénophobe du Front national.

Jean-Yves Le Méreau propose la mise en place d'une écotaxe régionale qui donnerait à la région les moyens d'engager de grands projets structurants, dans le respect du patrimoine architectural et environnemental de la région. Ce faisant, Jean-Yves Méreau sait que sa proposition ne fera pas consensus, mais : « *Ce n'est certainement pas au président de la FNSEA de faire la politique des Régions à la place des Régions.* » (page 137).

L'auteur plaide pour un bouleversement administratif de la région avec une fusion des départements du Nord et du Pas-de-Calais dans un département des Pays-Bas Français et une fusion des trois départements picards dans un département Picardie. A l'intérieur de ces nouveaux grands départements, Jean-Yves Le Méreau suggère des fusions de communes pour faire de Lille, qui fusionnerait avec Roubaix, Tourcoing et Villeneuve d'Ascq, une vraie capitale régionale transfrontalière d'un million d'habitants, dont l'influence serait relayée dans le bassin minier par une grande métropole lennoise. Il se prononce en faveur du trilinguisme (français, picard et flamand) et de l'apprentissage des langues régionales dans les écoles. Il écrit à propos de la chanson Le P'tit Quinquin qu'il cite en annexe qu'« *On devrait l'enseigner à l'école et, avec cette chanson, transmettre la mémoire ouvrière, un des éléments identitaires du Nord-Pas-de-Calais, même si on a trop souvent réduit la région à cette seule identité.* » (page 211).

Au cœur de l'Europe du Nord-Ouest, les Pays-Bas Français cesseraient d'être une périphérie de la France pour devenir une grande région industrielle, commerçante et accueillante au cœur de l'Europe des régions qu'il appelle de ses vœux.

Ces propositions, Jean-Yves Méreau les adresse d'abord au Parti Socialiste et à EELV dont il déplore le rapprochement avec le Parti de Gauche aux positions souverainistes : « *Le Nord-Pas-de-Calais doit devenir [...] le laboratoire d'un régionalisme de gauche original, inventif et audacieux comme il a été le laboratoire de la gauche militante et du syndicalisme.* » (page 196)

Finalemement, les élections régionales ont donné un autre résultat que celui espéré par Jean-Yves Méreau et au second tour, c'est Xavier Bertrand (LR) qui l'a emporté face à Marine Le Pen (FN) à la suite du désistement du candidat socialiste Pierre De Saintignon. Pour autant, même si le scénario avait été inversé, il n'est pas sûr que le candidat de gauche se serait engagé sur la voie de ce régionalisme de gauche pour lequel plaide l'auteur. Totalement absentes de la campagne régionale, les revendications régionalistes ne rencontrent aucun écho dans la population nordiste.

A l'heure où, ailleurs en Europe, les revendications des Flamands, des Ecossais et des Catalans se font entendre, c'est tout le mérite du livre iconoclaste de Jean-Yves Méreau de montrer qu'un régionalisme de gauche est possible. Si les lecteurs ne seront pas nécessairement d'accord avec les propositions de bouleversements administratifs que formule l'auteur, son plaidoyer pour que les habitants du Nord retrouvent la fierté de leur histoire et de leur parler sonne juste. On espère qu'il sera entendu par les responsables politiques de la nouvelle grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

David NOËL

Daniel BLOCH et Romain LAJARGE (dir.), *Grenoble, le pari de la métropole*, Presses Universitaires de Grenoble, décembre 2015, 252 pages, notice biographique des 20 auteurs, liste des sigles utilisés, 19 euros.

Daniel Bloch, physicien, a été président de l'Institut polytechnique et de l'université Joseph Fourier de Grenoble, recteur d'académie, et conseiller du président de Grenoble Alpes Métropole. Il assure une mission interministérielle dans le domaine de l'enseignement professionnel.

Romain Lajarge, est enseignant chercheur à l'UGA (Université Grenoble Alpes) en géographie et aménagement à la Cité des territoires (IGA+IUG) Il est directeur adjoint du Collège international des sciences du territoire. L'ouvrage collectif est le produit de 20 contributions d'ingénieurs, de chefs d'entreprise, d'universitaires, d'historiens et géographes de Pierre Arnaud à Roland Vidil.

17 chapitres, regroupés en 4 parties, éclairent les spécificités de cette nouvelle entité territoriale « la métropole grenobloise » et interrogent sur ses atouts, ses faiblesses et sa capacité à relever le défi de la réforme.

Le 1^{er} janvier 2015, la communauté d'agglomération qui comptait 49 communes a fait place à la nouvelle métropole dotée d'un nouveau statut et de compétences accrues. A-t-on ajouté une couche de plus au mille feuille administratif, à l'heure de la création de la grande région Auvergne Rhône-Alpes ?

La 1^{ère} partie « Grenoble, métropole malgré elle », est l'occasion d'un rappel législatif (loi MAPTAM) et de présenter les nouvelles institutions : conseil de métropole élu en 2020, président du conseil, conférence métropolitaine, conseil de développement. A l'extension des compétences peuvent s'ajouter des délégations possibles des régions, par ex : les lycées ou le développement économique. Les métropoles dites de droit commun comme Grenoble pourraient

en outre bénéficier du transfert étatique de grands équipements ou infrastructures.

Quels élus ? L'histoire récente montre que la donne politique a changé depuis les élections de 2014. « tout un système de gouvernance métropolitain associant un PS hégémonique et un PCF satellisé s'effondre » Simon Labouret. L'élection d'Eric Piolle (EELV) à la mairie de Grenoble, et les départementales de 2015 ont confirmé cette tendance à l'échelle de la métropole. Intégrer les massifs entourant Grenoble à la métropole ? Cela ne va pas de soi. Traditionnellement, l'image de l'Y grenoblois reste forte, en terme de centralité ou de polarité. La complémentarité ville-montagne induit des investissements, des solidarités financières et un dialogue équilibré. Les néo ruraux de Chartreuse ou Belledonne se sentent facilement menacés par la perte de leur identité. Changer les mentalités sera nécessaire dans le futur système métropolitain. Chartreuse et Vercors possèdent déjà leur PNR, celui de Belledonne est à l'étude. Comment seront-ils intégrés dans le système de gouvernance ?

La métropole est à la recherche de son projet. Le projet d'agglomération devient projet métropolitain. Le 1^{er} était fédérateur de volontés communales, le second implique une intercommunalité distributive.

La 2^{ème} partie, intitulée la métropole grenobloise, nouveau partenaire de l'état, s'appuie sur l'histoire pour montrer que Grenoble, capitale régionale malgré la modestie de la ville, exerçait depuis longtemps des fonctions métropolitaines. De « l'imparfaite capitale provinciale sous l'ancien régime » (R Favier), à la préfecture de l'Isère, elle a su trouver sa place de métropole du Sillon Alpin de Valence à Annemasse en passant par Chambéry et Annecy.

De sa position de ville fortifiée aux confins du royaume de France, elle a hérité d'une longue histoire militaire et reste aujourd'hui un pôle militaire décisionnel spécifiquement montagnard.

Grenoble est aussi une métropole académique. Parmi les 26 académies que compte le pays, c'est une des plus vaste, s'étendant sur 5 départements.

Métropole pour les sciences et la technologie :

Si l'université a une histoire relativement récente (impériale), elle est un acteur de poids du développement métropolitain. La fusion de ses 3 universités et de l'institut polytechnique a pour objectif de figurer en bonne place dans le classement des 50 premières mondiales. Métropole pour les sciences et les technologies, elle l'est depuis le XIX^{ème}. Une série de chapitres bien documentés retracent l'épopée grenobloise, de Bergès à nos jours, en insistant sur le rôle décisif de grands scientifiques, d'hommes politiques et d'industriels visionnaires : Louis Néel, Louis Paul Merlin, Casimir Brenier, Jean Therme, et bien d'autres.

C'est grâce à ces talents, au dynamisme des laboratoires de recherche travaillant en synergie avec l'université que Grenoble a acquis une visibilité dans le réseau mondial de l'innovation, des nouvelles technologies, de la recherche. Grenoble peut prétendre également au titre de métropole de la santé. Son CHU est en 11^{ème} position nationale, mais 8^{ème} au regard du nombre d'études et de la réussite aux projets. C'est aussi le 1^{er} employeur de l'arc alpin avec 7500 personnes y travaillant.

Métropole pour les sciences et les technologies, indubitablement, mais cela génère-t-il des emplois productifs ? Force est de reconnaître que malgré des centaines de brevets déposés chaque année, l'industrialisation et la production de ces inventions se font ailleurs. Le bassin grenoblois manque cruellement d'emplois pour les <Bac+5. Le « tout High Tech » est risqué. Le tourisme d'affaires et de congrès reste insuffisant.

Le handicap majeur reste la traversée difficile de l'agglomération au quotidien. Les montagnes sont un alibi commode. Lyon Grenoble en train se

fait à petite vitesse. Depuis les JO de 68, il n'y a pas eu d'investissements pour y remédier. Le projet Lyon Turin laisse Grenoble à l'écart.

La 4^{ème} partie s'intitule Grenoble, une métropole en perspective.

Quelle place pour les montagnes dans la future métropole ? La perception de l'identité grenobloise est dans la périphérie. Les résidents mettent en avant la facilité de sortir de la ville ! Les éléments de l'urbanité sont plutôt négatifs : faible centralité, pas de patrimoine architectural remarquable. Pour MC Fourny, Grenoble est Janus, bâtie sur des oppositions ou des contraires.

Le point suivant montre la difficulté de la métropole à trouver sa place dans la sous-région. Le succès limité de la création du Sillon Alpin qui réunit 7 communautés d'agglomération en est la preuve.

Le dernier défi concerne les enjeux de la transition écologique: nécessité d'aménager des espaces de biodiversité interconnectés, veiller à ce que les massifs montagneux ne deviennent pas des isolats de biodiversité, trouver des solutions à la surchauffe estivale urbaine, etc.

Ce dernier défi reprend tous les autres : construire une métropole agréable à vivre et à respirer, pourvoyeuse d'emplois... Tout reste à faire : créer des solidarités territoriales, soutenir le développement, rendre service aux publics, inventer une nouvelle gouvernance qui s'appuie sur la démocratie participative. Vaste programme ... Cet ouvrage dresse un état des lieux intéressant, mais les géographes regretteront l'absence de cartes pour étayer le propos et faciliter la compréhension du lecteur peu familier de la région étudiée.

Michèle PONCELET

Henri NONN : *L'Alsace actuelle*, Presses Universitaires de Strasbourg, collection études alsaciennes et rhénanes, 2015, 22 euros, 204p.

A l'heure de la naissance la grande région dans laquelle l'Alsace vient de se fondre avec la Lorraine, et la Champagne Ardennes, l'ouvrage d'Henri Nonn porte un regard historique, géographique politique, socio-économique sur l'Alsace depuis la fin de la guerre.

Cette étude se divise en 3 parties et 9 chapitres, l'ouvrage est complété par un glossaire, une bibliographie et un important ensemble cartographique.

La partie 1 traite de la constitution et de l'évolution « d'un modèle de développement régional ». Les bases, les atouts et les faiblesses de l'Alsace sont analysés. Le développement est largement exogène. L'agriculture est soignée mais morcelée, l'image industrielle est celle d'une mosaïque d'industries anciennes, aux actifs nombreux mettant en valeur principalement les ressources locales. Cette période est marquée par la dissymétrie de développement entre les deux rives du Rhin, avec d'un côté l'achèvement de la liaison Hambourg, Francfort, Bâle (Hafraba), et du côté Grand Est français la grande pauvreté des communications. Le secteur tertiaire est, lui, insuffisamment développé.

Dans les années soixante, la région entre dans l'intégration européenne et la modernisation de ses infrastructures, soutenue par les plans français. La construction européenne introduit une perspective stimulante pour les projets régionaux. L'agriculture se spécialise, (maïs, vigne), l'industrie se modernise, avec de nouvelles activités, les grandes firmes multinationales et les grandes banques d'affaires trouvent dans la région un champ d'expansion favorable.

Après 1975, l'économie alsacienne est de plus en plus internationalisée. L'agriculture poursuit sa spécialisation et participe davantage à l'ouverture commerciale, l'industrie est consolidée par les investissements étrangers, mais reste dominée par des emplois de production plus que par ceux à haute valeur ajoutée, les activités tertiaires progressent, le sec-

teur financier est développé par de grandes banques régionales. Mais la crise montre un effritement et la destruction de nombreux emplois dans l'industrie.

La partie 2 met en avant le phénomène de métropolisation comme clef de voûte du développement dans le système. Strasbourg a de nombreux atouts, de bonnes infrastructures routières ferroviaires, portuaires une université de renom, la présence des institutions européennes, mais la métropole a des faiblesses comme la contestation larvée de son rôle de capitale de l'Union Européenne, la pauvreté de ses liaisons aériennes et la concurrence des autres villes comme Colmar et Mulhouse dont l'atout maître est un grand aéroport international dynamique, Bâle/Mulhouse, des musées réputés mais cette ville aussi, peine à être un pôle phare de dynamisme sur le plan industriel par exemple.

La métropolisation de l'Alsace est aussi tributaire des liens étroits avec Bâle et Karlsruhe.

A l'orée du XXI^e siècle, on assiste à l'essoufflement du développement régional l'Europe rhénane ne pèse plus le même poids dans l'Union Européenne que dans les années 70/80, d'autant que les préoccupations de l'Allemagne réunifiée se sont déplacées.

La partie 3 s'interroge sur les recompositions territoriales successives de l'Alsace par le développement et par la métropolisation.

Pour le futur, la région a des atouts incontestables mais aussi des zones d'ombre et des interrogations sur les choix de gouvernance, la région longtemps considérée par Paris comme n'ayant que le besoin d'être « accompagnée » et « non aidée » il est nécessaire de soutenir l'innovation car le développement régional a besoin d'être renforcé.

De plus en plus de territoires sont mis en concurrence : par les firmes dans leur stratégie de déploiement spatial et par l'Union Européenne. La région

Alsace doit donc savoir s'évaluer et savoir saisir les opportunités, et n'a-t-elle pas déjà raté une première étape en rejetant la fusion par referendum des 2 départements Bas-Rhin, Haut-Rhin en une collectivité unique ?

Que va-t-il advenir de l'Alsace au sein de la nouvelle collectivité ? Cet ouvrage est une étape importante dans la connaissance de la région de ses mutations passées et présentes et Henri Nonn pose la bonne question « ou va l'Alsace » ?

Marie-Alice HELLMANN

FRANCE, ALGÉRIE



Pierre VERMEREN, *La France en terre d'Islam, Empire colonial et religions XIX^e-XX^e siècle*, Belin, 2016, 431 p.

Il est des livres dont l'utilité s'impose dans des périodes d'interrogations inquiètes ; le livre de Pierre Vermeren en est un en proposant une relecture du passé colonial de la France dans ses rapports avec l'islam. Il démontre la très grande souplesse qu'on a su déployer en terre d'islam, surtout en Afrique du Nord, en Algérie et au Levant, au Liban. Non seulement parce qu'on ne pouvait faire autrement, mais parce qu'on a eu l'intelligence de s'adapter plutôt que de s'entêter dans des affrontements stériles, également parce que certains acteurs ou observateurs de l'action coloniale se sont intéressés avec sincérité et sans préjugés au problème de ces relations compliquées. En effet, tout ne fut pas qu'une geste violente d'un camp contre l'autre ; des solutions empiriques et pacifiques de coexistence ont été trouvées. C'est qui paraît ressortir de ce livre.

L'auteur, connu par ses précédents travaux sur le Maghreb, présente ici une magnifique synthèse d'érudition dominée à l'appui de son propos, qui combine longue durée et espaces lointains ; on passe des lointaines origines de relations avec l'Empire ottoman à l'actualité et de la scène algérienne à

la scène libanaise sans perdre de vue la question.

Faut-il en détailler la construction ? Il suffira de dire que le livre est découpé en vingt-quatre chapitres, clairs et courts, permettant au lecteur de faire le point aussi bien sur les fondements et l'organisation de l'islam dans sa variété idéologique et pratique que sur des points aussi controversés que la question juive en Algérie (chapitre IX) ou la politique religieuse de la République en Afrique du Nord et au Levant (par exemple le chapitre XIII sur la loi de 1905 et l'Algérie). On constate d'ailleurs à ce point de vue qu'il n'y a pas eu une politique religieuse mais des politiques religieuses, les unes jouant l'instrumentalisation comme au Levant (chapitres VII et XX), les autres l'instrumentalisation et la sanctuarisation (chapitre XVIII sur le Maroc). Evidemment, certains points étaient déjà très connus, comme la tentative de « Royaume arabe » de Napoléon III ; c'était, à sa manière, une tentative de sanctuarisation de l'Algérie. Son échec, et la mainmise des Républicains sur le pouvoir après 1870, jouèrent sans doute un rôle dans l'identification algérienne à l'islam. Pierre Vermeren démonte le « mythe kabyle » et la conversion au catholicisme des Kabyles, ces « Auvergnats de l'Algérie » ; mais il rend aussi hommage aux intellectuels catholiques qui après Charles de Foucauld, avec de grands intellectuels comme Louis Massignon. Ainsi, il n'est pas vraiment paradoxal que l'Eglise catholique ait été finalement « aux avant-postes de l'islamologie », (p. 394). Egalement, l'Armée, du moins ce qu'on a appelé Armée d'Afrique (différente de l'Armée coloniale issue de l'Infanterie et de l'Artillerie de Marine) ; elle a toujours posé en principe intangible le respect des particularités religieuses des musulmans à son service... Ceci amène évidemment à une révision des idées reçues sur Séparation de l'Etat et des Cultes aux colonies, du moins en Algérie qui a vécu jusqu'à l'indépendance sous un régime dérogatoire à la loi de 1905 (chapitre XII) ;

Pierre Vermeren remarque avec raison, tout en se prévalant de Bourdieu et de Lévi-Strauss, qu'on a voulu évacuer les facteurs culturels et la question des héritages « comme si l'islam était un petit bagage personnel et non une civilisation » (p. 402). Certes, c'est bien contre le choc civilisations de Samuel Huntington qu'il entend mettre en garde ainsi. Remarquons tout de même que le rappel (nécessaire) du passé ne procure pas de recettes pour le présent. Finalement, l'auteur entend réagir contre les idées reçues de la génération des baby boomers qui ont dominé le champ intellectuel depuis les années 1980 (et) a voulu tourner la page du religieux » (p. 402). On lui laissera ici la responsabilité de son point de vue. Le but de l'ouvrage est sans nul doute aussi de fournir à l'honnête homme une synthèse lui permettant de ne pas appréhender la question musulmane en France avec les œillères du présent immédiat. Il y a réussi.

Marc MICHEL

Saïd CHIBANE, *L'Algérie entre totalitarisme et populisme*. L'Harmattan, 2016. tome 1, *Le temps du parti unique*, 218 p. ; tome 2, *La Fausse ouverture ou l'heure des illusions/désillusions*, 220 p.

« La liberté ne se donne pas, elle s'arrache ! ». Ce cri du cœur illustre une révolte venue de l'intérieur. Celle d'un directeur d'agences bancaires, en Algérie, autodidacte âgé de 75 ans, Kabyle de la région de Tizi-Ouzou qui, de Bouïra à Tamanrasset et autres lieux, a eu tout le temps de constater, depuis l'indépendance, comment son pays est dirigé par un Etat failli. Saïd Chibane est un homme de terrain (il porte le même nom qu'un homonyme célèbre, ophtalmologue, membre du gouvernement Hamrouche (1989-1991). Il laisse souvent éclater sa colère. D'où des jugements parfois hâtifs et de trop longues répétitions. Mais ces deux volumes sont d'une grande utilité pour comprendre le triste état d'un pays autiste, en marge

de la mondialisation et « au bord de la crise de nerfs ». Pourtant, riche, mais peuplée de pauvres, l'Algérie est forte de 40 millions d'habitants et avait tout pour réussir dès 1962 avec, en sus, la manne des hydrocarbures.

Pour comprendre les origines de cette gabegie, le premier tome est consacré aux trois premiers chefs de l'Etat, des fêtes de l'indépendance à la sanglante répression des émeutes d'octobre 1988 (600 morts ?). Au banc des accusés, le FLN, Etat dans l'Etat, parti unique (et son alter égo syndical l'UGTA). Il a confisqué les rênes du pouvoir en le transformant en régime totalitaire, après une brève euphorie des premiers moments du règne de Ben Bella. Comme dans les pays de l'Est, plus imitation de l'Egypte de Nasser, ce parti ne représente plus que lui-même et n'a de révolutionnaire que la succession d'erreurs économiques que dénonce l'auteur. Et ce, à partir de slogans creux, tel « L'industrie industrialisante » qui ont fait des Algériens des assistés important à peu près tout ce qu'ils consomment. D'exportatrice de denrées agricoles, l'Algérie est devenue dépendante, surtout après l'ouverture, sous le général Zeroual (1994-1998), du commerce extérieur. Elle a paradoxalement abouti à des importations tous azimuts. Ce qui confirme le règne de la débrouillardise en favorisant tous les trafics, celui du « trabendo » devenu sport national de l'économie parallèle. A partir, d'exemples vécus, l'auteur démonte les mécanismes aberrants du fiasco agricole, industriel et commercial où la culture des passe-droits, des pots-de-vin et autres aspects de la corruption gangrènent l'économie. Saïd Chibane explique en quoi l'Algérie est structurellement désorganisée et indisciplinée en raison de sa mauvaise gestion. Ce dont profitent quelques caciques du régime, la caste affairiste, ou des membres des forces de l'ordre. Ce qui attise les rancunes de jeunes laissés-pour-compte que tente peu à peu le discours, démagogue, des islamistes érigeant la religion en valeur refuge. Pourtant, et c'est un des paradoxes

de l'Algérie, ce pays dispose d'intellectuels de grande valeur, de chefs d'entreprises et de cadres compétents sous-payés (universitaires, médecins...). Ils n'attendent qu'une chose : que la chape de plomb saute enfin !

Ce livre-réquisitoire souligne aussi les injustices dont sont victimes les tenants de la culture berbère. L'auteur critique Ben Bella qui, en confisquant le pouvoir avec l'aide de l'armée de l'extérieur, a multiplié les erreurs, dont celle de vouloir à tout prix rattacher l'Algérie au monde arabe, sans tenir compte du riche passé maghrébin, multiculturel et méditerranéen du pays. L'ascète Boumedienne achève ensuite de transformer le régime en dictature opaque où règnent les tripatouillages et le clientélisme d'un « système » aux mains d'une mafia politico-financière. Il est aussi fondé sur le clanisme, la rente et l'allégeance Cet Etat policier, qui torture (toute puissance de la Sécurité militaire) et n'hésite pas à assassiner de grandes figures de la guerre d'indépendance (Mohammed Khider, Krim Belkacem...), conduit peu à peu le pays à une économie de pénurie que les nationalisations ne font qu'accroître. Elle tourne à l'économie de bazar quand, en 1979, un autre colonel, Chadli Benjedid, remplace Boumedienne décédé. Malgré une timide ouverture vers le secteur privé, l'auteur cite une multitude d'exemples d'un « système » qui continue de piller le pays en se donnant bonne conscience par des institutions de façade (Assemblée nationale, Cour des comptes...), tout en livrant l'enseignement primaire à des intégristes venus du Proche-Orient. Saïd Chibane énumère les révoltes successives depuis le « printemps berbère » d'avril 1980, et donne sa propre version des « événements » d'octobre 1988. Certes, devant l'ampleur des manifestations, le pouvoir a dû céder, en partie. Ce dont profitent les islamistes. Mais l'ouverture au multipartisme et une relative liberté de la presse ne sont pas accompagnées de véritables élections législatives anticipées et d'une remise en cause du

« système ». Le FLN n'est pas dissous et avorte d'un clone, le RND (en 1997), tandis que l'armée reste omniprésente. Et ce, malgré le référendum constitutionnel du 23 février 1989 qui aurait dû conduire l'Algérie sur la voie de la démocratie.

Tout aussi percutant, le second volume dénonce les illusions de changement à partir de 5 constitutions, que l'auteur estime « bricolées », afin que l'opacité du régime perdure. Et ce, de la « décennie noire », 1992-2000, où la population est prise entre deux terreurs, à nos jours. A retenir, le long plaidoyer en faveur du seul homme d'Etat que l'Algérie ait connu, Mohammed Boudiaf, assassiné à Annaba le 29 juin 1992, et gommé de la mémoire nationale. Humble, tribun parlant vrai, il s'entoure d'expatriés, comme lui, pour redresser le pays et d'hommes compétents, tels Mouloud Hamrouche et le Premier ministre Ahmed Ghazali. C'est le seul Président à avoir proposé un projet de société fondé sur l'entraide, le travail créateur... Et ce, en faisant appel à la plus grande richesse du pays, sa jeunesse, qu'il appelle à se mobiliser, le 8 juin. Il meurt pour avoir osé dénoncer « ceux qui s'enrichissent en rond » et avoir lancé une enquête contre la corruption et les divers « services » qui ouvrent, contre sa volonté, des camps de concentration dans le Sud où s'entassent des islamistes. L'auteur n'est pas tendre pour l'actuel détenteur de la Présidence et sa folie des grandeurs. Bouteflika en est à son 4e mandat, toujours prompt, bien que cacochyme et grabataire, à sévir contre quiconque remet en cause son pouvoir (ex. affaire Benchicou, directeur du *Matin*, en 2004). Il y a là quelque chose qui évoque *Qu'attendent les singes* de Yasmina Khadra.

Ayant constaté la dichotomie entre pays réel et pays légal, l'ouvrage se termine par un appel à la refondation de l'Algérie au sein d'une Seconde République.

Jean-Charles JAUFFRET



Mathieu GUIDÈRE, *Le Retour du califat*, Gallimard-le débat, février 2016, 172 p., une chronologie et un glossaire, 16 euros.

L'auteur a une formation d'arabisant et enseigne l'islamologie à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès. Il a publié une trentaine d'ouvrages, de linguistique arabe et sur l'actualité, et ses interventions dans les médias (« C dans l'air ») sont vivement discutées. Ce bref essai part de la proclamation, à Mossoul, le 1^{er} Ramadan 1435H (29 juin 2014), d'Abou Bakr al-Baghdadi comme calife sous le nom d'Ibrahim, restauration mimétique du califat abbasside : lexique, drapeau, couleur, filiation prétendue dans la maison du Prophète (par Husayn, fils de 'Ali), espace central et ambitions universelles. L'institution s'ancre dans l'espace arabe et sunnite syro-irakien où l'État islamique s'est rapidement implanté, dans l'imaginaire du monde arabe et dans celui du monde musulman, trois visions emboîtées, autant de mobilisations. Il faut donc prendre l'affaire au sérieux et en éclairer l'arrière-plan historique.

Dans la ligne de 'Ali Merad (*Le Califat*, Desclée de Brouwer, 2008), l'auteur rappelle la nostalgie des temps premiers de l'islam, modèles d'exemplarité, d'unité, de solidarité, la protestation contre la suppression du califat par Atatürk (menée en particulier en Inde par le mahatma Gandhi de concert avec les leaders musulmans), les projets de restauration des Hachémites, des Frères Musulmans, des Saoudiens, qui passent par l'activité missionnaire wahhabite, d'al-Qaida enfin, tous arrêtés au stade préliminaire de l'émirat, faute de force ou de légitimité (l'origine qurayshite, dans la tribu de Muhammad).

Suit un long historique, survol rapide de l'histoire de l'Islam : « califes bien dirigés », Omeyyades, Abbassides,

Fatimides, Omeyyades d'al-Andalus, califat berbère des Almohades, califat discret et tardivement affiché, au XVIII^e siècle, des Ottomans, et deux sous-chapitres bizarres sur le califat des soufis. Ces chapitres sont axés sur la double figure du calife, « héritier du Messager de Dieu » et « lieutenant de Dieu sur terre » ; la hâte de la rédaction et l'absence de spécialisation de l'auteur expliquent des erreurs (confusion entre Almoravides et Almohades, p. 93), des approximations et de nombreuses redites.

Les derniers chapitres sont plus utiles et plus originaux, sur les théologiens qui, au XX^e siècle, ont affirmé la nécessité du califat (Mohammed Rashid Rida, Nabahani) ou l'ont niée ('Ali 'Abderraziq), sur les relations variées et complexes entre les rameaux du mouvement islamique (en particulier le Parti de la Libération, favorable à une restauration concertée et pacifique, envisagé avec sympathie, et la nébuleuse chiite qui instaure un nouvel imam), le *djihâd* et le rétablissement d'une institution centrale, fédérale ou combative.

Guidère conclut à un « horizon d'attente consensuel », à l'enracinement de l'État islamique dans un courant intellectuel et religieux ancien et actif. Le vide de projet politique, la crise de l'État-nation, l'échec des Printemps arabes expliquent sa prolifération régionale, du Mali à l'Indonésie, et font prévoir un califat protéiforme, mais durable.

Henri BRESCE

AMÉRIQUES, ASIE, AFRIQUE



Rémy DOR, *Rahman Koul, ultime Khan du Toit du Monde*, 2015, Michel de Maule, collection : Je me souviens, 112 pages, 9 euros.

La qualité d'un livre ne se mesure pas au nombre de pages.

Nous sommes en juillet 1973 au cœur du Petit Pamir afghan, au nord-est de l'Afghanistan, à près de 4100 mètres : c'est le Toit du Monde. Le chef kirghiz, le Khan Rahman Koul, grand seigneur féodal, rencontre une nouvelle fois l'auteur de ce témoignage, Rémy Dor, spécialiste des langues et traditions des peuples Centro-asiatiques, notamment de la culture et de la langue du peuple kirghiz.

Le récit des voyages tumultueux entrepris dans ces contrées afin d'obtenir un rendez-vous avec le Khan, à travers ces zones stratégiques interdites aux étrangers, entraîne l'auteur à l'histoire géopolitique. Le Toit du Monde était dès l'époque paléolithique parcouru par des hominidés, avec Marco Polo décrit comme une région particulièrement giboyeuse. Après les Jésuites en mission dans le monde, notamment avec le Portugais Benoît de Goëz au XVII^e siècle, c'est au XIX^e siècle la ruée vers le Pamir : explorateurs, commerçants, chasseurs, mais aussi simples voyageurs aristocrates et bourgeois et leurs dames de compagnie !

Rémy Dor en quelques pages évocatrices, nous enseigne sur l'histoire du peuple semi-nomade kirghiz passablement tourmentée, ses luttes contre les Ouïgours, l'effondrement de l'Empire kirghiz vers l'an mil et la division en clans, puis la soumission forcée aux Mongols, aux Russes, aux Kalmouks, jusqu'à l'arrivée d'une des branches de ce peuple, au commencement du XX^e siècle, au Pamir afghan.

Les années 1940 voient l'arrivée de Rahman Koul au pouvoir, ni un pouvoir héréditaire, ni électif. Aux prises avec la barbarie communiste soviétique, l'exode et les déportations, le Khan fait preuve de courage et de charisme auprès du peuple, mais dès 1973 il est accusé par les Soviétiques de vouloir proclamer l'indépendance du Pamir avec l'aide de la Chine. Sa tête est recherchée par les sbires du KGB, et il va devoir avec son clan, s'installer au Pakistan.. Ce sera ensuite une nouvelle migration vers la Turquie et leurs lointains cousins turcs qui leur proposent

la construction d'un village en terre kurde près de la ville de Van. Nous suivons pas à pas, à travers les pérégrinations de Rémy Dor à la rencontre du Khan, la douloureuse histoire de ces réfugiés permanents.

C'est un livre passionnant, une rencontre à mi-chemin entre l'Histoire et la Philosophie, incitant à la réflexion sur des thèmes qui restent d'actualité : l'exode, le déchirement entre peuples, la division religieuse (les Kirghiz sont devenus sunnites au XIX^e siècle lentement, les vieilles habitudes du chamanisme ont longtemps persisté). A ce sujet l'auteur regrette le changement survenu pour les femmes. Voici ce qu'il écrit (p.92) : « Dans le bon vieux temps du Pamir, les femmes kirghizes bavardaient et plaisantaient librement avec moi...(Aujourd'hui), commence alors chez le khan un étrange ballet : dès que j'entre dans une pièce, les femmes en sortent. Elles sont devenues rouypouche, « visage voilé » comme on dit en Afghanistan. Voilà le résultat de quatre ans de réclusion et le port du tchador au Pakistan. »

Rémy Dor regrette la disparition de la culture des Kirghiz du Pamir, empreinte de chamanisme, même s'il reconnaît que les enfants ont droit à l'éducation maintenant qu'ils vivent en Turquie, y compris un des fils du khan. Les voilà devenus turcs et fiers de l'être. Rahman Koul meurt en 1990 à soixante-dix-sept ans. Lorsque en 2010 Rémy Dor revient donner une conférence à Van à l'université sur « Les traditions orales des turcophones d'Asie Centrale », en présence de trois des fils de Rahman Koul, il croit entendre le khan, seigneur de la guerre ayant su gérer la paix, murmurer : « Dourr, il ne faut pas regretter les jours passés, il ne faut pas gaspiller les jours à venir. »

J'invite à la lecture le grand public aimant se cultiver : ce fragment de la vie d'un homme et d'un peuple montre qu'on ne ferme jamais un chapitre de l'Histoire d'un peuple.

CHIAMA

Gabrielle HECHT, *Uranium africain, une histoire globale*, Paris, édit. le Seuil, coll. « L'univers historique », avril 2016, 313 p. + un appendice de 12 p. (« sources primaires ou les (in)visibilités de l'histoire ») et 75 p. d'annexes divers (notes, bibliographie, index, source et crédits des illustrations incluses dans le texte, table générale), 409 p. hors tout ; 23 euros.

L'Afrique n'est pas à proprement parler un continent « nucléaire », mais l'uranium de la bombe utilisée à Hiroshima était africain d'origine et depuis les années de la « guerre froide », le Congo, le Gabon, Madagascar, le Niger, l'Afrique du sud, la Namibie, ont livré chaque année entre 20 et 50 % de l'uranium importé en Occident, à finalité militaire et civile.

Professeur d'histoire à l'université du Michigan, l'auteur entreprend de relire les étapes d'une aventure atomique rapidement mondialisée, en épousant ici le point de vue des travailleurs de la mine attachés à satisfaire la demande internationale d'uranium, en mettant également l'accent sur les effets néfastes de cette activité initialement développée dans un contexte colonial ou impérialiste.

A propos des statuts de l'Agence de l'Energie Atomique (AIEA) formulés en 1957, deux ans seulement après la conférence de Bandung, un débat fut engagé à l'initiative de l'Inde sur la place qu'il convenait de faire aux producteurs d'uranium du Tiers-Monde vu l'admission de l'Afrique du Sud au sein du Conseil des gouverneurs, considérée, du point de vue de l'Agence, comme le summum de la « nucléarité » africaine, quoiqu'elle ne fût qu'un simple producteur de minerai, et ce jusqu'à son exclusion, en 1977, sous la pression du mouvement international anti-apartheid.

Initialement conçue comme un « forum », au sens banal du terme, permettant de « se renseigner... », de prendre des contacts commerciaux et d'offrir ou de solliciter une assistance » et donc amenée sur ces bases à for-

muler des règles visant à « réguler les flux de connaissance et de matières nucléaires », l'AIEA n'était que progressivement devenue pour les médias internationaux, avec la dissémination progressive des techniques et du savoir en ce domaine, « le gardien du nucléaire » visant à éviter que des installations civiles puissent être détournées à des fins militaires. Mais les USA, en prétendant imposer des inspections internationales au risque d'institutionnaliser un système « d'espionnage commercial », devaient vite susciter de vives résistances de la part des pays du Sud pour lesquels, « en définissant des règles à leur avantage », les pays du Nord ne cherchaient ni plus ni moins qu'à s'imposer à eux en prétextant l'application des termes du Traité de Non Prolifération (TNP) des armes nucléaires de 1968.

Pourtant, au total, « le minerai d'uranium et le « *yellowcake* » - ce concentré commercial - étaient (curieusement) apparus suffisamment banals pour pouvoir être achetés et vendus sans contrôles exceptionnels », sauf promesses contractuelles de ne pas être utilisés à des fins militaires, une façon de « concilier l'exceptionnalité du nucléaire et la banalité du commerce ». Mais quoique relevant de technologies classiques, l'extraction de l'uranium offrait tout de même des risques particuliers vu la radioactivité du minerai, Or si à aucun moment « la nucléarité des mines d'uranium n'a été établie de façon définitive en tout point du globe », il apparaît que « les exploitants comme les autorités publiques font valoir l'urgence de prendre en compte les risques de l'exposition dans le long terme des ouvriers de la mine aux radiations. Car « l'Afrique fait (qu'on le veuille ou non) partie du monde nucléaire et le monde nucléaire fait partie de l'Afrique » et « c'est de l'histoire et de l'actualité de cette lutte pour le faire reconnaître » que ce livre veut porter témoignage. D'où les deux parties de cet ouvrage. Dans la première - une centaine de pages - l'auteur évoque le dévelop-

pement « proliférant » du marché de l'uranium impliquant de proche en proche une bonne partie de l'espace africain (« Projections impériales et dispositifs marchands ») avant de concentrer son attention sur le « FrancAfrique » (« le Prix de la souveraineté ») et le cas particulier de l'Afrique du Sud (« Enrichissement colonial »), soulignant, en conclusion, la quasi incapacité de « mettre aujourd'hui de l'ordre dans le chaos des pratiques étatiques » puisque l'Inde et le Pakistan, ni l'un ni l'autre signataires du TNP, ont pu tester, en 1998, les bombes atomiques « auxquelles elle travaillaient depuis des décennies », le Pakistan ayant même reconnu en 2004 avoir « vendu des technologies d'armement nucléaire à la Lybie, à l'Iran et à la Corée du Nord par le biais d'un réseau de fournisseurs légaux et illégaux »...

Dans ces conditions la seconde partie du livre, la plus développée (quelque 150 p.), intitulée le « Travail nucléaire » se penche plus précisément sur les effets sanitaires d'une exposition prolongée au radon des ouvriers de la mine dont la nocivité ne sera en fait officiellement reconnue, aux USA - où les premières prospections avaient été menées dès le XIX^e siècle - qu'avec le vote par le Congrès, en 1990, du « Radiation Exposure Compensation Act » qui ne prenait pourtant en considération le problème qu'à partir de 1971 puisque les activités extractives auparavant entreprises avaient visé principalement des applications militaires. C'est dans cette optique l'occasion pour l'auteur de revoir les éléments du dossier, reprenant pour les affiner les données réunies naguère pour un travail de thèse soutenu en 1998 sur le développement de notre programme nucléaire national, publié une première fois en français, en 2004, aux éditions de la Découverte, puis à nouveau en 2015. La recherche de toute une vie en quelque sorte.

Jean-Claude MAILLARD

François-Xavier FAUVELLE, *Convoyer l'Histoire. Nelson Mandela : trois discours commentés*, Paris Alma éditeur, 2015, 90 p.

L'auteur, François-Xavier Fauvelle, est un historien et archéologue spécialiste de l'Afrique ancienne. Il a ainsi travaillé pendant plusieurs années en Afrique du Sud. Le choix de Mandela s'explique d'autant mieux.

L'idée de l'auteur dans ce court essai est de mettre en avant le talent d'orateur de Nelson Mandela pour mieux expliquer en quoi ce dernier, homme d'Etat s'il en est, a réussi à transformer son pays.

M. Fauvelle choisit, pour ce faire, trois discours fondateurs qu'il traduit, remet en contexte et surtout commente longuement. La sélection porte sur le discours prononcé par Mandela le jour de sa libération, le 11 février 1990, à l'Hôtel de ville du Cap (p.13-43). Le deuxième date du 13 avril 1993, après l'assassinat du leader communiste, Chris Hani, chef d'état-major de la branche armée de l'ANC. Alors que la paix est encore fragile, ce crime commis par un Blanc proche de l'extrême-droite, a failli faire basculer le pays dans la guerre civile. La prise de parole de Mandela à la télévision nationale, dans ce contexte particulier, est donc fondamentale (p. 45-61). Le dernier est celui de son investiture à la présidence de l'Afrique du Sud le 10/5/1994 (p. 63-77).

Par sa vision mais aussi par ses mots, Mandela a su métamorphoser un pays et l'auteur nous le démontre brillamment. Ainsi en trois temps, trois étapes, Nelson Mandela, d'abord « Père » (en 1990), « Prêtre » (en 1993) et « Ancêtre » (en 1994), a orienté le destin de son pays, de son peuple dans cette période si particulière de la transition entre apartheid et démocratie.

L'auteur s'attache au talent oratoire de Mandela ; il met en avant les procédés rhétoriques pour démontrer le génie de Madiba. Par là-même, il nous rappelle aussi le rôle fondamental de la parole politique.

Pour chacun des discours, F.-X. Fauvelle, en historien familier de l'oralité et de la critique des textes, précise comment il a établi le texte du discours et quelles sont ses sources. Il restitue également la version anglaise. Les commentaires et explications en font un véritable outil pour tous ceux, étudiants ou enseignants, qui s'intéressent à l'Afrique du Sud : ainsi, les personnes citées par Mandela sont systématiquement présentées. L'ouvrage comprend également une bibliographie commentée très précieuse.

Au total, c'est donc un ouvrage essentiel d'un point de vue scientifique pour approfondir le rôle et l'œuvre de Nelson Mandela.

Chantal PETILLON

SCIENCES, DÉCOUVERTES



Patrice BECK, Olivier MATTEONI, (dir.), *Classer, dire, compter. Discipline du chiffre et fabrique d'une norme comptable à la fin du Moyen Âge*, Actes du colloque des 10 et 11 octobre 2012, Paris, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, 2015, index, illustr., 39 euros.

Actes d'un colloque organisé en 2012, lui-même à l'aboutissement d'un travail d'équipe lancé en 2008, le volume se signale par la nouveauté de son objet : non pas les sources comptables comme gisements de renseignements de tous ordres sur la société tardo-médiévale, mais comme documentation à considérer en elle-même, d'un point de vue matériel, formel, codicologique et diplomatique longtemps négligé. Or la manière dont se présentent, s'organisent, sont mis par écrit les comptes de telle ou telle communauté, urbaine, seigneuriale, princière, hospitalière ou autre, mérite des études particulières, qui prolongent ce que les médiévistes ont fait à propos des cartulaires. La

matérialité des sources comptables revêt des significations riches, tant du point de vue idéologique (l'ordre des destinataires des dons n'est jamais innocent, ni ce qu'on veut y faire apparaître) que des mécanismes administratifs ainsi que des techniques de calcul. Une « numeracy » s'épanouit, en même temps que la « literacy » ou scripturalité. Un processus de rationalisation est engagé à partir du XIII^e s. en Occident, passant par l'aération des copies (fût-elle consommatrice de papier), la norme s'établit et se diffuse à partir de modèles souvent d'origine ecclésiastique, le contrôle financier se met en place et s'exerce par un pouvoir comptable représenté en France par les chambres des comptes, celle du roi et celles des princes. Rien d'étonnant si l'actuel président de la cour des comptes, Daniel Migaud, préface le volume.

Les maîtres d'œuvre experts en cette matière ont su ouvrir leurs horizons vers les mondes non occidentaux et des périodes plus tardives. Il est difficile de mettre en avant telle contribution plutôt que telle autre parmi les vingt-et-unes que compte l'ouvrage. Signalons au lecteur la clarté historiographique et problématique de l'introduction, l'utilité des rapports de synthèses débutant trois des cinq parties (forme, organisation, ordonnancement des comptabilités ; pratiques comptables, des savoirs aux savoirs-faire ; ordre, langue et discours des comptes ; regards extérieurs et actuels ; table ronde conclusive), la diversité des approches dans leur échelle (étude de cas, réflexion synthétique), dans leurs supports documentaires et dans leurs angles d'enquête (lexicologie, anthropologie, comparatisme, étude iconographique ou juridique). Si l'histoire quantitative, au demeurant de pratique difficile pour la période médiévale, est passée de mode, celle du chiffre et des comptes, rien moins que rébarbative, comme l'illustre la belle étude sur les comptes décorés, est en plein essor prometteur. Seul mécompte : la mal-

façon assez incroyable de l'éditeur qui fait passer le lecteur de la page 268 à la page 301, reproduite un peu plus loin, à la suite de la page 332, mais sans reproduire même au mauvais endroit les pages 269-300. Fâcheux accident de mise en cahiers qui n'est pas sans rappeler les bévues de reliure constatables dans certains registres de la fin du Moyen Âge.

Franck COLLARD

Dominique PESTRE, *Histoire des sciences et des savoirs, De la Renaissance aux Lumières*, tome dirigé par **Stéphane VAN DAMME**, Editions du Seuil, 507 p., 38 euros.

Ce premier tome de l'*Histoire des sciences et des savoirs* (voir le compte rendu de lecture général des 3 tomes) a été dirigé par Stéphane Van Damme, professeur d'Histoire et civilisation à l'Institut Européen (Florence), qui l'ouvre dans un paragraphe introductif sur « Un ancien régime des sciences et des savoirs » à la fois historiographique et épistémologique. Il y rappelle des propos de Lucien Febvre qui mettait en garde quant au récit téléologique et linéaire. Tout au long de ce tome, constitués de 20 contributions rédigées par 24 spécialistes, Stéphane Van Damme est notamment l'auteur de la quasi totalité des « encadrés » qui, comme un fil d'Ariane, lient et ponctuent les différentes productions : Les newtoniens, portrait de groupe ; Les fabricants d'instruments scientifiques ; Les femmes savantes et les académies,

La Renaissance période de rupture et de remise en question des sciences et des savoirs du Moyen Age, ceux de la scolastique - est la période initiale de ce premier tome qui se termine aux Lumières, couvrant les trois siècles de l'Epoque moderne. L'ouverture et la découverte du monde (histoire mondiale/globale et mondialisée/globalisée des sciences et des savoirs) y occupent une place essentielle pour montrer la complexité de ce que jusqu'alors l'on a caractérisé et défini

comme « révolution des sciences », et où au postulat continuiste se substitue une contextualisation/mise en situation des sciences de l'Epoque moderne sans préjugés contemporains (co-présence des savoirs de la tradition comme la théologie ou l'histoire naturelle et des savoirs modernes). Cette problématique un objectif énoncé par D. Pestre en introduction générale pour qui il ne s'agit pas tant « d'aborder les sciences et savoirs en eux-mêmes, dans leur être en quelque sorte intellectuel, que de rester le plus possible «en situation» dans l'épaisseur du monde et de la variété de ses activités et rencontres ».

Le 1^{er} décembre 1783, devant le palais des Tuileries, Jacques Charles et Nicolas-Louis Robert prenaient place dans un globe aérostatique qui s'élevait dans les airs. Mais alors que les ballons des frères Montgolfier et celui utilisé par Pilâtre des Roziers et le marquis d'Arlandes étaient gonflés d'air chaud, celui-ci était rempli d'« air inflammable » - c'est-à-dire d'hydrogène ainsi baptisé par Lavoisier cette même année, gaz soupçonné dès la Renaissance (borne initiale de la première période de l'*Histoire des sciences et des savoirs*) par Paracelse, médecin et savant du monde germanique, et étudié par Henry Cavendish, physicien et chimiste britannique, en 1766 (année au cœur des Lumières, siècle de la borne finale). Durant leur vol de plus de 2 heures et à environ 600 mètres d'altitude, ils effectuèrent des mesures barométriques et thermométriques, instruments inventés au XVII^e siècle et perfectionnés jusqu'aux Lumières. C'est un extrait de la gravure de cet événement qui a été choisie pour la première de couverture du premier tome de l'*Histoire des sciences et des savoirs-De la Renaissance aux Lumières* et qui nous plonge dans l'univers des contributions de la première partie, Sciences, cultures, sociétés. Point de grandes figures des sciences en une de couverture, mais deux savants des Lumières, expérimenta-

teurs, inventeurs et touche-à-tout : Jacques Charles est physicien et chimistes, quant à Nicolas-Louis Robert c'est un ingénieur et fabricant de divers appareils de mesure (J.B. SHANK, « Les figures du savant », p. 42-65). Jacques Charles fait des expériences, une des caractéristiques de la science depuis le XVII^e siècle. Il parvient notamment à produire du dihydrogène en versant du vitriol (acide sulfurique) sur de la limaille de fer et conçoit le projet d'en remplir un globe, financé par souscription et construit par les frères Robert, dans le but de réaliser l'exploit légendaire d'Icare ou encore de Léonard de Vinci : s'élever dans les airs (P. DEAR, « Cultures expérimentales », p. 66-85). La science est devenue un spectacle et un public de sciences et des curieux se pressent pour assister aux expériences ; cependant l'extrait en une de couverture ne représente pas le public réuni pour assister à l'envol et à qui les deux aérostiers lancent leur drapeau (M. THEBAUD-SORGER, « Spectacles de sciences », p. 130-153). Ne quittons pas encore ces vols aérostatiques car neuf ans plus tard, dans l'enceinte du Collège royal d'Artillerie de Ségovie, se déroule le premier vol avec une finalité militaire (observer le dispositif de défense d'une place assiégée). Ce globe a été réalisé le chimiste français Louis Proust envoyé en Espagne, en 1786, dans le cadre du Pacte de Famille et sur recommandations de Lavoisier. Si l'on cite souvent la formule d'Yves Lacoste « la géographie ça sert à faire la guerre », les sciences et les savoirs servent aussi à faire la guerre et cela depuis au moins la Renaissance (P. BRIOST, « La guerre et les sciences à la Renaissance », p. 108-131) ! On peut supposer que des académiciens des sciences assistaient aussi à ce vol de 1783 de Charles et Robert. En effet, ils se réunissaient au Louvre depuis 1699 suite au règlement du 20 janvier 1699 de Louis XIV qui fonda l'Académie royale des sciences en 1666, constituée par Colbert pour dévelop-

per les sciences et conseiller dans ce domaine, et toujours pour la gloire du roi (M. P. DONATO « «Faire corps» : les académies dans l'ancien régime des sciences (XVII^e-XVIII^e siècles) », p. 86-109) ! Ces aspects nous conduisent vers la deuxième partie : Champs de sciences

Six études apportent leur contribution :

- à la connaissance de la cartographie et à la mesure de la Terre, ainsi qu'à « l'apparition et la diffusion d'une éducation à la géographie au sein des élites intellectuelles et politiques en Europe » (J.-M. BESSE, « Cartographie et grandeurs de la Terre. Aspects de la géographie européenne (XVI^e-XVII^e siècle), p. 156-175) ;

- à la conception européenne de la nature dont les évolutions sont aussi corrélées à des phénomènes et processus extra-européens, interrogeant le concept de « révolution scientifique » (L. DASTON, « Philosophies de la nature et philosophie naturelle (1500-1750) », p. 176-203) ;

- au rôle et à l'importance du livre imprimé qui « n'a pas effacé ce qui le précédait, pas plus que le manuscrit n'a entièrement perdu sa capacité à affecter la lecture et la compréhension des textes imprimés » (N. SAFFIER, « Livre et cultures écrites des sciences », p. 204-229) ;

- aux images comme les écorchés anatomiques, les gravures et planches d'animaux, aux vues en perspective (R. MANDRESI, « Le regard scientifique : cultures visuelles des sciences », p. 230-253) ;

- à l'histoire naturelle de l'*Herbarum*... d'Otto Brunfels (1530) et à l'apparition du mot « biologie », en 1802, pour laquelle l'élargissement du monde ouvre de nouveaux territoires de découvertes et qui dispose d'instruments d'observation permettant une culture de l'expérimentation (M.-N. BOURGUET et P.-Y. LACOUR, « Les mondes naturalistes : Europe (1530-1802) », p. 254-281) ;

- aux phénomènes de l'altérité à travers la question des catégories ra-

ciales et la compréhension des « processus de description de la pluralité des sociétés humaines par le biais de l'histoire de la formation des catégories dans l'Europe occidentale et ses colonies à l'époque moderne » (J.-F. SCHAUB et S. SEBASTIANI, « Savoirs de l'autre ? L'émergence des questions de race », p. 282-304).

La troisième partie - Mondialisation des sciences et des savoirs ?

- regroupe 5 contributions qui nous mènent vers l'objectif que s'étaient assignés les navigateurs portugais et espagnols : l'Asie ! « Avec l'arrivée de Christophe Colomb à Hispaniola en 1492, puis celle de Vasco de Gama à Calicut en 1498, l'Europe entre dans ce qu'il n'est peut-être pas exagéré de nommer, au regard de l'histoire des savoirs, un long siècle des Indes, lequel s'achève vers le milieu du XVI^e siècle avec l'installation des Hollandais et des Britanniques en Inde et Insulinde. » C'est par cette phrase que R. Bertrand débute son étude (« Les savoirs du commerce : le cas de l'Asie », p. 306-323) où il montre que « Tantôt empêché et tantôt favorisé par les pouvoirs européens [politique mais aussi religieux à travers l'Inquisition] comme asiatiques [princes et potentats], le commerce des savoirs [art et instruments techniques de navigation, *exotica*, récits de voyage,] épousa, aux Indes orientales, des itinéraires complexes [chenaux et contraintes des circulations] » L'on sait depuis les travaux de Braudel l'importance de l'Atlantique dans une première mondialisation où cet océan se substitue à la Méditerranée. Ce sont à ces mondes atlantiques que s'intéresse F. Regourd (« Les localités et centralités scientifiques : les mondes atlantiques (XVI^e-XVIII^e siècle) », p. 324-343. Alliance entre le sabre et le goupillon, mais aussi connivence/concrescence entre le sextant et la croix ! Sciences et savoirs sont aussi l'oeuvre de groupes et notamment les Jésuites (« multinationale des savoirs ») et plus largement de tous les ordres, partis en mission (A. ROMANO, « Les savoirs de

la mission », p. 346-367) : des artistes jésuites sont appelés par l'empereur Qianlong pour représenter ses victoires au Xinjiang, gravures qui sont réalisées à Paris (J. WALEY-COHEN, « Savoirs historiques et empire dans la Chine des Qing au XVIII^e siècle », p. 368-391). D'autres groupes comme les diasporas (huguenots, morisques, Arméniens) sont intégrés dans cette partie pour leur rôle dans les transferts technologiques et circulation qui est ici profondément renouvelé à la lumière des connaissances, concepts et problématiques actuelles (N. MUCHNIK, « Dynamiques transnationales et circulations diasporiques des savoirs », p. 392-407).

Revenons à la gravure de la une de couverture et à la quatrième et dernière partie de ce tome : Les sciences et le gouvernement du monde. Parmi ce public était notamment présent le Duc de Chartres (futur Philippe-Egalité et qui effectua un vol le 15 juillet 1784) qui a signé le procès verbal rédigé lors de l'atterrissage « dans une prairie entre Nesle et Hédouville », comme le précise la légende de la gravure. La sphère politique s'intéresse aux sciences et aux savoirs, phénomène qui caractérise aussi les Etats européens à l'époque moderne (L. HILAIRE-PEREZ, « Etat, science et entreprise dans l'Europe moderne », p. 410-429), qui a connu dans le royaume de France un moment singulier lors du ministériat de Colbert (N. DEW, « Un colbertisme scientifique ? », p. 430-445) et à l'émergence/la formation de « savoirs administratifs (I. LABOULAIS, « La fabrique des savoirs administratifs », p. 446-463). Cette partie et ce premier tome se terminent sur un terme éminemment contemporain celui d'environnement, anachronique au sens contemporain pour l'époque moderne, et qui recouvre alors deux conceptions : une délimitation et démarcation spatiale des humains « pour négocier les relations avec ce qui les entoure » et « une réalité physique universelle et objectivable » (G. QUENET, « L'environnement et ses savoirs », p. 464-483).

Dans le long et complexe processus du dualisme entre nature et culture, dans lequel émerge la notion de ressources (cf. encadré sur « Les sciences et les mines »), cette question nous amène entre autres aux catastrophes naturelles qui de « fléaux témoins de la colère de Dieu laissent la place aux phénomènes physiques » et aux risques qui renvoient au calcul des probabilités, faisant notamment des séismes des objets de sciences et de débat. Quant à nos deux aérostiers avaient-ils conscience du risque d'explosion de leur globe rempli d'hydrogène (accident qui fut à l'origine de l'incendie du dirigeable Hindenburg) ?

Au final ce premier tome, que les candidats aux concours ne devraient pas omettre dans leurs lectures, est un profond renouvellement intellectuel de l'Epoque moderne qui repose sur les travaux les plus récents et évolutions en et de l'histoire des sciences. Les sciences et les savoirs font partie de l'activité humaine qu'elle soit sociale, culturelle, politique ou économique, et ils s'inscrivent à la fois dans une première modernité et une première globalisation.

« Je me représente la vaste enceinte des sciences comme un grand terrain parsemé de places obscures et de places éclairées. Nos travaux doivent avoir pour but, ou d'étendre les limites des places éclairées, ou de multiplier sur le terrain les centres de lumières », Diderot, *Pensées sur l'interprétation de la nature* (1754), cité p. 31

Jean-Christophe SANCHEZ

ÉCONOMIES, MÉTIERS



DUVERGER (Timothée), *L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Lormont, Éditions Le bord de l'eau, 2016, 414 p.

Voici une thèse parfaitement documentée consacrée à l'économie sociale qui a acquis une forte visibilité

dans les années récentes. Mais notons d'entrée que son titre manque de précision. Il ne s'agit pas d'une histoire totale de ce qu'il est convenu d'appeler le tiers secteur, mais davantage de son institutionnalisation dans les années récentes. Quant au sous-titre, même s'il veut en évoquer les principaux facteurs, il est trop général : on cherche cette « histoire de la société civile ». Nonobstant, l'auteur marque avec précision les étapes qui aboutissent à la loi de 2014 consacrant « l'histoire sociale et solidaire ».

Il est regrettable peut-être, qu'il n'ait pas défini avec suffisamment de vigueur cette initiative, enracinée dans l'histoire, de pratiquer l'économie autrement, en tout cas autrement que ne le faisait le capitalisme dès le XIX^e siècle. Derrière le mot générique, alors non institutionnalisé, se profilent, à la fin du XIX^e siècle, tant la coopération que la mutualité. Pourquoi ne pas dire au seuil du livre qu'il s'agissait de rejeter le profit en tant que tel, et ses attributs en termes de pouvoir des entreprises ? La maxime « un homme, une voix » est au centre de ce nouveau secteur alors informel dans sa globalité. Mais l'objectif de Timothée Duverger n'était pas d'analyser l'économie sociale en tant que pratique, sans doute pourtant à l'origine de ses difficultés ultérieures (effondrement de la coopération de consommation).

Si le livre est parfaitement informé sur les modalités qui ont présidé à l'émergence de l'institution à la fin du XX^e siècle, il est en revanche muet sur son contenu. Des concepts trop imprécis sont utilisés, tel celui de « marché » (p. 396) pour désigner le marché unique européen ou celui de « banque » pour renvoyer aux banques coopératives en général (non définies ici) ou même au seul Crédit Coopératif ! Pourtant, l'ouvrage est bien venu dans la mesure où il informe sur toute une nouvelle sphère aux marges du capitalisme : les entreprises alternatives qui mériteraient une histoire en soi et que l'auteur paraît bien connaître.

André GUESLIN

Fabien KNITTEL, « *De la bibliothèque aux champs – Le travail d'agronome de Louis Poirot de Valcourt* », PUN-Éditions Universitaires de Lorraine, Nancy, 2016, 123 pages, 12 euros.

Louis Poirot de Valcourt (1771-1855) est un agronome « ordinaire », un « sans grades » de l'agronomie française du XIX^e siècle. Quoique contemporain de figures à la notoriété plus assise, tels Mathieu de Dombasle ou Auguste Bella, et bien qu'étant l'auteur de nombreuses publications et de quelques innovations techniques, la postérité n'a pas retenu son nom sauf dans le Toulouais où il possédait un petit domaine. Or, la raison biographique commande désormais, on le sait, de s'intéresser aussi à ces acteurs obscurs des grands mouvements scientifiques et techniques, ne serait-ce que parce ces militants du progrès, familiers des réalités de l'ordinaire, du quotidien et du local, assurèrent aux idées nouvelles et aux techniques innovantes les moyens d'une diffusion nécessaire à leur succès. Toutefois, l'ambition de Fabien Knittel n'est pas de procéder à une biographie de Poirot de Valcourt - encore que l'ouverture au monde du personnage qui consacra dix années de sa vie à voyager aux Amériques et connaissait dans le texte les meilleurs ouvrages de la littérature agronomique anglaise et américaine apporte une mise en perspective éclairante dont on ne saurait faire l'économie - et moins encore de traiter de la définition de l'agronomie et de son historicité. L'auteur cède plus modestement mais avec raison à l'opportunité de publier une édition critique et analytique du catalogue de la bibliothèque personnelle de Poirot de Valcourt. Les ouvrages de cette bibliothèque - ceux qui furent lus et parfois traduits comme ceux qui furent écrits - composent un discours savant qui aide à connaître et comprendre le monde perdu des campagnes et des pratiques agricoles d'autrefois, avant que des révolutions plus récentes n'en balayaient la plupart

des vestiges. C'est donc dans cette mise à distance, explicite ou suggérée, que réside à l'évidence l'intérêt de cette publication.

Par cette étude d'un cas, Fabien Knittel montre en effet que pour un agronome, fut-il « obscur », de ce premier XIX^e siècle, la démarche professionnelle passe d'abord par une mise en œuvre des innovations techniques (et mêmes comptables) dont il assure la recension et la diffusion auprès de ses contemporains. Le catalogue de notre homme montre assez où il puise ses références ; il fournit en somme une traçabilité des faits qui structure ses idées et ses arguments. Dès lors, il est également possible de cerner les liens qui unissent entre eux les agronomes du temps : ces correspondances, ces comptes-rendus dans les périodiques savants, ces notes diverses assurent un échange permanent des idées, une confrontation critique des théories qui ignorent les frontières. Il est en quelque sorte une « République des agronomes », semblable à celle des Lettres. L'analyse des écrits de Poirot de Valcourt permet aussi de comprendre les logiques, concrètes et empiriques, qui déterminent son action et sa volonté de comprendre les pratiques agricoles de son temps afin de les faire évoluer. Fabien Knittel révèle en somme comment s'est opéré l'institutionnalisation de l'agronomie et sa construction comme discipline autonome. Ce petit livre témoigne de ce que furent les vecteurs concrets du développement agricole.

Marc VIGIÉ

PÉDAGOGIES



Olivier MEUNIER (dir.), *Cultures, éducation, identité. Recompositions socioculturelles, transculturalité et interculturalité*, Artois Presses Université, coll. Education et formation, 2014, 509 p.

Réunissant les actes d'un colloque

soutenu en 2014 à l'Université d'Artois, cet ouvrage vise à une meilleure compréhension de l'interculturalité dans le monde, à partir de l'éducation et des cultures, comme l'affiche d'emblée le coordinateur de cette publication collective dans une introduction que l'on qualifiera pudiquement de fort convenue. Vaste programme en effet qui, passées les définitions liminaires et génériques des notions contenues dans le titre, aboutit au constat de la diversification des pratiques, des valeurs et des idéologies pour ce qui relève des notions de culture et d'identités, censées précisément éclairer d'un jour nouveau l'interculturalité. On comprendra dès lors que l'architecture de l'ouvrage, divisé en huit parties dont on saisit mal la cohérence scientifique, amène tout autant à une conclusion des plus banales, invitant au comparatisme et au croisement des disciplines scientifiques : théories et pratiques interculturelles et multiculturelles en éducation (qui soulignent le risque d'une essentialisation des cultures, en montrant les différences majeures entre multiculturalisme anglo-saxon et multiculturalisme plus en vogue dans les pays francophones) ; interculturel et plurilinguisme (où les contributions mettent en exergue l'importance de la maîtrise des langues et des approches pédagogiques permettant de faire passer l'apprenant « de l'ethnocentrisme au relativisme » (...)) ; interculturel et santé (où l'on souligne le poids des préjugés et stéréotypes culturels dans les pratiques de santé) ; peuples arctiques et méridionaux de Sibérie (partie proposant un état des lieux de l'interculturalité en matière d'éducation et de transmission de savoir dans ces lointaines contrées) ; multiculturalité et droit des minorités (où l'on lira des études portant sur les minorités francophones du Québec, à partir de pratiques éducatives visant à tenir compte autant des droits universels que des droits des minorités) ; formation des adultes (étude de dispositifs de formation ini-

tiale et continue : ESPE, formation des chefs d'établissement, monographie portant sur les Maisons Familiales et Rurales) ; éducation et citoyenneté (études de cas en France, Portugal et Belgique), questions identitaires (à partir d'exemples situés en Algérie, Tunisie et au Niger). Un lecteur avisé aura compris que, par-delà la bonne volonté des contributeurs et le choix d'un éclectisme tous azimuts, c'est bien le projet initial qui pose ici problème et qui aboutit de facto, à un ouvrage dont on ne saisit pas bien l'intérêt scientifique.

Olivier CHOVAUX

PRÉHISTOIRE ARCHÉOLOGIE



Patrice LAJOYE, *L'arbre du monde. La cosmologie celte*. 192 p., quelques illustrations en n. et bl. Bibliographie. Collection BIBLIS. CNRS. Paris 2016. 10 euros.

Ce petit livre se lit avec plaisir ; il est bien écrit et séduisant, mais il fait irrésistiblement penser aux mises en garde méthodologiques que nous adressait jadis notre regretté maître Henri-Irénée Marrou : « Nous autres historiens des religions, nous ne sommes capables que de construire des châteaux de cartes » (citation de mémoire). Cela reste vrai, et encore plus pour le domaine celtique. L'ambition de Patrice Lajoie (secrétaire de rédaction des revues *Gallia* et *Histoire et Sociétés Rurales*) est de proposer une restitution hypothétique de la « cosmologie celte » - ainsi que le claironne le titre du livre. Il se lance dans une étude comparée des sources littéraires (mais elles sont très rares), iconographiques et épigraphiques (mais elles sont tardives, presque toutes gallo-romaines) et folkloriques /ethnographiques (mais elles sont éparpillées, de la Grande-Bretagne médiévale à l'Extrême-Orient, Philip-

pines et Viêt-Nam). Cette étude est centrée sur un sujet choisi comme révélateur : le culte de l'arbre. Quelles que soient la vaste érudition de l'auteur et la subtilité de ses déductions, on retrouve donc un nouveau « château de cartes ». Souvenons-nous de l'œuvre ultime de J.-J. Hatt, *Mythes et dieux de la Gaule*, un classique édité dans les années 80 chez Picard. Le vieux maître mettait au cœur de « sa » cosmologie celtique un trio amoureux où Taranis et Cernunnos/Esus rivalisaient pour les beaux yeux d'une * Rigani sortie de son imaginaire de savant strasbourgeois : un « ingénieux vaudeville », selon Claude Sterckx cité par P. Lajoie, p.127. Je ne crois pas que les arbres (fruitiers, sauvages ou symboliques) de notre auteur aient des racines plus solides que les fantasmes de J.-J. Hatt. Les druides ont refusé de confier leur savoir à l'écriture : plutôt que de le profaner, ils le faisaient apprendre par cœur à leurs élèves pendant des années, sous une forme versifiée, plus facile à retenir. César dans ses écrits a beaucoup menti, mais sur ce point au moins on peut croire son témoignage. Il n'y a ni Hésiode ni Ovide gaulois (voilà une phrase à inscrire en lettres d'or sur votre cheminée, chers jeunes collègues, et à commenter jusqu'à ce que vos élèves en aient saisi toute la portée !). Bref, concernant l'ouvrage recensé, à quoi bon s'obstiner à reconstituer ce qui, dans l'état actuel de nos moyens, reste inconnaissable ? Les pages 120 à 123 du livre sont significatives : l'auteur y commente le célèbre Pilier des Nautes (les « bateliers de la Seine ») trouvé en 1710 sous la cathédrale N.-D. de Paris, qui est daté par sa dédicace du règne de Tibère (14-37 de n.-è), un des documents fondamentaux sur la religion gallo-romaine alors en gestation. Moyennant de multiples rapprochements acrobatiques avec Goibniu, Fintan, Dagda, et même Enoch et Elie, l'auteur s'efforce d'y retrouver un « Jupiter totalisant » (p. 124). Admettons. Pour ma part, j'en resterai aux commentaires stric-

tament objectifs et surtout rigoureux d'Henri Lavagne et Jean-Pierre Adam, « Le Pilier des Nautes », dans le catalogue de l'exposition *Lutèce, Paris de César à Clovis*, Paris, Musée Carnavalet, 1984, p. 275-306, qui n'est même pas cité dans la Bibliographie (sauf erreur), alors que chacun sait, ou devrait savoir, que les catalogues d'expositions (les vraies, pas celles à objectifs alimentaires) sont une référence fondamentale pour nos disciplines. Donc, concernant ce livre, on peut le lire avec plaisir, comme on lit un bon roman policier.

Jean-Louis CADOUX

MOYEN ÂGE



Michel KAPLAN, *Pourquoi Byzance ? Un empire de onze siècles*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2016, 490 p., glossaire, index, cartes, prix non indiqué.

Dans un format de poche permettant de conjuguer maniabilité et accessibilité à toutes les bourses, la récente synthèse de Michel Kaplan, fidèle membre de l'APHG, va rendre bien des services à qui veut s'initier à l'histoire byzantine, malheureusement réduite à la portion congrue dans l'enseignement secondaire, voire supérieur, 120 ans après que la première chaire d'histoire byzantine eut été créée à la Sorbonne (1899). Pourtant nul ne peut comprendre l'Europe balkanique ni le monde russe, ni la Turquie moderne sans inscrire ces espaces dans la profondeur historique byzantine, ainsi que le montre la pénétrante introduction sur « l'actualité de Byzance ». Voilà pourquoi, en premier lieu, Byzance est à connaître. Avec la hauteur de vue et la puissance de synthèse que lui assurent des décennies d'enseignement et de recherche, Michel Kaplan offre une étude posant d'une deuxième manière la question qui donne son titre à l'ouvrage : pourquoi cette entité politique disparue en 1453 a-t-



elle pu advenir, prospérer, et durer si longtemps puis trépasser non sans se survivre à travers des empires héritiers, la Russie (proclamée troisième Rome par le « tsar » ou César, Ivan III, 1462-1505) et, l'empire ottoman qui conserva le nom de « Constantinople » à sa capitale-trophée, nom que l'autre héritière de Byzance, la Grèce, continue d'ailleurs significativement d'employer de préférence à Istanbul. L'auteur répond à ces questions et son propos explique aussi pourquoi il a consacré sa carrière à une aire de civilisation injustement méprisée depuis les Lumières, alors qu'elle fut un horizon de légitimité prestigieux pour l'Occident barbare, le conservatoire de la culture hellénique (grâce à la renaissance du X^e s.) et l'inspiratrice de la monarchie absolue, de même qu'un gisement de richesses et de reliques à piller. L'auteur rappelle à cet égard combien le sac de Byzance en 1204 par les guerriers de la IV^e croisade a nourri la haine de Byzantins contre les Latins, auxquels les Turcs finirent par sembler préférables.

Au fil du livre agencé en six chapitres chronologiques, fruits de la « byzantinologie » occidentale fondée au XIX^e s., Michel Kaplan retrace les origines de l'empire byzantin, prolongement de Rome par les mêmes moyens, refondateur d'une romanité chrétienne de langue grecque, dès le VI^e s., avec pour capitale une autre cité aux sept collines. Il définit fort clairement la nature du régime où l'équilibre entre temporel et spirituel s'est établi à l'avantage de l'empereur, certes non sans heurts, notamment avec le monde monastique. Il examine les structures sociales et politiques capables d'évoluer et de rebondir, au VII^e puis à partir du XI^e s., malgré de nombreux aléas dynastiques, malgré la menace des forces centrifuges à la fois régionales et religieuses, et malgré les dangers d'un voisinage agressif, le califat dès la seconde moitié du VII^e s. (il se substitue à l'empire perse) puis l'Occident. La profusion des événements (innombrables intrigues de palais) et

la complexité de certaines querelles dogmatiques comme l'iconoclasme n'empêchent pas Michel Kaplan de brosser un tableau fluide de l'histoire byzantine, en dégagant ses lignes de force (un empire chrétien fondé sur un état de droit et une administration serrée, progressivement ruralisé et militarisé ; une identité intégratrice propre aux empires universels), et ses lignes de crête : Constantin, Justinien, les Isauriens à partir de 717, les Macédoniens (867-1057), les Comnènes qui accusent le caractère dynastique et aristocratique du système, et après qui, passé 1180, l'empire s'affaiblit non sans sursauts (les Paléologues le rétablissent en 1261) ni capacités d'adaptation, mais en décrochement avec l'expansionnisme islamique et latin qui prend en étau et en otage une puissance sur la défensive, économiquement aliénés aux marchands d'Occident et se complaisant dans le repli passéiste sur soi-même que dans la guerre civile dont profitent les voisins au XIV^e s. Un ultime sursaut avec Manuel II, vers 1400, permet de repousser l'échéance d'un demi-siècle. Mais l'empire universel, tributaire des Turcs, se réduit alors à sa capitale et ses alentours. A quelques exceptions comme le cardinal Bessarion, le clergé préfère sa disparition à la soumission à Rome, prônée par les derniers empereurs « unionistes » qui affaiblissent ainsi leur crédit. De même que c'est avec un homonyme du fondateur mythique de Rome que finit l'empire d'Occident, c'est avec un autre Constantin que disparut Byzance, en un siècle de floraison culturelle remarquable et féconde.

Au terme de cette synthèse réussie, le lecteur est bien convaincu de la nécessité de sauvegarder les études byzantines. Puissent les décideurs de l'enseignement supérieur, des programmes du secondaire et des questions aux concours se rendre à cette évidence !

Franck COLLARD

Isaure BOITEL, « *Image noire de Louis XIV – Provinces-Unies, Angleterre (1688-1715)* », Champ Vallon, Paris, 2016, 552 pages, nombreuses illustrations (N. & B.) dans le texte, 29 euros. Thèse.

Y-eut-il jamais monarque plus soucieux de son paraître et plus dévalorisé par l'imaginaire de ses ennemis que Louis XIV ? Sans doute pas. Ce singulier contraste, déjà noté par Jean-François de la Harpe dans son *Eloge de Voltaire* en 1770, inspire la thèse en tout point exceptionnelle d'Isaure Boitel. Il n'y avait plus grand-chose de neuf à écrire au sujet des peintures officielles qui tout au long de son règne prodiguèrent au souverain toutes les qualités, toutes les vertus, tous les éloges, toutes les flatteries et le hissèrent au sommet d'une gloire inaccessible au commun des mortels. Beaucoup, en revanche, restait à dire sur leur déconstruction méthodique par les puissances étrangères qui, à grands renforts de gravures, de médailles, d'épigrammes et de libelles diffusèrent en Europe et même en France une autre image du roi, satirique, subversive, désacralisée, pour tout dire infamante. Cette « image noire » montrant « l'envers du soleil », dont l'entourage du souverain ne méjugait pas l'effet, car elle atteignait la société dans son ensemble, depuis les milieux populaires jusqu'aux cercles de l'aristocratie, des lettrés et des savants, est bien l'objet de ce beau et grand travail préfacé par Joël Cornette.

L'essentiel de ces libelles et estampes scandaleuses a disparu. L'échantillon réuni par Isaure Boitel n'en demeure pas moins d'une ampleur suffisante pour être probant : 216 images, 90 médailles et même 54 cartes d'un jeu édité en Angleterre en 1707. Cette iconographie scandaleuse s'en prend

beaucoup au corps du roi, réduit aux contingences humaines les plus triviales, parfois scatologiques. C'est que le rire que l'on veut provoquer, loin d'être toujours subtil, peut être gras. Mais ce vieillissement accentué, cet affaiblissement outré de l'âge, ces infirmités et cette décrépitude physique constamment mis en scène ne procèdent évidemment pas d'un acharnement gratuit. La fragilité physique et psychologique de la personne royale est à l'image d'une fragilité politique, véritable objet de la dénonciation. La période, celle de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (et des suites de la Glorieuse Révolution) puis de la guerre de Succession d'Espagne, est évidemment propice à cette iconographie critique que l'auteure assimile à une véritable stratégie médiatique.

Louis XIV, pour les Anglais et les Hollandais, est avant tout le chantre du catholicisme, qui a décidé la Révocation. Toutefois, le Fils aîné de l'Eglise, loin d'être irréprochable dans sa conduite, accumule des frasques et tend en quelque sorte lui-même le bâton pour se faire battre. Mais, pour Britannia comme pour Batavia, il est aussi et surtout l'ennemi véritable de la chrétienté, assez dépravé pour associer le lys et le croissant, un insatiable querelleur, un envoyé du diable obsédé de pouvoir et d'un désir de gloire et de conquête. Pour autant, cette Europe demeure celle des rois et des princes. Le principe monarchique ne saurait être attaqué. Donc, point d'invocation au tyrannicide. Le roi n'est tué que par l'image. La théorie des deux corps trouve ici une illustration improbable.

L'image d'opinion est ainsi considérée comme une source historique à part entière ; elle est naturellement une forme singulière de langage sur le pouvoir, à la confluence de l'expression artistique et du discours politique, qui permet aussi une relecture critique du règne de Louis XIV. Isaure Boitel ne propose pas seulement la chronologie fine de cette production, démontrant au passage que cette iconographie dégradante, quoique constante, n'était pas nécessairement planifiée et réfléchie par ses commanditaires officiels – les graveurs et les médailleurs peuvent aussi traduire spontanément les projections magnifiées ou fantasmées des rivaux de Louis XIV, à commencer par Guillaume d'Orange – mais qu'elle participe en revanche d'un dispositif médiatique en pleine expansion nourrie à tirs groupés de gazettes, de plaidoyers pamphlétaires, de chansons, de jeux de mots évidemment gallophobes. Isaure Boitel offre surtout les clés, les codes et les références d'une rhétorique souvent complexe. A l'instar des textes politiques, la virulence critique de ces images naît d'une conjoncture précise ; elle se nourrit des événements, les amplifie, les déforme tout en s'adaptant aux exigences des commanditaires. Elle ne se laisse pas toujours cerner aisément, jouant avec divers registres du comique, de la satire polémique, de la fibre patriotique. Sa composition, assise sur des références allégoriques et métaphoriques ou des emprunts à l'art et la culture est souvent absconse ; c'est une polysémie, parfois difficilement accessible aujourd'hui, qui l'était sans doute aussi pour le public peu ou pas cultivé de l'époque. Ainsi, cette eau-forte hollandaise – page 340 – montrant madame de Maintenon urinant sur le globe terrestre (1706) se comprend mieux dès lors qu'on la met en relation avec la *Femme qui pisse* (1631) de Rembrandt. Ou encore cette autre eau-forte – page 277- également hollandaise, *L'Habit usurpé* (1692) qui détourne avec un sens parodique appuyé le portrait en pied du roi de Claude Lefèvre (1670). Dernier exemple de ces détournements féroces, le frontispice de 1702 – page 378 - inspiré du *Passage du Rhin* peint en 1672 par Le Brun pour la Galerie des Glaces montrant un Louis XIV-Apollon métamorphosé en vieillard cacochyme appuyé sur ses béquilles et juché sur un attelage guidé par madame de Maintenon. On

voit ainsi que le l'étude d'Isaure Boitel associe les domaines de l'histoire et de l'histoire de l'art en même temps qu'elle recourt à de nombreux champs disciplinaires : histoire des mentalités, histoire des représentations, histoire des techniques, histoire sociale composent ici une histoire culturelle appréhendée globalement sans oublier, bien sûr, l'histoire politique et celle des relations internationales.

S'agit-il d'une forme originale de propagande ? Isaure Boitel répugne à l'emploi du mot, non sans de solides arguments. Le vocable et la notion, il est vrai, longtemps réservés au domaine spirituel, n'investissent le politique qu'au XVIII^e siècle. Par ailleurs, la pluralité des voix qui façonnent ce portrait négatif du souverain français n'obéissent à aucun programme centralisé ne propose pas un imaginaire rigoureusement pensé. Enfin, et peut-être surtout, la valeur persuasive de beaucoup de ces images était sans doute affectée auprès du plus grand nombre par la complexité culturelle de leur lecture. Il reste que dans l'espace public comme lieu de formation d'une « opinion publique », le texte politique de ces médias était clairement perçu. D'ailleurs, au-delà de la singularité propre à chaque pays, à chaque commanditaire, à chaque artiste, la circulation de ces images et leurs détournements d'un pays à l'autre, d'un public à l'autre, témoigne assez de la force d'une culture européenne véritable. Même si cette « science des images », théorisée dès la fin du XVI^e siècle, ne demeure comprise que de la frange supérieure de la société, elle n'en constitue pas moins un socle culturel commun.

Marc VIGIÉ

Joël CORNETTE, *La mort de Louis XIV. Apogée et crépuscule de la royauté*, Paris Gallimard, « Les journées qui ont fait la France. 1^{er} septembre 1715 », 2015, 367 p., notes, bibliographie et sources, index.

On ne présente pas ici l'auteur, grand

écrivain de manuels clairs et commodes. Ici, il s'agit d'un autre genre littéraire, qui reprend une collection fameuse, celle des « Trente journées qui ont fait la France » et qui ont créé tant de vocations d'historiens. La mort de Louis XIV est en effet un événement, mais qui est l'occasion de parler sans lourdeur de ce qui précède (la monarchie absolue) et de ce qui suit (sa critique et sa dissolution). Le récit de la mort du Soleil, terrible et stoïque, et celui des funérailles introduisent la mise à mort du Grand siècle par l'opinion publique. Un *flash back* permet alors de retrouver la prise du

pouvoir (1661) et l'ombre de la Fronde qui explique tant de choses. L'organisation du gouvernement d'un État administratif modèle en est l'héritière, dans sa rigueur et sa centralisation. La fabrique de la grandeur dans Versailles, la guerre mise en scène et ses conséquences. Le Roi très chrétien face à Dieu et à ses deuils.

Le dernier chapitre s'attache à la journée du 2 septembre 1715 et aux scénarios possibles de recomposition ou plutôt de maintien. Enfin, un épilogue explique le terrible décalage entre les désirs du prince et la réalité du royaume.

Ce grand livre suggestif, qui se lit comme un roman mais qui n'est pas une fiction, permet à la fois d'oublier la propagande du Grand Siècle et d'entrer dans une existence palpitante, remarquablement mise en intrigue. Voilà un ouvrage à lire pour comprendre ce que la France doit vraiment au Grand Siècle, non pas ce qu'on attend, mais ce dont on vit encore aujourd'hui : un territoire et une langue cohérents, une « certaine idée » de la Grandeur qui, *nolens volens*, nous habite encore.

Nicole LEMAITRE